

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°426

SEPTEMBRE 2020

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **ROJAVA : L'ONU PUBLIE UN RAPPORT ACCABLANT SUR LES CRIMES DE GUERRE TURCS**
- **TURQUIE: LES ATTAQUES RACISTES ANTI-KURDES SE MULTIPLIENT ; DEUX PAYSANS JETÉS D'UN HÉLICOPTÈRE MILITAIRE**
- **IRAN: POURSUITE DE LA RÉPRESSION ALORS QUE LE PAYS S'ENFONCE DANS LA PANDÉMIE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE**
- **IRAK: REPRIS DES POURPARLERS ENTRE BAGDAD ET ERBIL**

---

### ROJAVA : L'ONU PUBLIE UN RAPPORT ACCABLANT SUR LES CRIMES DE GUERRE TURCS

**L**a Commission indépendante internationale des Nations Unies sur la Syrie a publié le 15 septembre un rapport accablant de 25 pages sur les crimes de guerre commis dans les régions kurdes syriennes occupées par la Turquie et ses mercenaires syriens islamistes (<https://undocs.org/A/HRC/45/31>).

De nombreuses organisations de défense des droits humains, dont *Amnesty International* et *Human Rights Watch*, avaient déjà tiré la sonnette d'alarme sur les cas de torture et de viols, d'enlèvements, de demandes de rançon, de dispa-

ritions, de déplacement de population et de nettoyage ethnique qui sont la marque de ces supplétifs de l'armée turque. Ce nouveau rapport rapporte des violations des droits humains systématiques et organisées et «décrit avec une autorité jusqu'alors inédite et en profondeur l'ordre de terreur imposé par la Turquie» (*Le Monde*), en particulier à Afrin, Serê Kaniyê / Ras al-Aïn et Tell Abyad / Girê Sipî. Le quotidien cite notamment le cas de prisonniers rassemblés de force pour assister au viol collectif et répété par ses geôliers d'une jeune fille kurde mineure... Le document «établit avec précision le caractère planifié, et spécifique-

ment ciblé, contre les Kurdes, des exactions commises par les milices islamistes pro-turques avec le soutien d'Ankara dans le nord de la Syrie» (*Le Monde*).

Ces exactions sont commises sous la responsabilité de l'État turc, puissance occupante, et par ses mercenaires. Les militaires turcs présents dans ces zones, et qui ne peuvent qu'en avoir connaissance puisqu'elles font depuis des mois l'objet de dénonciations mille fois répétées, n'ont jusqu'à présent manifesté aucune volonté de les faire cesser. Bien au contraire, lorsque la Commissaire aux Droits humains Michelle Bachelet a rap-

pelé le 18 la Turquie au « respect du droit international », et a demandé le lancement immédiat d'une enquête indépendante sur ces abus, elle s'est vue opposer une fin de non-recevoir par Ankara, qui a indiqué « [rejeter] entièrement les allégations infondées [...] et les critiques injustifiées de la Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'Homme contre notre pays ».

Le rapport fait aussi état du traitement inhumain auquel les garde-frontière turcs (dépendant de la gendarmerie) soumettent régulièrement les Syriens tentant de fuir la guerre civile: nombreux sont ceux à être battus et parfois même assassinés après leur arrestation, les plus heureux subissant nombre d'humiliations de la part des gendarmes turcs ou des groupes rebelles coopérant avec eux (*Al-Monitor*). Le 22, l'Observatoire syrien des droits de l'homme (*OSDH*) a rapporté l'enlèvement par des groupes soutenus par la Turquie de deux nouvelles victimes kurdes à Afrin. Dans cette dernière région, les mêmes gangs s'organisent pour s'approprier la récolte d'olives, dont le moment approche, comme ils l'ont fait les années précédentes...

En parallèle, les attaques et attentats des djihadistes de Daech se poursuivent. En début de mois, une cellule de sept membres a été démantelée à Şihîl (Deir Ezzor), et cinq bombes artisanales ont été désamorçées à Manbij. Des attentats utilisant des motos piégées ont frappé la région contrôlée par l'AANES (Administration autonome du Nord-Est syrien), comme le 14 à Diban (Deir Ezzor), où il y a eu un mort et deux blessés civils. Une autre moto a été désamorçée le lendemain à Hassakeh.

Le camp d'Al-Hol a connu de nouvelles évasions (*WKI*), tandis que des centaines de tentatives ont été déjouées. Plusieurs familles étran-

gères ont été transférées de Al-Hol vers le camp de Roj, récemment agrandi, pour y suivre un programme de déradicalisation. Celui-ci, destiné aux anciens membres de l'organisation exprimant des regrets et souhaitant se réinsérer, a reçu 76 familles depuis janvier (*AFP*). Le 22, l'Institut kurde de Washington (*WKI*) a rapporté qu'une femme irakienne, mère d'un enfant de sept mois, avait été retrouvée à Al-Hol étranglée avec du câble électrique, dernier meurtre d'une longue série dans ce camp surpeuplé. Le 25, les Forces démocratiques syriennes ont lancé avec le soutien de la coalition anti-Daech une nouvelle opération à la frontière syro-irakienne.

En France, 29 personnes ont été placées en garde à vue le 29 dans le cadre d'une enquête ouverte en janvier dernier sur un réseau de financement du terrorisme utilisant des cybermonnaies. Les organisateurs, deux Français probablement encore en Syrie, sont suspectés d'appartenir au groupe terroriste *Hayat Tahrir al-Cham*, affilié à Al-Qaïda. Parmi les gardés à vue, des familles ayant envoyé, semble-t-il de bonne foi, de l'agent à leurs proches internés en Syrie... (*Le Parisien*)

Les discussions d'unité entre partis kurdes des deux principales tendances du Rojava, organisées d'une part autour de la coalition TEV-DEM (au pouvoir), dominée par le parti de l'unité démocratique (PYD), récemment élargie dans le cadre du PYNK, et d'autre part de l'ENKS (Conseil national kurde), dans l'opposition, se sont poursuivies avec le soutien des États-Unis. Il semble que le grand déplaisir de la Turquie à la perspective d'une unité des Kurdes de Syrie ait provoqué quelques remous au sein de l'opposition syrienne au régime de Damas, où l'ENKS, contrairement au TEV-DEM, est représentée. Le 14 sep-

tembre, le président de la Coalition de l'opposition (*Etilaf* en arabe), Nasser al-Hariri, a annoncé qu'il démettait le représentant de l'ENKS au Haut Comité des Négociations (HCN, créé en 2015 en Arabie Saoudite), Hewas Egid, pour le remplacer par Abdullah Fahd, un Arabe. Hariri avait déjà accusé dans un tweet envoyé le 2 septembre à la Ligue Arabe les Kurdes du Rojava de chercher à diviser la Syrie, dénonçant les « accords avec des milices terroristes séparatistes » – des éléments de langage directement repris des discours d'Ankara. Il n'a cependant reçu aucune réponse de l'organisation, qui venait la semaine précédente de condamner les opérations militaires turques en Syrie et en Irak... Dans une vidéoconférence tenue avec le comité politique de l'Etilaf, la Présidence de l'ENKS a énergiquement protesté contre la décision d'Hariri, tandis que les États-Unis adressaient à celui-ci un message très ferme sur l'importance de la présence de l'ENKS au sein du HCN... L'ENKS a récemment suscité la colère turque à la fois pour ses discussions avec le PYNK et pour ses critiques de plus en plus marquées des violations des droits humains dans les zones syriennes sous contrôle turc. Début septembre, le Président de l'ENKS, Saud al-Mullah, avait déclaré que les factions soutenues par la Turquie perpétraient « sous les yeux de la Turquie [...] des actes et pratiques terroristes, enlèvements, torture, meurtres et déplacements de population ». Selon une déclaration de l'Etilaf, l'ENKS a appelé durant la réunion l'opposition syrienne à assurer le retour des personnes déplacées de leurs foyers par ces groupes (*Kurdistan-24*)...

Dans un contexte de tensions américano-russes croissantes sur le terrain (plusieurs incidents ont motivé un renforcement récent des contingents américains par des véhicules blindés *Bradley*), le



représentant spécial pour la Syrie, James Jeffrey, est arrivé le 20 à Hassakeh pour des rencontres avec le chef des FDS, Mazloum Abdi, et les dirigeants de plusieurs partis de l'ENKS. Les États-Unis, qui tiennent par ailleurs le régime et son allié russe pour responsables du blocage des négociations inter-syriennes de Genève, poussent à une plus grande unité entre Kurdes du Rojava, moyen pour eux de contrer les avancées de Damas dans le Nord du pays. Il demeure pourtant des points de désaccord entre les deux camps kurdes, et en particulier la question du retour des «Rojava pechmerga» de l'ENKS sur le territoire syrien, où l'AANES est plus que réticente à les accepter... (*Asharq Al-Awsat*).

Finalement, après près de sept mois de négociations et malgré cette difficulté non encore résolue, la porte-parole du PYD, Sama Bekdash, a annoncé le 21 aux médias locaux du Nord syrien un accord sur une «référence kurde suprême» comprenant six points politiques, dont la définition d'une stratégie kurde, un travail commun pour le retour des civils déplacés par les invasions turques d'Afrin, Serê Kaniyê et Tal Abyad, la représentation des Kurdes en Syrie, et la manière de protéger leurs acquis dans le pays. Selon Bekdash, le «Comité suprême kurde» comprendra 16 membres du PYNK, 16 de l'ENKS, les huit autres étant des personnalités indépendantes désignées pour quatre d'entre elles par l'ENKS et pour les quatre restantes par le PYNK. Il reste à souhaiter que cet accord, contrairement à ceux négociés à Erbil et Dohouk en 2012 et 2014, puisse trouver ses modalités d'application, condition nécessaire à ce que la voix des Kurdes du Rojava soit entendue dans les négociations internationales. Un des points positifs est le soutien

apporté à l'accord par les États-Unis et la France.

Tout le mois, l'insécurité s'est manifestée au Rojava qui a subi plusieurs attentats, notamment dans les territoires contrôlés par la Turquie et ses mercenaires. Le 12, une bombe a fait deux morts et douze blessés à Serê Kaniyê / Ras al-Ayn dans une attaque visant l'«Armée nationale syrienne» pro-turque (*Ahrval*). Le lendemain, c'est Afrin qui a été touchée par une attaque à la voiture piégée qui a fait au moins trois morts et dix blessés civils près du QG d'une faction pro-turque. Selon l'OSDH, l'explosion a fait au moins sept victimes, dont un médecin du Croissant rouge turc, et trente blessés, dont des enfants. À Deir Ezzor, la co-présidente du Conseil militaire de Deir Ezzor, affilié aux FDS, Laila Al-Abdallah, a échappé à une nouvelle tentative d'assassinat, la quatrième au moins, quand des motocyclistes masqués ont ouvert le feu sur son véhicule, blessant un des passagers. Daech, qui continue à lancer des attaques de ce type, pourrait être responsable de celle-ci. Il est aussi possible que certains des attentats soient dus à des agents du régime cherchant à créer l'insécurité pour déconsidérer l'AANES auprès des habitants.

La multiplicité des acteurs présents sur le terrain est également source de tensions. Dans certains villages kurdes, les habitants se sont opposés à l'installation d'un poste russe «pour leur protection», menaçant de jeter des pierres sur leur convoi (VOA). En fin de mois, les Russes ont tenté sans succès de faire pression sur l'AANES pour qu'elle empêche les patrouilles militaires américaines près de Tell Tamer, menaçant de se retirer pour laisser la voie libre à de nouvelles attaques turques. À peu près au même moment, Russes et Turcs

ont repris leurs patrouilles communes à Kobanê et près d'Idlib...

Mi-septembre, l'AANES a invité 150 leaders et notables locaux du Nord-Est syrien à un Forum à l'issue duquel a été lancé un appel à des réformes dans l'agriculture et le système éducatif, et à des discussions avec Damas «sans interférence extérieure». Des représentants du Département d'État américain ont participé à cette réunion. Auparavant, la Russie avait initié une nouvelle médiation entre l'AANES et le régime syrien. Par ailleurs, un des responsables de l'AANES chargé des camps de personnes déplacées de Shahba, où se sont réfugiés 200.000 anciens résidents d'Afrin, a accusé Damas d'empêcher l'arrivée de l'aide médicale et des travailleurs humanitaires en exigeant le paiement de «taxes» au passage des points de contrôle. Séparée des autres territoires de l'AANES, cette zone est totalement encerclée au nord par l'armée turque et au sud par celle de Damas. Le Rojava a enregistré ses premiers cas de coronavirus à la fin du mois d'avril. Au 4 septembre, selon les chiffres de la coprésidente du Conseil de santé du Rojava, Jwan Mustafa, la région comptait 624 cas de contamination, 40 décès et 158 guérisons, ce qui provoque l'inquiétude à Shahba (*Rûdaw*).

Enfin, le 28, la semaine de négociations inter-syriennes menée à Genève sous l'égide des Nations Unies s'est terminée avec un accord minimum pour se rencontrer de nouveau à une date non encore spécifiée. Le médiateur spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, a indiqué trouver encourageant que, pour la première fois, les participants aient interagi puis se soient séparés sans trop d'animosité et en exprimant la volonté de se revoir (VOA).

## TURQUIE: LES ATTAQUES RACISTES ANTI-KURDES SE MULTIPLIENT ; DEUX PAYSANS JETÉS D'UN HÉLICOPTÈRE MILITAIRE

**D**es travailleurs saisonniers kurdes de Mardin venus ramasser les noix dans une exploitation de Kocaeli (Sakarya), des femmes, accompagnées d'adolescents, ont déclaré à leur retour le 6 septembre, qu'après avoir travaillé deux semaines, ils avaient été insultés et frappés le 4 par leur employeur, ses proches, et des habitants du village (*Bianet*). Leurs agresseurs les ont traités de «bande de chiens», ont menacé de faire appel aux militaires (*Ahval, Rûdaw*) et menacés avec des bâtons, une faux et même une hache... Le gouverneur de Sakarya a d'abord nié l'événement, avant d'appeler certaines des victimes pour exprimer ses regrets. Le bureau du procureur de Kocaeli a ouvert une enquête. Après avoir déposé au tribunal, deux des auteurs ont été remis en liberté conditionnelle... Le HDP a déclaré qu'il comptait mettre l'affaire à l'ordre du jour du Parlement.

Le 11 au soir, une seconde attaque antikurde, cette fois contre les ouvriers d'un chantier à Afyon, a fait un mort, un travailleur kurde de 15 ans, et deux blessés: après une altercation causée par la poussière du chantier, un homme a dégainé un pistolet et tiré à bout portant sur deux frères. La police locale a expulsé de la ville les autres ouvriers avec la phrase: «Prenez votre mort et allez-vous en». Le 12 à Van, la police a empêché les députés kurdes d'assister aux funérailles, tandis que des militaires étaient déployés pour empêcher toute protestation. Dans un autre incident, un réfugié syrien de 16 ans a été tué, aussi le 11, à Samsun (*WKI*).

Également le 11 à Van, deux paysans kurdes d'une cinquantaine d'années ont été sévèrement battus par des militaires qui les auraient forcés à monter dans un hélicoptère avant de les jeter dans le vide depuis l'habitacle. L'un des deux hommes est demeuré dans le coma vingt jours avant de mourir à l'hôpital le 30 au matin. L'autre a fini par rentrer chez lui, choqué au point de balbutier des déclarations incohérentes. Il a cependant bien indiqué plusieurs fois se rappeler avoir été jeté dans le vide après avoir été battu par dix à vingt hommes. Le journal *Al-Monitor* a pu consulter le rapport médical publié le 17 septembre par l'hôpital public où les deux hommes ont été soignés. Il mentionne que l'homme a été admis après être «tombé d'une hauteur», et indique que le technicien médical d'urgence qui l'a amené a déclaré qu'il était «tombé d'un hélicoptère»... Les deux hommes avaient été emmenés par les militaires après un affrontement entre l'armée et le PKK près de leur village qui a fait trois morts dans chaque camp. Plusieurs députés HDP ont exigé une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire, et les avocats des familles des deux victimes ont porté plainte contre les auteurs présumés pour homicide volontaire, torture et manquement aux devoirs. Le gouvernement nie ces allégations et a ouvert une enquête... contre les victimes, pour «aide et complicité avec une organisation terroriste». Officiellement, ils auraient fait une chute en fuyant leur arrestation...

Alors que la livre turque poursuit sa chute (0,11 € au 21 septembre) avec l'impact de la crise

sanitaire et des tensions en Méditerranée orientale, le président turc persiste dans sa fuite en avant pour re-légitimer son pouvoir en cherchant de nouveaux ennemis, intérieurs et extérieurs: à l'intérieur, c'est toujours le parti «pro-kurde» HDP qui est criminalisé, tandis qu'à l'international, après la Syrie et la Libye, c'est maintenant en Azerbaïdjan, et contre les Arméniens, que M. Erdoğan a trouvé un conflit où envoyer «ses» djihadistes...

À l'intérieur, la crise sanitaire sert d'outil de répression à l'alliance AKP-MHP. Celle-ci a profité de la pandémie pour faire voter au parlement une série de lois lui permettant d'accroître sa mainmise sur la société, comme le récent amendement sur les barreaux. D'autre part, les interdictions de rassemblements pour cause sanitaire permettent d'interdire toute manifestation à l'opposition et toute protestation sociale. Même les journalistes couvrant les manifestations reçoivent des amendes pour non-respect de la distanciation sociale... Quant aux soutiens du pouvoir, ils sont évidemment exemptés de toute tracasserie, comme lors de la première prière collective à Sainte-Sophie le 24 juillet, où la police brillait par son absence (*Al-Monitor*).

Arrestations et condamnations se poursuivent sans fin. Le 3, Sedat Şenoğlu, porte-parole du HDK (Congrès démocratique du peuple), une formation créée en 2011 et dont une partie des membres est kurde, a été arrêté à Istanbul, en même temps qu'une quinzaine de membres du Parti socialiste des opprimés (ESP). Le 11, la députée HDP de

Diyarbakir Remziye Tosun a été condamnée à dix ans de prison pour «appartenance à un groupe terroriste armé». L'appel qu'elle a interjeté lui permet pour l'instant de demeurer en liberté (AFP). Le 17, l'ancienne députée HDP, prisonnière et gréviste de la faim Leyla Güven a été incarcérée à Hakkari. Elle s'était rendue dans la région pour rencontrer les «Mères de la Paix», une initiative civile de femmes appelant à une résolution pacifique de la question kurde en Turquie, avant de lancer un appel en ce sens en conférence de presse. Une femme membre de l'initiative, Fatma Turan, a été arrêtée en même temps pour avoir insulté le président turc. Les deux femmes ont été libérées après avoir déposé (Ahval). Selon les données du ministère de la justice, les cas d'insulte au président ont augmenté de 30% en 2019: 26.115 personnes ont fait l'objet d'une enquête, quelque 5.000 personnes doivent passer en jugement et 2.462 sont déjà emprisonnées (Reuters).

Toujours le 17, à Diyarbakir, l'ancienne députée HDP Sebahat Tuncel, déjà détenue à Kocaeli en attente d'un procès en appel pour d'autres charges, a été condamnée à 11 mois et 20 jours de prison pour insulte au président, qu'elle avait qualifié de «misogyne» en 2016 (Ahval). La défense a plaidé la critique politique légitime relevant de la liberté d'expression, mais sans effet sur le verdict. Le 19, aussi à Diyarbakir, un responsable de jeunesse du HDP a été enlevé par trois hommes armés et retrouvé les yeux bandés dans un parc après avoir été menacé de mort. À Muş, quatre personnes ont été arrêtées pour avoir assisté aux obsèques d'un combattant du PKK tué en 2016 (WKI).

Parallèlement, le procureur de Diyarbakir a demandé au minis-

tère de la Justice de lancer une «notice rouge» Interpol (un mandat international) contre l'ancien député HDP et maire de Diyarbakir Osman Baydemir, recherché pour «appartenance à une organisation terroriste» et qui se trouverait en Grande-Bretagne.

Le 25, dans la plus grande opération judiciaire antikurde depuis le début de l'année, le parquet d'Ankara a émis des mandats d'arrêt contre 82 personnes dans le cadre d'une enquête sur les violentes manifestations qui avaient éclaté en octobre 2014 pour protester contre le siège de Kobanê par Daech et la passivité du gouvernement turc. Les affrontements qui avaient suivi entre manifestants, groupes fondamentalistes et forces de sécurité avaient causé la mort d'au moins 37 personnes, en particulier dans les provinces kurdes. Parmi les personnes recherchées, 20 ont été placées en garde à vue, les autres ayant depuis gagné l'étranger ou rejoint la guérilla du PKK. Ayhan Bilgen, co-maire de Kars (élu en 2019), ainsi que plusieurs ex-députés et dirigeants du HDP, comme Sirri Süreyya Önder, Ayla Akat Ata, Altan Tan et Emine Ayna, et le porte-parole du HDP pour l'international Nazmi Gür, font partie des personnes arrêtées (AFP). Le parquet «n'a pas donné le détail des chefs d'accusation retenus pour chacune des 82 personnes visées, mais assure que les crimes et délits commis pendant les manifestations incluent meurtre, tentative de meurtre, vol, dégradations, pillages, destruction du drapeau turc et coups et blessures à l'encontre de 326 membres des forces de l'ordre et 435 citoyens», rapporte le quotidien turc *Hurriyet*. Le procureur a aussi annoncé son intention d'envoyer au parlement un récapitulatif des charges retenues contre sept élus du

HDP, qui appartenaient au comité exécutif central de ce parti à l'époque, afin d'appuyer une demande de levée de leur immunité. Le même soir, un rassemblement de soutien au HDP s'est tenu à Istanbul avec 200 personnes. Déployée en force, la police n'est pas intervenue (AFP). Ce nouveau «coup de filet» a provoqué une série de condamnations, en Turquie comme à l'étranger. La coprésidente du HDP, Pervin Buldan, a rappelé que durant les manifestations de l'époque, 47 membres de ce parti avaient été tués, mais que leurs noms n'avaient pas été rendus publics.

Parallèlement, la situation dans les prisons turques continue de préoccuper les défenseurs des droits humains. Dans une série de tweets, l'épouse de Demirtaş, Başak Demirtaş, a déclaré en début de mois que leurs filles n'étaient pas autorisées à voir leur père en raison des mesures COVID-19, alors que le même gouvernement permettait à des foules énormes de se rassembler lors de rassemblements pro-gouvernementaux... Interrogé à ce propos lors d'une interview, Selahattin Demirtaş a déclaré qu'il ne serait pas juste qu'il fasse un scandale de ne pas pouvoir voir ses filles alors que, de la mort à la torture et de l'isolement aux problèmes de santé, «une tragédie humaine se déroule dans les prisons turques». Le 18, plusieurs étudiants condamnés à des peines de prison pour appartenance au PKK, qui étaient entrés en grève de la faim en juin pour protester contre les conditions sanitaires de détention, ont été transférés de Kirşehir à Kayseri sans que leurs familles en soient informées. Déshabillés de force à leur arrivée pour être fouillés malgré leur refus, ils ont été battus par les gardiens la nuit suivante (SCF). Ces fouilles à nu, qui, selon la loi turque, devraient

être confiées à un médecin, sont pourtant couramment utilisées pour humilier les détenu(e)s.

Le 23, il a été rapporté que le prisonnier politique kurde Sinan Gencer, détenu depuis 15 ans, était mort de manière suspecte dans la prison de haute sécurité de Van. L'administration pénitentiaire a indiqué à sa famille qu'il s'était suicidé, mais celle-ci, selon ses derniers contacts avec Sinan, pense qu'il s'agit d'un mensonge. Mis à l'isolement depuis deux ans, il était récemment entré en grève de la faim (*Kurdistan au Féminin*). Le 28, trois responsables du HDP appartenant au groupe de 82 arrêtés le 25, dont le co-maire de Kars, Ayhan Bilgen, ont dû être hospitalisés après une intoxication alimentaire due aux repas fournis par la police. Les avocats des détenus ont déclaré que toutes les personnes arrêtées s'étaient plaintes de la mauvaise qualité de la nourriture. Un groupe de membres du HDP s'est rassemblé devant le poste de police d'Ankara en signe de protestation.

Dans ce contexte, le Président de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) Robert Spano, qui s'est rendu en Turquie du 3 au 5, a été critiqué sur plusieurs points: il a rencontré le président turc, mais aucune personnalité d'opposition, ni de militants des droits de l'homme ou de familles des prisonniers d'opinion. Malgré l'invitation de Başak Demirtaş, il n'a rencontré aucun Kurde. Il n'a pas non plus évoqué publiquement les violations des droits humains dans le pays, et a accepté un doctorat *honoris causa* de l'Université d'Istanbul, qui a démis des centaines de ses enseignants pour des raisons politiques. Il avait pourtant reçu une lettre ouverte de l'un d'entre eux à ce propos: l'essayiste

Mehmet Altan lui avait écrit: «Les personnes qui vous offrent ce diplôme sont celles qui nous ont démis, moi et mes collègues». Suffisait-il dans son discours de réception de rappeler que «la liberté académique est protégée par l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme» et de déclarer qu'il acceptait cette distinction «au nom de la protection de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit»? Refuser le diplôme, comme le lui avait demandé le coprésident du HDP Mithat Sancar, aurait sans doute davantage frappé les esprits... et envoyé un message de fermeté au pouvoir.

Autre décision qui a choqué les défenseurs des droits humains, celle de la France, le 16, d'expulser vers la Turquie le militant associatif kurde Mehmet Yalçın, qui résidait près de Bordeaux depuis 2006. Alors que sa demande d'asile était en cours de traitement, la préfecture de Gironde l'a fait emmener par la police depuis son domicile vers un centre de rétention d'où il a été rapidement expulsé, ce qui «met sa vie en danger», a accusé son avocat bordelais (*AFP*). Il a été emmené par la police turque dès sa descente d'avion...

La Turquie ne se contente pas d'utiliser Interpol pour tenter de mettre la main sur les opposants réfugiés à l'étranger. Elle n'hésite pas à utiliser ses services de renseignements (*Milli İstihbarat Teşkilatı*, MIT) et même les communautés turques locales, pour agir sur place. En Autriche, où vivent 200 à 300.000 personnes d'origine turque, le ministre de l'Intérieur, Karl Nehammer, a annoncé le 1<sup>er</sup> septembre dans une conférence de presse télévisée l'arrestation d'un individu espionnant sur le sol autrichien pour le compte de la Turquie.

Recruté par le MIT pour lui transmettre des informations sur des citoyens turcs vivant en Autriche ou des Autrichiens d'origine turque, il sera inculpé pour espionnage (*Ahval*). L'individu a été démasqué lors de l'enquête sur les affrontements ayant éclaté quand des ultranationalistes turcs membres des «Loups Gris» avaient attaqué fin juin à Vienne une manifestation pacifique kurde protestant contre l'attaque subie en Turquie par des touristes venus du Kurdistan d'Irak (*Al-Monitor*). Nehammer a également rappelé qu'entre 2018 et 2020, plus de 30 Autrichiens ont été incarcérés en Turquie avant que le MIT ne fasse pression sur eux pour les recruter. Le ministre a terminé son annonce par une déclaration très ferme: «Nous avons un message clair à adresser à la République turque: l'espionnage et l'ingérence turcs dans les libertés civiles n'ont pas leur place en Autriche».

Toujours en Autriche, Berivan Aslan, une femme politique autrichienne d'origine kurde et membre du parti Vert, a annoncé le 23 septembre avoir été mise sous protection policière en raison de menaces sur sa vie: «La presse turque et certains milieux tentent de présenter l'incident comme infondé, mais le plan d'assassinat est réel. J'[en] ai été personnellement informée [...] par les services secrets autrichiens», a-t-elle déclaré à *Ahval*. Un ressortissant italien d'origine turque, Feyyaz Ö., admettant travailler pour le MIT, a indiqué aux autorités autrichiennes avoir reçu pour mission de tuer Aslan. Quel pourrait être le mobile? S'étant intéressée aux minorités vivant en Autriche, celle-ci avait mis au jour à Vienne et dans plusieurs provinces du pays un réseau d'agents du MIT chargés de créer des troubles parmi les

communautés turques et kurdes... Lors de son interrogatoire par les services antiterroristes autrichiens, Feyyaz Ö. A également admis être la source du faux témoignage ayant causé l'arrestation pour terrorisme de Metin Topuz, l'employé du consulat américain à Istanbul condamné à huit ans d'emprisonnement en juin dernier... Aslan a déclaré que si Feyyaz Ö. avait finalement parlé, c'est qu'il pensait que ses employeurs l'auraient laissé tomber après l'assassinat...

Des documents secrets révélés en août dernier montrent que le MIT, les consulats et l'ambassade turcs en Grèce ont rassemblé de nombreuses informations sur des dizaines de Turcs soupçonnés d'adhérer au mouvement Gülen ou s'étant exilés pour échapper à des procès fabriqués... Sur le site *Nordic Monitor*, un article signé du journaliste turc en exil Abdullah Bozkurt,

ancien responsable à Ankara du site *Today's Zaman*, avait le 22 août présenté des fac-similés de plusieurs documents diffusés à la police turque dans tout le pays (<https://www.nordicmonitor.com/2020/08/more-secret-documents-confirming-vast-turkish-espionage-activities-in-greece-uncovered/>). Là encore, Ankara a réagi avec violence. Attaqué le 24 septembre devant son domicile à Stockholm et blessé à la tête, aux bras et aux jambes, Bozkurt a mis en cause le lendemain le pouvoir turc. «Des gulénistes ont également été attaqués aux États-Unis», a déclaré la journaliste Amberin Zaman, ajoutant que le site MIT avait récemment été accusé de détenir des suspects dans des sites secrets pour les torturer. En Allemagne, les services de renseignement ont découvert que des imams de l'organisation religieuse turque DİTİB fournissaient à l'ambassade des rapports sur des dissidents turcs (*Ahval*).

Ankara compte bien poursuivre cet usage quasi-terroriste du MIT: alors que le président turc a annoncé récemment un accroissement des missions de l'agence à l'étranger, celle-ci s'est vu doter le 26 juillet dernier d'un siège flambant neuf de 80.000 m<sup>2</sup>.

Enfin, de multiples sources font état du transfert vers l'Azerbaïdjan par la Turquie de combattants djihadistes syriens. Certains viennent d'Idlib, d'autres d'Afrin. L'OSDH a fait état de 300 combattants transportés d'Afrin le 24, appartenant principalement aux factions *Sultan Mourad* et *Al-Amsha*.. Le site américain *Daily Beast* a mentionné quant à lui le 29 la présence parmi ces djihadistes d'anciens combattants de Daech, dont un commandant. Ces derniers seraient embauchés par des sociétés turques de sécurité privée proches du MIT.

---

## IRAN:

### POURSUITE DE LA RÉPRESSION ALORS QUE LE PAYS S'ENFONCE DANS LA PANDÉMIE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE

**L'**économie iranienne continue à subir de plein fouet l'impact de la politique américaine. Immédiatement après l'annonce par Washington le 20 septembre du retour des sanctions, le dollar a bondi de 2,5% contre le rial, atteignant 273.000 rials (contre seulement 160.000 au 20 mars dernier, début de l'année civile iranienne). Selon les prévisions du FMI, les exportations iraniennes, qui avant les sanctions américaines dépassaient les 100 milliards de dollars, atteindront à peine 46 milliards pour 2020; quant aux réserves de change iraniennes, elles tomberont à 85 milliards en fin d'année (une baisse de 19 milliards de dollars), puis à 69 milliards en 2021 (nouvelle chute de

16 milliards)... De plus, une part importante de ces réserves de change, bloquée à l'étranger, ne peut être utilisée que pour l'importation de biens autorisés. Pour la première fois, la balance commerciale iranienne est devenue négative (*Radio Farda*). Tout ceci présage de mois toujours plus difficiles pour la population, avec une forte inflation et des pénuries, alors que la pandémie continue sa progression galopante.

Pour le 1<sup>er</sup> septembre, l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI) a calculé un nombre de décès dus au coronavirus dans 410 villes dépassant les 97.900. Le lendemain, on était à 98.300, dont 2.006 au Kurdistan et 4.300 au Lorestan, alors que le pré-

sident iranien Hassan Rohani annonçait la rentrée scolaire pour le 6. Au même moment, Minou Mohraz, membre du comité scientifique du Centre de lutte contre le coronavirus, déclarait: «Les écoles sont le meilleur endroit pour transférer le coronavirus»... Le 14, l'OMPI annonçait plus de 102.600 décès dans 431 villes du pays, dont 4.573 au Lorestan, 2.029 au Kurdistan et 2.723 au Azerbaïdjan occidental, puis plus de 106.200 le 20, alors que la porte-parole du ministère de la Santé annonçait 183 décès et 3.097 nouveaux cas en 24 h, les chiffres les plus élevés respectivement en 40 et 108 jours... Les chiffres ont continué leur ascension ensuite, passant à 108.200 décès le 24, à plus de 110.000 le 27, et le 30 septembre à

plus de 112.000 dans 444 villes. Au total, selon les calculs de l'OMPI, septembre a connu à lui seul plus de 14.000 décès... L'ancien ministre de la Santé Mostafa Moynéh a pointé la proportion plus élevée par rapport à la moyenne mondiale de victimes au sein de la communauté médicale, l'attribuant au «manque de moyens de base de protection, à la détection tardive ou la dissimulation de la circulation du coronavirus dans le pays» (NCRI). Pour mémoire, au 29 septembre, le nombre officiel de décès du coronavirus était de 25.779, des chiffres toujours plus contestés...

Les porteurs transfrontaliers kurdes, connus sous le nom de *kolbars*, continuent à être la cible de tirs meurtriers de la part des gardes-frontières iraniens et turcs. L'organisation de défense des droits humains *Hengaw* a indiqué dans son rapport mensuel publié le 1<sup>er</sup> septembre que cinq d'entre eux avaient été tués et 26 autres blessés durant le mois d'août. De plus, le chef des garde-frontière iraniens, Ahmad Ali Goudarzi, a annoncé le 31 août durant une visite au Kurdistan d'Irak son intention de créer une «frontière intelligente» en déployant des dispositifs de surveillance, drones, capteurs etc, tout au long des 1.000 km de frontière avec le Kurdistan d'Irak (*Rûdaw*). Parallèlement, quatre nouveaux *kolbars* ont été tués la première semaine du mois, trois à Sardasht lors d'une embuscade tendue à un groupe, et un quatrième près de Piranshahr. D'autres ont été blessés, notamment deux à Khoy et à Newsud, et un autre près de Kermanshah. Un autre porteur de 57 ans s'est tué dans une chute près de Marivan. En fin de mois, deux autres porteurs ont été arrê-

tés près de Baneh et leurs chevaux abattus, un autre a été arrêté à Marivan, et deux autres blessés à Chaldoran (Chaldiran) et Baneh. Enfin, les autorités turques ont réclamé 1.650 \$ à la famille d'un *kolbar* tué il y a dix jours en échange de son corps (WKI). Selon le réseau des droits humains au Kurdistan (KHRN), au moins 7 *kolbars* ont perdu leur vie dans des attaques des soldats turcs et iraniens entre le 23 août et le 23 septembre (*RojInfo*). Mais dans la dernière semaine du mois, d'autres porteurs encore ont été blessés à Baneh et à Sardasht, et l'organisation des droits humains *Hengaw* a estimé le 29 que jusqu'à présent, 50 d'entre eux avaient été tués et 150 blessés depuis janvier... (WKI)

Parallèlement, la terrible répression de toute forme de contestation s'est poursuivie. Déjà, le 25 août, pour le 32<sup>e</sup> anniversaire des exécutions de masse des prisonniers politiques, des familles de victimes qui s'étaient rassemblées près du cimetière de Khavaran à Téhéran pour se remémorer leurs proches, avaient rapidement été dispersées par la police. Rappelons que l'actuel chef de l'institution judiciaire, Ibrahim Raïssi, a appartenu à la sinistre «Commission de la mort» qui décida des exécutions en 1988 (*Radio Farda*). Le 2 septembre, *Amnesty International* a publié un rapport accablant sur l'«épouvantable répression» à laquelle ont été soumis des centaines de détenus arrêtés suite aux manifestations de novembre 2019 ( a n g l a i s : <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/09/iran-detainees-flogged-sexually-abused-and-given-electric-shocks-in-gruesome-post-protest-crackdown-new-report/>, français : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/09/iran-detainees-flogged-sexually-abused-and-given-electric-shocks-in-gruesome-post-protest-crackdown-new-report/>). Le rapport dénonce

une utilisation généralisée de la torture (coups, coups de fouet, décharges électriques, simulacres d'exécution, simulacre de noyade, violences sexuelles, administration par la force de substances chimiques, privation de soins médicaux...). Ces méthodes ont été utilisées pour extorquer les aveux ayant permis de condamner leurs victimes (téléchargement du rapport au format PDF : <https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/2891/2020/en/>). Suite à la publication de ce rapport, 22 organisations de défense des droits humains ont adressé en commun le 9 une lettre ouverte aux dirigeants du monde entier dans laquelle elles demandent que soit créé lors de la prochaine session (la 45<sup>e</sup>) du Conseil des droits humains des Nations-Unies un Comité restreint chargé d'enquêter sur ces faits. Il s'agit pour les signataires de mettre fin à la culture de l'impunité «qui a conduit les autorités [iraniennes] à croire qu'elles peuvent commettre des crimes au regard du droit international et d'autres violations graves des droits de l'homme sans répercussion au niveau national ou international» (*Radio Farda*).

Malheureusement, le régime poursuit arrestations, condamnations et exécutions... Selon le rapport de *Hengaw*, au moins quatre Kurdes ont été exécutés en août à Sanandaj, Borujerd et Rasht, tous pour meurtre. Quatre autres Kurdes ont été arrêtés, Soliman Karimpûr et Xelîd Mohammedzad à Mahabad, Baized Chopan à Naghadeh et Sabir Salihi à Sanandaj (WKI). Par ailleurs, la prisonnière politique kurde Zeynab Jalalian, emprisonnée depuis treize ans à Khoy pour appartenance au PJAK, transférée fin avril à Waramin près de Téhéran après passage à Ouroumieh et Kermanshah, a été re-transférée fin juin à Kerman, où elle a été mise à l'isolement (*Rojinfo*).

Le 2, le champion de lutte Navid Afkari a été condamné à mort pour l'assassinat d'un employé de sécurité à Shiraz durant les manifestations de 2018. Pour le CHRI, il s'agit de terroriser la population pour qu'elle demeure docile, car Navid, comme ses deux frères, a été torturé puis condamné malgré des preuves qu'il n'a pu commettre ce meurtre: «Les condamnations à mort prononcées par un système judiciaire qui ignore les preuves, nie les droits de la défense et torture ses détenus pour obtenir de faux «aveux» ne sont rien d'autre que des meurtres», a déclaré Hadi Ghaemi, le directeur du CHRI. Navid Afkari a été pendu le 12 malgré de nombreux appels internationaux à annuler l'exécution (*Rûdaw*).

Le 10, le prisonnier politique kurde Shakir Behrozi a été condamné à mort à Ouroumieh pour «appartenance à un parti kurde d'opposition» et «action armée contre l'État». Accusé de l'assassinat d'un *pasdar*, il a été condamné hors la présence d'un avocat sur la base d'aveux extorqués par la torture. Demeuré sept mois *pechmerga* du PDKI, Behrozi avait quitté ce parti avant de rentrer en Iran. Alors qu'il avait reçu l'assurance de ne pas être inquiété, il avait été arrêté en mars dernier (*Hengaw*), puis accusé d'appartenir au Komala. Comme dans le cas de Navid Afkari, il n'a pu commettre

le meurtre dont on l'accuse: au moins dix personnes ont signé un témoignage commun selon lequel il se trouvait avec elles dans un magasin au moment du meurtre (*Kurdistan au Féminin*).

Le 16, la Cour suprême iranienne a rejeté la demande de révision de la condamnation à mort du prisonnier politique kurde Heydar Qorbani, prononcée le 28 janvier pour «rébellion armée contre l'État». Qorbani avait été arrêté à Kamyaran après que plusieurs *pasdaran* avaient été tués près de la ville. Détenu et torturé plusieurs mois par l'*Etelaat*, il avait été condamné fin 2019 à 90 ans de prison et 200 coups de fouet pour complicité de meurtre. Là encore, il a été condamné sans qu'aucun élément ne puisse l'incriminer (*Rûdaw*). En fin de mois, *Amnesty International* a demandé l'annulation de sa condamnation puis publié une déclaration selon laquelle «sa condamnation est basée sur des aveux obtenus sous la torture lors de sa disparition forcée» (*WKI*).

Enfin, on demeure sans nouvelles de deux Kurdes, Farid Pazhohi, arrêté à Minivan en août 2018, et Jaffar Hassanzadeh, arrêté en août dernier. À Bokeran, des officiers de l'*Etelaat* ont enquêté pour la cinquième fois en un an sur le directeur d'un centre de langue kurde, Amir Payada, auquel ils reprochent ses activités. Par ailleurs, le

18, des *pasdaran* ont ouvert le feu sur trois bergers kurdes près d'Oshnavieh, tuant Hassan Khandanpour, 26 ans, et blessant les deux autres, qui ont été transférés dans un hôpital de Naghadeh. À Piranshahr, Sardar Menapour a été arrêté et accusé d'«appartenance à un parti kurde d'opposition», et le 23 à Mahabad, deux frères ont été arrêtés et accusés de «coopération avec des partis politiques kurdes» (*WKI*).

Le 19, l'avocate des droits de l'homme Nasrin Sotoudeh, emprisonnée depuis 2018 à la prison d'Evin pour une peine de 38 ans et en grève de la faim depuis le 11 août dernier pour demander la libération des prisonniers politiques iraniens dans le contexte de la pandémie de COVID, a vu son état s'aggraver et a dû être hospitalisée en urgence. Sa famille s'est vue interdire de la visiter, et son mari, Reza Khandan, a indiqué au CHRI le 20 que son état cardiaque était préoccupant. Le CHRI a exprimé son inquiétude et appelé les autorités à autoriser les visites. Elle a notamment été accusée d'«incitation à la prostitution» pour avoir plaidé contre le port obligatoire du hijab. Le 23, malgré son état de faiblesse préoccupant, elle a été renvoyée à Evin, peut-être à la clinique de la prison. Le 26, son mari a annoncé que Sotoudeh avait interrompu sa grève de la faim.

## IRAK:

### REPRISE DES POURPARLERS ENTRE BAGDAD ET ERBIL

**D**epuis sa nomination en mai dernier, le nouveau Premier ministre irakien Mustafa Al-Kadhimi doit naviguer entre les difficultés de tous ordres: hostilité sur le sol irakien entre États-Unis et Iran, déficit historique dû à la chute du prix du pétrole, mouvement de contestation populaire anti-cor-

ruption, insoumission des milices pro-iraniennes *Hashd al-Shaabi*, pandémie de coronavirus... Malgré la fermeté affichée du nouveau gouvernement, les milices *Hashd*, qui bénéficient de nombreux soutiens à tous les niveaux de l'administration, ont poursuivi leurs attaques anti-américaines, les élargissant même à d'autres cibles occiden-

tales: le 15 septembre, on a appris trois attaques menées en moins de 24 h, visant successivement un véhicule de l'ambassade britannique qui revenait de l'aéroport de Bagdad, un convoi de la coalition anti-Daech, puis un n-ième tir de roquettes sur l'ambassade américaine (intercepté par son système de défense aérien). Ces actions visent aussi à



affaiblir le Premier ministre, qui a annoncé vouloir lutter contre ces milices tout en menant des réformes anti-corruption – des déclarations qui lui ont valu par contre une certaine neutralité et une position d'attente des protestataires irakiens.

La Région du Kurdistan est elle aussi confrontée au coronavirus, et se trouve de manière similaire prise en otage en raison de son enclavement géographique dans une lutte se déroulant sur son sol: celle qui oppose le PKK et l'État turc. Même si l'Iran pèse d'un poids croissant, la frontière économique principale du Kurdistan d'Irak demeure la frontière turque. C'est ce qui explique que le Président du Kurdistan ait accepté l'invitation de son homologue turc, lancée d'ailleurs semble-t-il en réponse à la visite du président français en Irak... Cette visite à Ankara, menée le 4 septembre et qui a donné lieu à des discussions avec les dirigeants turcs, dont le président Erdoğan, sur la coopération économique et politique, alors que la Turquie poursuivait ses opérations au Kurdistan, a été critiquée aussi bien au Kurdistan qu'en Turquie.

Si, le 9, le Pentagone a annoncé une réduction de moitié des effectifs américains en Irak pour atteindre 3.000 soldats, en parallèle, les États-Unis ont clairement indiqué qu'ils réagiraient par eux-mêmes, et fortement, si le gouvernement irakien ne parvenait pas à faire cesser les attaques visant leurs troupes. Ils ont aussi menacé de frapper le pays au portefeuille en cessant d'appuyer ses demandes d'aide financière internationale... C'est sans doute ce qui a poussé les *Hashd al-Shaabi* à se désolidariser le 24 des «activités militaires illégales contre des intérêts civils nationaux ou étrangers» accomplies en leur nom... (*L'Orient-Le*

*Journal*) Le 26, Mike Pompeo aurait menacé de «tuer chaque membre du *Kataib Hezbollah*» si les Américains devaient se retirer en raison de leurs attaques... (*ISHM*) Selon des rapports non confirmés, les Américains auraient également indiqué à Al-Kadhimi qu'ils étudiaient la possibilité de déplacer leurs diplomates à Erbil, au Kurdistan d'Irak (*WKI*). Le 30, comme en réponse à ces déclarations, six roquettes ont précisément frappé une zone proche de l'aéroport international d'Erbil, qui héberge un petit contingent de troupes de la Coalition internationale. Les forces de sécurité du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) ont déclaré que les tirs venaient d'un véhicule situé dans le village de Sheikh Amir, à l'est de Mossoul, contrôlé par la brigade 30 des *Hashd al-Shaabi*. L'armée irakienne a déclaré avoir arrêté les auteurs (*ISHM*).

Parallèlement, les discussions se sont poursuivies entre le GRK et le gouvernement fédéral. Le 6, une délégation du GRK dirigée par le Vice-premier ministre Qubad Talabani est arrivée à Bagdad pour rencontrer Al-Kadhimi. Les discussions ont porté sur la part du budget fédéral destinée au GRK, le partage des revenus pétroliers, le contrôle des postes-frontières, et les projets de développement d'infrastructures. Le 8 septembre, une source anonyme du GRK ayant participé aux négociations a déclaré que Bagdad avait accepté de continuer à régler au GRK les salaires de ses fonctionnaires, soit 320 milliards de dinars, jusqu'à ce que le Parlement approuve le budget 2021. Cet accord est conforme à celui obtenu en août, selon lequel Bagdad versera sa part au GRK jusqu'à la fin de l'année en échange d'un retour sous contrôle fédéral des postes-frontières et

de 50% des recettes douanières du Kurdistan... Le 10, c'est Kadhimi qui a conduit une délégation au Kurdistan pour une visite de deux jours de ses différentes provinces. À Erbil, le Premier ministre irakien a rencontré entre autres le Premier ministre du GRK Masrour Barzani, et le leader du PDK Massoud Barzani (*ISHM*). Les discussions ont aussi porté sur les territoires disputés et le mécanisme de sécurité commun entre les forces fédérales et les peshmerga. Le 20, une nouvelle délégation kurde, comprenant des responsables des ministères GRK des Finances et de la Planification, a fait le déplacement à Bagdad pour poursuivre des discussions plus techniques concernant les budgets 2021-2023.

Aussi bien au Kurdistan que dans le reste de l'Irak, la pandémie de coronavirus a poursuivi sa propagation avec un rebond dû à la levée des restrictions précédentes. Par ailleurs, le 30 août, des milliers de pèlerins s'étaient rassemblés à Kerbala pour commémorer l'Achoura, sans mesures sanitaires suffisantes (*RFI*). Le 1<sup>er</sup> septembre, le gouvernement irakien a annoncé 3.404 nouveaux cas et 81 décès en 24h; le 3, le GRK a annoncé 588 nouveaux cas en 24h (267 dans la province d'Erbil, 204 à Dohouk, 89 à Suleimaniyeh et 28 à Halabja) et 23 décès. À ce moment, on comptait 30.535 malades et 1.148 décès dans la Région du Kurdistan. Les chiffres de nouveaux cas aux niveaux national et du GRK ont continué à augmenter en parallèle: 264.684 cas, dont 4.314 dans les dernières 24h le 7 en Irak, puis 303.059 malades le 16 avec 8.248 décès. Le 29, on dépassait 350.000 cas et 9.000 décès, alors que le directeur de la santé publique Riyadh Al-Halfi, déclarait que l'Irak n'avait pas encore



atteint le pic de l'épidémie et était encore dans la première vague... Au Kurdistan, on était le 17 à 680 nouveaux cas et 29 décès, le nombre de morts le plus élevé enregistré en une journée depuis le début de l'épidémie, pour un total de 1.446 morts sur 38.661 cas depuis le début de celle-ci (*Kurdistan-24*).

Le 30, le ministère kurde de la Santé a annoncé 673 nouveaux cas et 24 décès, 11 à Suleimaniyeh, 8 à Dohouk et 5 à Erbil, pour un total de plus de 47.000 cas et 1.749 décès... La banque du sang d'Erbil a lancé un appel aux donneurs parmi les patients guéris de la COVID, spécialement pour du plasma du groupe A, qui pourrait permettre de sauver un malade grave (*Kurdistan-24*).

Comme si la situation de l'épidémie et les violences des milices pro-iraniennes ne suffisaient pas, les djihadistes de Daech ont ajouté les victimes de leurs attaques au bilan de ce mois. Le 3, ils ont lancé une attaque nocturne contre un cantonnement de garde-frontières à Anbar, près de la frontière saoudienne, faisant cinq morts (*Kurdistan-24*), et une attaque suicide contre la police fédérale a fait deux blessés à Hawija (Kirkouk). La nuit du 13, une autre attaque, non revendiquée, mais attribuée à Daech, a visé les gardes d'une raffinerie près de Kirkouk, dont cinq ont été blessés. Près de Kirkouk, des djihadistes ont été visés par une frappe aérienne irakienne. Dans la ville même, la voiture d'un universitaire sunnite a été frappée par une bombe artisanale (*WKI*). Le 27, une source sécuritaire a rapporté qu'au moins trente villages kurdes kakaïs de la région de Khanaqin (Diyala) avaient été abandonnés en raison des attaques de Daech visant particulièrement cette communauté. Le 28, une autre source

sécuritaire a rapporté que plus de trente familles avaient quitté le village de Hitawîn (Diyala) suite à ces attaques.

Dans les territoires disputés, les Kurdes sont toujours confrontés aux tentatives d'éviction menées par d'anciens colons arabes installés à l'époque du régime de Saddam Hussein. Le 13, plus de 500 membres de tribus arabes ont attaqué le village kurde de Palkana, au Nord-Est de Kirkouk. L'armée irakienne, stationnée non loin, est intervenue pour empêcher des affrontements directs. Le 21, quatorze partis politiques kurdes ont tiré la sonnette d'alarme dans une conférence de presse commune à propos des nouvelles tentatives d'arabisation à Kirkouk. En l'absence du PDK, qui n'est pas revenu à Kirkouk depuis sa reprise par les forces fédérales irakiennes en octobre 2017, les participants ont dénoncé la politique hostile aux Kurdes du gouverneur actuel de la province, Rakan Al-Jabouri, nommé par Bagdad après la révocation du Dr. Nejmeddine Karim, et les tentatives d'arabisation, qui visent particulièrement le district de Daqouq, au sud de la province, et la ville de Sargaran, à l'ouest de la ville (*Rûdaw*).

Le 25, le Premier ministre kurde, Masrour Barzani, a averti que les tensions augmentaient dans les territoires disputés, dénonçant les tentatives «systématiques» et de plus en plus violentes par des colons arabes d'expulser de leurs habitations des familles kurdes d'une manière «menaçant la paix et la stabilité». Certains agriculteurs kurdes, qui ont refusé de partir, disent que leurs champs de blé sont incendiés durant la nuit par des inconnus. Dans un effort apparent pour apaiser les inquiétudes des Kurdes, le ministère irakien de la Justice a publié le 23 un décret

déclarant nuls et nonavenus tous les contrats agricoles signés à l'époque du régime ba'thiste pour «modifier la démographie des territoires disputés». Si les Kurdes ont accueilli ce décret favorablement, ils attendent surtout de voir quelle sera son application concrète, car localement, les milices armées sont souvent toutes-puissantes. La situation de tension risque aussi de favoriser les attaques de Daech (*VOA*).

Enfin, les opérations militaires turques anti-PKK sur le sol du Kurdistan d'Irak continuent à provoquer des dégâts matériels et des victimes civiles dans les régions frontalières. Malgré les demandes répétées de Bagdad et d'Erbil pour qu'Ankara y mette fin, et l'annonce turque qu'elles étaient terminées, on semblait plutôt s'orienter en fin de mois vers leur intensification et l'entrée de troupes turques au sol dans de nouvelles zones. Selon le rapport préparé par une commission parlementaire du Kurdistan, au moins 504 villages ont été évacués depuis le lancement des attaques turques en mai. À plus long terme, la commission a estimé que depuis 1992, moment d'une première incursion turque, rien que dans la province d'Erbil, ce sont des centaines de personnes qui ont été tuées et des dizaines de milliers déplacées en conséquence des frappes tant turques qu'iraniennes. Les pertes matérielles, quant à elles, sont estimées à des dizaines de millions de dollars (*Rûdaw*).

Les militaires turcs ne montrent dans leurs opérations aucun respect pour les vies civiles des résidents des zones où ils opèrent. Le 7, ils ont même ouvert le feu sur des agriculteurs du district de Bradost, avant de lancer le lendemain de nouvelles frappes d'artillerie sur le district

d'Amedi (Dohouk). Le 9, Le ministre turc des affaires étrangères a justifié implicitement la poursuite des opérations en affirmant que le PKK «transformait le Kurdistan d'Irak en son bastion». La nuit du 12, de nouvelles frappes par des hélicoptères *Apache* ont touché les villages de la région de Batifa (Zakho) en appui aux militaires engagés dans d'intenses affrontements avec le PKK; elles ont provoqué des incendies qui ont détruit champs et vergers. Dans ce district frontalier de la Turquie, 13 villages sur 27 ont été touchés par les récents bombardements, selon le maire (*Rûdaw*). Le jeudi 17, des jets turcs ont frappé trois villages près de la région de Barwari (Dohouk). Le 18, le ministère turc de la défense a annoncé que deux soldats turcs avaient été tués et un troisième blessé dans des tirs de roquettes du PKK sur une base du Kurdistan d'Irak. Le ministère a

également annoncé le chiffre (invérifiable indépendamment) de 71 combattants du PKK tués depuis le 13 juillet (*Reuters*).

Le 20, la destruction d'un véhicule transportant trois membres du PKK au Sinjar a donné lieu à des interprétations contradictoires. Si la sécurité irakienne a parlé d'un drone turc, d'autres sources ont attribué l'explosion à une bombe. *Roj News*, proche du PKK, a indirectement accusé le PDK, qui contrôle la zone, en déniait la présence d'un drone turc, tandis qu'un commandant yézidi de pechmergas locaux accusait au contraire le PKK de chercher ainsi à empêcher le retour des personnes déplacées pour conserver son contrôle sur la région... (*ISHM*) En fin de mois, la chaîne kurde *Rûdaw* a indiqué que l'armée turque avait installé de nouveaux postes militaires près de Zakho, tandis que de nouvelles frappes touchaient

le secteur de Batifa (*WKI*). Les opérations turques au Kurdistan d'Irak semblent bien loin de devoir s'arrêter rapidement...

Pour terminer sur une note moins militaire, mentionnons que le parlement du Kurdistan a adopté en milieu de mois dans le cadre de la loi sur les droits des patients médicaux un nouveau texte sur l'avortement, qui légalise celui-ci sous de strictes conditions. Il demeure limité aux cas où la poursuite de la grossesse met en danger la vie de la mère, et doit être validé par une commission de cinq médecins. Plusieurs organisations féministes locales ont critiqué les limitations de cette loi, notamment l'absence de mention des grossesses non désirées comme dans les cas de viol, et rappelé le danger de crime d'honneur qui fait qu'une femme peut être assassinée parce qu'elle est enceinte.

---



September 1, 2020

## At least four Kurds executed in Iran in August: watchdog

**S**ULAIMANI (ESTA) — At least four Kurds were executed in Iran last month, a human rights monitoring group said on Tuesday (September 1).

Hengaw Organization for Human Rights said in its monthly report that the execution was carried out in Sanandaj, Borujerd and Rasht in August.

“They were detained and charged of deliberate murder,” said Hengaw, which monitors human rights abuse in the Ira-

nian Kurdistan.

On April 21, Amnesty International said Iran was second only to China in its use of the death penalty. Iran put to death at least 251 people in 2019, according to Amnesty. Tehran executed 253 people in 2018.

The organization also said Iranian security forces killed five Kurdish Kolbars (porters) and wounded 26 others in Iran last month.

Kolbars carry goods across the mountainous border between



A hanging rope is seen in this undated picture (file)

Iran, Iraq and Turkey on their backs. They frequently come

under fire from Iranian border guards.



September 1, 2020  
By Hiwa Shilani

## COVID-19: Over 3,400 new cases in Iraq as WHO warns world that lifting restrictions is 'recipe for disaster'

**E**RBIL (Kurdistan 24) — The Iraqi government in Baghdad announced 3,404 new coronavirus infections and 81 deaths on Tuesday in its daily pandemic briefing.

The Iraqi Ministry of Health and Environment said in a statement that it had completed 18,427 tests for the disease within the previous 24 hours, making for a total of 1,624,331 carried out since

the first case was confirmed in the Middle Eastern nation in February.

According to the latest health figures, the number of infections in Iraq reached 238,338 cases in total, 7,123 of them fatal.

Today's figures do not include the most recent developments in the autonomous Kurdistan Region, which has its own health ministry and typi-



An Iraqi mourner in protective gear sits at a grave in a cemetery for COVID-19 victims outside the central Iraqi city of Najaf. (Photo: AFP/Ali Najafi)

cally announces results later in the day. As such, Kurdistan's figures are usually added to the following day's national tally.

Also on Tuesday, Director-General of the World Health Organization (WHO) Tedros Ghebreyesus called on governments of the world to continue isolation restrictions imposed to stop outbreaks, adding that lifting such rules without controlling the virus would have serious consequences.

"We want to see children go back to school and people return to the workplace, but we want to see this done safely," he said, adding, "No country can pretend that the epidemic is over. The truth is that this virus spreads easily. Lifting restrictions without control is a recipe for disaster."

He continued, referencing "explosive outbreaks" that have been linked to gatherings of people around the world.

On Sunday, thousands of

Shia Muslims from multiple provinces across Iraq gathered to commemorate the annual religious observance of Ashura in the city of Karbala. Many attending could be seen wearing masks that were handed out for free, but in precisely the kind of behaviour that health officials around the world have consistently and emphatically warned against, large numbers of the faithful crowded in very close proximity for hours on end.

In fear of the further spread of the virus on Monday, Turkey

announced that it had extended the suspension of flights to and from Iraq for an additional month.

The highly-contagious disease has infected over 25.5 million people worldwide and killed more than 852,000 according to government-reported data compiled by Johns Hopkins University. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.



## Péril jeûne en Turquie

**L**E 27 AOÛT, l'avocate kurde Ebru Timtik, 42 ans, condamnée à 13 ans de prison pour « appartenance à une organisation terroriste », est morte dans une prison-hôpital turque après 238 jours de grève de la faim. Elle exigeait une révision équitable de son procès.

Le 3 avril, c'était Helin Bölek, 28 ans, chanteuse de Grup Yorum, qui disparaissait après 288 jours de « jeûne à mort ». Elle protestait contre la violence policière dont elle était victime. Le 24 avril, dénoncé par un informateur comme

ayant « violé la Constitution », Mustafa Koçak s'éteignait en prison après 297 jours de jeûne. Et, le 7 mai, Ibrahim Gökçek, 41 ans et bassiste de Grup Yorum, succombait à son tour. Il avait refusé de s'alimenter pendant 323 jours.

Chaque fois, les protestataires crient leur innocence et réclament la fin du harcèlement ou un nouveau procès équitable, ne se nourrissant plus que de thé, de sucre, de sel, parfois de vitamine B1. Et, chaque fois, les autorités laissent mourir ou gavent le détenu de force en dernière extrémité, provoquant sa fin.

En 1987, la Turquie se portait candidate à l'adhésion à l'Union européenne, un statut reconnu officiellement par les Européens en 1999. Depuis, l'Europe estime que les négociations avec Ankara sont « au point mort ».

Le régime islamo-nationaliste d'Erdogan a-t-il cessé de la nourrir d'illusions ?

S. Ch.

 **Le Canard enchaîné**

02/09/2020



September 3, 2020

By David Lepeska

## Women kidnappings spike in lawless Turkey-controlled Afrin

**W**ithin weeks of Turkey's invasion of Syria's Afrin province in January 2018, international watchdogs reported on war crimes committed by Turkey-backed Syrian rebels, including torture, forced disappearances and displacement, cuts to water and electricity and the seizing and looting of property.

Yet as Turkey's military moved on to other Syrian incursions, the world largely turned away from Afrin, allowing human rights conditions to deteriorate almost to the point of lawlessness, according to researcher Meghan Bodette.

In 2018, local monitors reported 52 kidnappings of women by Turkey-backed Syrian rebels in Afrin, according to the website Bodette runs, Missing Afrin Women. With 55 kidnappings through August, this year is on pace for 82 - an increase of nearly 60 percent, amid rights groups' assertions that atrocities have peaked.

"This is an unlivable situation," Bodette told Ahval in a podcast. "This is an illegitimate occupation that has completely immiserated the lives of virtually all the civilians who were originally there."

Seeking to eliminate the Kur-





dish militant presence along its border, Turkey snatched chunks of the Kurdish administrative region known as Rojava in Afrin in 2018 and in northeast Syria last year, with its widely denounced military offensive. Ankara sees the Kurdish-led Syrian Democratic Council (SDC), which oversees Rojava, and its military arm, the Syrian Democratic Forces (SDF), as extensions of the Kurdistan Worker's Party (PKK), which has led an insurgency in southeast Turkey for decades.

Turkey's NATO ally the United States has continued to partner with the SDF, the crucial local fighting force against the Islamic State, aiding the continued existence of Rojava, which has been widely praised for its diversity and gender equality.

Although Turkey has armed, trained and paid its proxy fighters in Syria, it has been largely unable to bring them under control, either in Afrin or the northeast. Bodette, a graduate of Georgetown University's School of Foreign Service who studies the Syrian Kurdish women's movement, kept a close watch on Turkey's Afrin occupation and decided early this year to focus on kidnappings, leading to the launch of the website in July.

"There were many of these very disturbing reports of women being kidnapped, being forced to marry members of armed groups, being subjected to torture and sexual violence and all kinds of atrocities and there was no attention being paid to this," she said. "To see a place that was once a stable, peaceful centre for impressive relative gains in the rights of women, the rights of northern Syria's different religious and ethnic communities, to see this now be a place where women are being subjected to these atrocities, was horrifying."

Yet it was likely not a surprise. Prior to the Turkish incursions into both Afrin and northeast Syria, President Recep Tayyip Erdoğan expressed hope that Turkey and its allies could force

out the local Kurdish population and essentially replace it with Arab refugees from various parts of Syria. Turkey has been repeatedly accused of ethnic cleansing as tens of thousands of Kurds and Yazidis have been forced out of Turkey-controlled areas.

The rise in kidnappings underscores the problematic impact of Turkish control. In 2014, Rojava passed a series of laws that sharply increased protections for women, including the full criminalisation of gender-based violence and ensuring the presence of a human rights observer at relevant trials and legislative proceedings.

"All of this is something that fundamentally doesn't exist in opposition-held areas," said Bodette, pointing to a justice system that rarely punishes men who commit violence against women. "In Afrin, now that it's under Turkish control, those men are likely to go on freely with their lives."

This echoes the news from Turkey, where the number of women killed has leapt from 121 in 2011 to 474 last year, according to watchdog group We Will Stop Femicides, while the number of Turkish women who have suffered violence has increased 50 percent since 2015, according to Interior Ministry data.

In recent weeks the Turkish government has been mulling whether to pull out of the Istanbul Convention, the world's top global compact for preventing violence against women, even as many men continue to receive minor punishments for violent crimes against women. "I think it would be very surprising if Turkey were in any way concerned about this," said Bodette, referring to the kidnappings.

Using sources seen as pro-Rojava, anti-Rojava and apolitical, Bodette has documented 173 kidnappings since the Turkish occupation began, the vast ma-

majority involving Kurdish women.

In the 132 reports in which a specific group is accused of the crime, 51 were attributed to the military and civilian police, both of which were organised by the Turkish military.

The Syrian National Army-affiliated rebel group responsible for the highest number of Afrin kidnappings, 15, is the Hamza Division, which is closely aligned with Turkey. Visiting Hamza's new military base in Aleppo last week, Sky News highlighted how the Turkish flag was as prominent as that of the Syrian opposition.

For Bodette, the kidnappings and rampant rights violations in Afrin are a trickle-down effect of the ruling Justice and Development Party's (AKP) views on women and Kurds as well as the administrative regime and justice system Turkey established.

"I do think that the structure of Turkish-backed governance contributes a lot to it," said Bodette. "It also contributes just a general lawlessness and lack of punishment or oversight."

Bodette pointed to the brutal roadside killing of rising Kurdish politician Hevrin Khalaf by Turkey-backed Syrian rebels last October, which Turkey's pro-government media depicted as a successful counter-terrorist operation.

"That was how Turkey saw that horrific assassination of a person who had never picked up a weapon in her life," said Bodette. "I don't think they have any intention of responding to any of this behaviour in a serious manager beyond making statements."

In recent months, as Turkey has pushed the envelope with Greece and in the eastern Mediterranean, human rights abuses by its affiliated rebels in Afrin have begun to draw greater attention.

In May, 20 Syrian human rights

groups published an open letter to the head of the United Nations and its human rights commission asserting that crimes against African civilians had "reached the most dramatic and horrible intensity".

In a report published last month, the U.S. State Department told military investigators that the Syrian opposition government that operates in Turkey-controlled areas had not "consistently arrested, prosecuted, or otherwise held accountable any members implicated in human rights abuses or violations of the law of armed conflict."

This past Sunday, Sinam Mohammad, the SDC's U.S. representative, tweeted out a photo of Arin Dali Hassan, a Yazidi Syrian woman kidnapped in February by the Hamza division, which has demanded a ransom the family cannot pay.

Hassan's life may be at risk. A year ago, a 10-year-old boy with Down syndrome was killed in Afrin with his father and grandfather after their family failed to pay the \$10,000 ransom.

Turkey severely limits access to the Syrian areas under its control, thus the world has had to rely almost solely on local reporting, which is often censored. Few reliable humanitarian or journalistic reports have been published on life on the ground in Afrin in the past year.

This helps explain why 109 women kidnapped in Afrin remain missing. It is unknown whether they are alive or dead, being held in the area, elsewhere in Syria or facing trial in Turkey, as some reports say.

"The only people who know where they are are the authorities in Afrin - which is the Syrian National Army, the Turkish government and the civilian opposition government," said Bodette. "We need to keep up the pressure on this...demand more accountability and investigate."



September 3, 2020  
By Halgurd Sherwani

## COVID-19: With 600 new cases, total infections surpass 30,000 in Kurdistan Region

The total count of coronavirus infections so far confirmed in the Kurdistan Region surpassed 30,000 on Thursday following an announcement by health authorities that added just over 600 new cases.

The autonomous region's Ministry of Health said in a statement that it had conducted 4,698 tests across the region over the past 24 hours, 609 of which had returned positive. Erbil province had 267 new infections, while Duhok had 204, 89 were in Sulaimani, and 28 in Halabja.

The statement added that 23 patients had died during the

same period: nine in Erbil, eight in Duhok, and four in Sulaimani.

As of today, the regional ministry has reported 30,535 cases across the Kurdistan Region. Of these, 1,148 have died, 10,009 are still receiving treatment in hospitals and medical clinics, and 19,378 have been designated as having recovered.

It is important to note that a patient classified as a "recovery" means only that a patient is no longer being actively treated by health professionals, not that they are in fact fully recovered. There is still much that is unknown about the longterm ef-

fects of the coronavirus and many patients who have contracted the disease appear to have longlasting or permanent damage, including those who had experienced mild symptoms or none at all.

Recent surges in Kurdistan Region

The Kurdistan Region has recently witnessed surges in coronavirus cases following the easing of restrictions previously imposed to stem the spread of the virus and the reopening of borders with Iran for trade. Health authorities have warned of even higher numbers on multiple occasions if the public fails to strictly ad-

here to precautionary measures mandated or suggested by authorities.

In a bid to mitigate further spread of COVID-19 as a new academic year approaches in the region, the Kurdistan Regional Government (KRG) decided to hold classes online for the first half of the 2020-2021 academic year.

The coronavirus has infected over 26 million people worldwide and killed more than 864,000 according to government-reported data compiled by Johns Hopkins University. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.



September 3, 2020  
By Hiwa Shilani

## ISIS attacks Iraqi border guards in Anbar, leaves 5 casualties: sources

An Islamic State attack against Iraqi security forces in western Anbar province left at least five casualties, sources said on Thursday.

A security source confirmed to several local media outlets that in a sudden attack, late at night, the Islamic State targeted the border guards' headquarters in the Makr al-Naam region, near the Iraq-Saudi Arabia borderline, killing two policemen and wounding another three soldiers.

In the past few weeks, the Islamic State has escalated its insurgent attacks, especially outside cities, using guerrilla warfare methods following its de-

feat in 2017. Senior Iraqi officials say the Islamic State continues to be a threat in many areas that were under its control during its takeover of large territories in the country six years ago.

Iraqi Security Forces recently launched a new military sweep and capture operation in the "Wadi Houran" area in the border town of Al-Qaim, as part of military campaigns included in the vast areas to take down Islamic State members. The Iraqi army has stated several times that the sprawling and rugged area is a stronghold of the terrorist group's remnants. Elsewhere, eyewitnesses and a security source confirmed to

Kurdistan 24 that a Katyusha rocket targeted a security company headquarters in Al-Qadisayah neighborhood, next to Al-Karkh in Baghdad. Explosives target civilian convoy carrying supplies for Global Coalition

At the same time, the Iraqi army, in a statement, said an explosive device (bomb) detonated on the international highway in Babil province, after a convoy of a civilian transport company contracted with the International Coalition passed, causing damage to a civilian vehicle.

"The civilian convoy was carrying supplies for the US-led coalition forces in southern Iraq, and

as a result of the blast, a civilian was wounded," security sources confirmed.

This is the most recent targeting of civilian convoys in contract with the international coalition in Iraq, as a series of similar attacks in Dhi Qar, Diwanayah, and other southern cities occurred in the past weeks.

The attacks that targeted the convoys in the past did not result in loss of life but did cause material damage, in a series of similar incidents in recent weeks.

No group has claimed responsibility for the attacks.



September 3, 2020

## 'We are destroyed': Lebanon's Kurds

An estimated 70,000 Kurds live in Lebanon, according to unofficial numbers but they remain among the poorest, most marginalized people in the country

"If you are a Kurd, you are alone," said Willat Mohammed, a Kurd living in Beirut. "Everyone oppresses Kurds because we do not have a leader. In the presence of a leader and unity, no one can break us. Before unity, we need support. If we have support, all Kurds will stand up."

Kurds living in Beirut can trace their history back more than 800 years to Salahuddin Ayoubi, the legendary Kurd who led the



Muslim military campaign against the Crusaders.

They are officially classed as Sunni Lebanese, limiting their ability to enter politics as Kurds.

"The problem of Lebanese Kurds is that we do not have support from outside the country. Lebanon has many problems and the problem of Kurds is being Kurds. There are many

sects in Lebanon: Shiites support Shiites, Druze support Druze, and Christians support Christians. However, no one supports us," said Mohammed Mella of the Beirut Kurdish Association.

Many Kurds live in neighbourhoods badly damaged in the August 4 explosion at Beirut port, which damaged more than half the city and displaced hundreds of thousands of people.

"When the explosion took place, many people came and supported their people. A group came from Kurdistan [Region], but we were not informed," he added.



4 Septembre 2020

## David Graeber : Les Kurdes perdent un grand ami

L'anthropologue et militant anarchiste David Graeber est décédé mercredi à l'âge de 59 ans dans un hôpital vénitien. Intellectuel bien connu sur la scène médiatique anglo-saxonne, Graeber a écrit plusieurs ouvrages importants, notamment sur l'histoire de la Dette en 2011, sur la Bureaucratie en 2015, et plus récemment sur les "Bullshits jobs", les jobs de merde, en 2018. Ce dernier livre abordant la question du manque de sens au travail et des emplois inutiles voire néfastes à la société a eu un large écho auprès du public.

Si il explique en 2015 au journal Le Monde séparer ses ac-

tivités militantes de son travail d'anthropologue, ses différentes publications s'inscrivent dans la lignée de son engagement militant. L'université de Yale refuse de le titulariser en 2005, pour des raisons obscures probablement liées à son engagement politique. Après avoir participé à l'émergence du mouvement Occupy Wall Street aux USA en 2011, il avait affiché son soutien à la révolution en cours au Rojava. On peut le voir dans cette interview de 2014 traduite sur le site Kedistan :

**Il y déclare notamment :**

"Et bien, si quiconque avait le moindre doute à savoir s'il s'agissait vraiment d'une révo-

lution, ou juste d'une espèce de façade, je dirais que cette visite y a apporté une réponse définitive. Il y a encore des gens qui parlent de cette façon : "ceci n'est rien d'autre qu'une façade du PKK (le Parti des travailleurs du Kurdistan), elles ne sont qu'une organisation stalinienne autoritaire qui fait semblant d'avoir adopté une forme radicale de démocratie." Non. Ils-elles sont tout à fait authentiques. Il s'agit d'une vraie révolution."

A l'image de l'activiste kurde Dilar Dirik, nombreu.se.s sont les militant.e.s kurdes qui lui rendent hommage.

Plus récemment, il s'était

rendu à Paris pour observer le mouvement des Gilets Jaunes. Depuis son décès, les hommages se multiplient, montrant l'importance des apports de Graeber à la réflexion politique dans les milieux de la gauche radicale. Il est aussi un des rares intellectuels dont l'action militante de terrain irriguait les travaux universitaires. Avant sa mort, il travaillait à un nouvel ouvrage sur l'histoire des sociétés non-hiérarchiques.

Graeber ne croyait pas à la verticalité du pouvoir, et s'est attaché dans ses travaux à montrer que l'être humain vivait mieux dans une société horizontale.

Oxir be Hevalé David...



## La réponse incertaine de la Turquie et de la Grèce à une offre de médiation de l'OTAN

**A**thènes se dit prêt à évoquer la délimitation des zones maritimes en mer Egée « sur la base du droit international ».

La Grèce et la Turquie vont démarrer des « discussions au niveau technique et militaire » au sein de l'OTAN pour tenter de réduire les tensions en Méditerranée orientale et éteindre le risque de confrontation. « Je suis en étroite relation avec tous les alliés concernés pour rechercher une solution, dans l'esprit de solidarité de l'OTAN », a expliqué, vendredi 4 septembre, Jens Stoltenberg, soucieux d'éviter une guerre ouverte, alors que l'armée grecque est en état d'alerte et que les deux pays ont déjà frôlé la confrontation, sur la mer et dans les airs.

L'appel à la « déconfliction » lancé par le secrétaire général de l'Alliance atlantique et ses propos apaisants contrastaient encore, vendredi, avec ceux qui étaient tenus à Ankara et à Athènes. Le gouvernement grec estimait que la désescalade ne serait possible que lorsque les navires turcs auraient quitté la région, où ils étendent leurs recherches gazières dans des eaux revendiquées par la Grèce, autour de ses îles situées près des côtes turques.

Du côté turc, en revanche, on affirmait être prêt à une discussion « sans aucune précondition », mais on accusait en même temps les responsables grecs de « mentir » et de « se dérober ».

### Possible implication de l'ONU

L'appel officiel du dirigeant de l'OTAN et les pressions exercées par plusieurs capitales seront-ils suivis d'effet ? Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, a indiqué, vendredi après-midi, que son pays était



Un exercice militaire mené par la marine grecque en Méditerranée orientale, le 25 août. Image diffusée par le ministère de la défense grec. GREEK DEFENSE MINISTRY / AP

ouvert à un dialogue, mais seulement quand les « provocations » et « les menaces » turques auront cessé, a-t-il précisé. De quoi laisser dubitatifs les responsables de l'OTAN. Athènes se dit, en tout cas, prêt à évoquer la délimitation des zones maritimes en mer Egée « sur la base du droit international ».

Vendredi toujours, le ministre grec des affaires étrangères, Nikos Dendias, se rendait à New York pour évoquer la question avec le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, et parler d'une éventuelle implication de l'ONU dans les discussions.

Du côté de l'Union européenne, le président du Conseil, Charles Michel, a lancé dans la journée l'idée d'une « conférence multilatérale sur la Méditerranée orientale », avec la participation de la Turquie. Le projet, « testé » auprès de plusieurs dirigeants, dont M. Stoltenberg, viserait à inclure « tous les pays impliqués dans les différentes discussions sur les frontières maritimes » en Méditerranée. La conférence évoquerait aussi les questions énergétique, sécuritaire et migratoire, « à condition que les tensions entre la Turquie et plusieurs pays européens soient apaisées », souligne toutefois une source diplomatique.

### Menaces européennes de sanctions

Or, vendredi, le ministre turc des affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu, jugeait « hystérique » la position du président Emmanuel Macron sur la Méditerranée orientale – et sur la Libye –, tandis que Nicos Anastasiades, président de Chypre, évoquait dans un entretien avec l'Agence France-Presse son inquiétude face à « l'intention [turque] de prendre le contrôle de l'ensemble de la zone ».

L'Union européenne a, quant à elle, menacé Ankara de nouvelles sanctions s'il ne progresse par dans son dialogue avec Athènes. Selon le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, des mesures restrictives pourraient être décidées lors du prochain Conseil européen, les 24 et 25 septembre.

Au sein de l'OTAN aussi, la prudence est de mise, même si les représentants d'Ankara y affichent modération et volonté de dialogue. Outre le risque de conflit entre deux pays membres en Méditerranée, c'est la question du déploiement de missiles S-400, achetés à la Russie et qui représentent une menace sécuritaire pour l'Alliance, qui continue d'inquiéter – alors même que le gouvernement turc présente toujours

comme un impératif l'acquisition d'une deuxième volée de ces équipements. C'est, en tout cas, ce qu'a confirmé, jeudi, M. Çavusoglu dans une interview.

Le sujet brûlant de la relation avec la Russie

« Nous avons besoin de deux batteries supplémentaires. Deux, trois, cinq, jusqu'à ce que nous les produisons nous-mêmes », a indiqué le ministre, en évoquant une possible menace syrienne. Les Etats-Unis, qui pourraient livrer leurs missiles Patriot, refusent les exigences turques en matière de transfert de technologie, et ils ont écarté la Turquie du programme de développement de l'avion de combat F-35 en 2019, à la suite de l'acquisition des S-400.

Selon une source turque, le président Recep Tayyip Erdogan pourrait cependant différer la date du déploiement jusqu'à l'issue de l'élection présidentielle américaine, en espérant trouver un compromis à ce moment.

Un autre sujet brûlant était en discussion vendredi entre les ambassadeurs auprès de l'OTAN : le sort de la relation avec Moscou après l'empoisonnement de l'opposant Alexeï Navalny. « Nous appelons la Russie à communiquer totalement sur son programme Novitchok auprès de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques [OIAC] », a déclaré M. Stoltenberg, évoquant « une violation flagrante du droit international ».

Une délégation russe est présente à l'OTAN. Après l'affaire de la tentative d'empoisonnement de Sergueï Skripal et de sa fille, au Royaume-Uni en 2018, elle avait été ramenée de trente à vingt diplomates.



## Hommage à Yilmaz Guney, cinéaste kurde décédé en exil à Paris

Les Kurdes ont rendu hommage au cinéaste kurde Yilmaz Güney, sur sa tombe, à l'occasion du 36e anniversaire de sa mort.

De nombreuses organisations kurdes et de la gauche turque ont participé à l'hommage rendu à Yilmaz Guney sur sa tombe hier, au cimetière de Père-Lachaise.

Yilmaz Güney, né 1 avril 1937, était un réalisateur, scénariste, romancier et acteur kurde qui a produit des films en turc. La majorité de ses films avaient comme sujet le sort des Kurdes et la classe ouvrière en Turquie. Güney a remporté la Palme d'Or au Festival de



Cannes en 1982 avec le film Yol qu'il a coproduit avec Şerif Gören.

Güney était constamment harcelé par le gouvernement turc en raison de la présence du sort des Kurdes, dont l'exis-



tence même était niée par l'Etat turc, dans ses films. Après avoir été condamné en 1974 en étant accusé d'avoir tué un juge, ce dont Güney a nié, il s'est réfugié en France après s'être évadé de la prison et a ensuite été déchu de la ci-

toyenneté turque. Güney est le seul réalisateur au monde à avoir réalisé des films depuis la prison grâce à ses instructions données à son ami Zeki Ökten.

Quelques uns des films les plus connus de Güney, considéré comme étant le plus grand cinéaste kurde du XXème siècle, sont : Yol (la Permission), Duvar (le Mur) et Sürü (le Troupeau).

Güney est décédé à Paris d'un cancer de l'estomac le 9 septembre 1984, à l'âge de 47 ans. Sa tombe se trouve au cimetière de Père Lachaise, dans le 20ème arrondissement de Paris.



September 7, 2020  
By Hiwa Shilani

## COVID-19: Iraq reports 4,314 new infections, closes border for Shi'ite religious visits

Iraq's Ministry of Health and Environment on Monday, announced that there had been 77 deaths from the coronavirus and 4,314 new infections in the past 24 hours.

In a statement, the ministry said that it had conducted 24,318 tests in that period, making for a total of 1,765,247 tests that have been carried out, since the virus first appeared in Iraq.

According to the ministry, the number of coronavirus infections in the country has reached 264,684, including 202,859 recoveries and 7,589 deaths.

It should be noted that a coronavirus "recovery" does not necessarily mean that the infected person has fully healed. Studies suggest that even after the virus has left one's body, a recovered person can still suffer lingering symptoms that can seriously affect their health, even in individuals who suffered only a "mild" case of the disease.

Closure of Religious Sites to Foreign Visitors for Arba'een

Shi'ite Muslims mark the martyrdom of the grandson of the Prophet Mohammed on the tenth day of the month of Muharram, Ashura. That holiday was August 28 and 29. Despite the rapid increase in coronavirus cases in Iraq, many pilgrims, nonetheless, ignored the measures regularly prescribed by public health authorities.

Thus, on Monday, Iran's ambassador to Iraq, Iraj Masjedi, announced that Baghdad has temporarily banned further religious visits to the country, including from Iran.

The Iraqi government, in light of the coronavirus crisis, informed us that it will not allow the entry of visitors from Iran or any other country," Masjedi said, as he added, "This indicates that the religious visit, known as Arba'een" will not happen "and the entry of foreign visitors to Iraq during the current year has ended."

Arba'een—fortieth—marks the end of the forty-day mourning period for the Imam Hussein. It is held annually in Karbala and is a huge public gathering, regularly involving tens of millions of people.

### Failure to Observe Preventive Health Measures during Ashura

But because of the way that pilgrims behaved on Ashura, the Arba'een will not be held this year, at least for foreigners.

Many of the people attending the Ashura ceremonies could be seen wearing masks, which were handed out for free. But in precisely the kind of behavior that health officials around the world have consistently and emphatically warned against, large numbers of the faithful crowded together in very close proximity for hours on end.

Late on Friday evening, the Iraqi Ministry of Health warned of "losing control" over the coronavirus in

Iraq, claiming that the large, tightly-packed gatherings during the Ashura processions had exacerbated the crisis.

The ministry stressed several times the importance of the need to take seriously the preventive measures: wear a mask; practice social distancing; and avoid mass gatherings.

"Most of the Hussaini gatherings adhered to the preventive measures, but we saw many large gatherings in many places such as streets, markets, restaurants, etc., without taking any of the measures recommended by our ministry," Iraq's Health Ministry complained. Friday's statement from the Health Ministry also explained that those gatherings had caused an increase in coronavirus infections. "The number will continue to rise in the coming days, and we fear it will lead to a loss of control of our health institutions in dealing with" it.

## Jailed Kurdish leader Demirtaş: Human tragedy unfolding in Turkish prisons

**A** human tragedy is unfolding in Turkish prisons, said Selahattin Demirtaş, the jailed former co-chair of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), in a written interview with Ruşen Çakır that was published on the Medyascope news website on Monday.

Demirtaş's comments came in response to a question about the recent news that he was not allowed to see his two daughters together due to COVID-19 measures. The Kurdish leader said it wouldn't be right for him to make a big deal out of not being able to see his daughters while, from death to torture and from isolation to health problems, a human tragedy is unfolding in Turkish prisons.

In a series of tweets Demirtaş's wife Başak Demirtaş had said last week that their daughters were not allowed to see their



father together, even in a non-contact visit, due to COVID-19 measures but that the same government was allowing huge crowds to gather at pro-government rallies.

Selahattin Demirtaş said such measures are unfair not only for him but more so for his family and the families of all inmates. He said such unjust measures and policies motivate him even more to fight in-

justice and likened the current situation in Turkey to an "open air torture house."

Talking about the problems that the Kurds experience in Turkey, Demirtaş said: "All problems of the Kurdish people, including the language, culture, governance and economic issues, are, on the one hand, parts of the broader problem of democracy in Turkey, and on the other hand,

since their solution requires a fundamental change in the official state policies, they are also political. Development of democracy will facilitate the resolution of the political problems."

Selahattin Demirtaş was arrested on November 4, 2016 on terrorism-related charges and has been in jail since then. On November 20, 2018 the European Court of Human Rights (ECtHR) ruled that Demirtaş's lengthy pre-trial detention had violated the European Convention on Human Rights, ordering the Turkish government to pay 10,000 euros in compensation and calling for his release. The Strasbourg court described Demirtaş's arrest as "politically motivated."

Following the ECtHR ruling, a Turkish appeals court upheld a four-year, eight-month sentence and in effect nullified the ECtHR decision.

## Kurdish seasonal workers attacked by farmer, villagers in northwest Turkey

**S**ixteen Kurdish seasonal farm laborers were attacked on September 4 by a farm owner and a group of villagers in Turkey's northwestern province of Sakarya in an incident that appears to have been caused by anti-Kurdish sentiment, Turkish media reported.

The laborers came from the southeastern city of Mardin during the summer holidays to work in the hazelnut orchards.

They were picking hazelnuts when the owner of the farm verbally and physically assaulted them. Images of the attack were widely circulated on social media.

Speaking to the Mesopotamia news agency Barış Demir, one of the laborers who was attacked, said: "We went to the farm in the morning. The owner insulted us, calling us a 'pack of dogs.' Then we left. [The owner] then threatened us,

saying: 'You think this is your hometown? This [land] belongs to us.' Afterwards eight people attacked us with clubs."

According to the workers, the assailants also said, "The gendarmerie, police and state are all behind us!" The laborers were prevented from contacting the gendarmerie and threatened with axes.

In a statement on the incident, the Sakarya Governor's Office

said the claims on social media and by some news agencies were not true and that this was not a direct attack on the Kurdish laborers, "Our investigations into the matter ... have determined that there was a brawl between farmers, and one of them ran over another farmer. Three laborers were injured collaterally, ... and two of the injured women were from Mardin. ... The incident is now being investigated by the chief public prosecutor's office."



The statement also noted that there were no official complaints made to the gendarmerie or the police. The chief public prosecutor's office has detained two people who were involved in the attack and said they were working on detaining the other suspects.

Hamdin Demir, one of the victims, said: "The statement by the Sakarya Governor's Office is not true. It was not a brawl between farmers, and we have filed official complaints. We have hospital reports confirming the assault. This was not a random attack; it was done because we are Kurds."



Hate crimes against Kurds have increased in Turkey in the recent past. Last October, another Kurdish seasonal farm worker, Şirin Tosun (19) was shot dead in Sakarya for speaking to his friends in Kurd-

ish.

In another hate crime father and son Kadir Sakçı (43) and Burhan Sakçı (16) were attacked by a mob, again in Sakarya, for speaking in Kurdish

to each other. Kadir Sakçı died as a result of his injuries and Burhan was hospitalized for an extended period of time.

Speaking at a protest, human rights activist and pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) deputy Ömer Faruk Gergerlioğlu said such racist attacks do not take place in only in Sakarya. "Kurdish workers have been attacked in other cities such as Yozgat and Balıkesir. The government's policies have fueled this situation, and unless Kurds stand up for Turks and Turks stand up for Kurds, we cannot have peace," he said.



08/09/2020  
With AFP

## Syrian olive trees put down roots in Kurdish Iraq

**T**ucked away in the rolling hills of Iraqi Kurdistan is a hidden treasure: tens of thousands of olive trees, thriving in a new homeland after being smuggled from neighbouring Syria.

Their branches are heaving with bright purple-black olives ready to be picked.

Their caretaker, Syrian Kurdish businessman Suleiman Sheikho, is proud to have brought the olive oil business to Iraq's autonomous north.

"This year was a good year," said 58-year-old Sheikho, who has been transporting trees from his native Afrin in northwest Syria into Kurdish Iraq since 2007.

"On this farm I have 42,000 olive trees, all of which I brought from Afrin when they were three years old," he told AFP, gesturing to neat rows reaching the horizon.

In early 2018, his mission took on a new urgency.

Turkey, which saw the semi-autonomous Kurdish zone of Afrin on its border as a threat, backed an offensive by Syrian rebel

groups to take control of the canton.

The operation, dubbed "Olive Branch," displaced tens of thousands, many of whom had made their living for decades by producing olive oil in the area's mild climate.

Sheikho himself is a fourth-generation olive farmer and had 4,000 trees in Afrin that are older than a century.

The slender businessman, who once served as the head of Afrin Union for Olive Production, sprung into action.

He transported some of his trees legally, but smuggled others across the border, managed on both sides by autonomous Kurdish authorities.

Some of the new transplants joined his orchard, located among luxurious summer villas near the regional capital Arbil. He sold others to farmers across Kurdish Iraq.

Raw olives are a staple on Levantine lunch tables, while their oil is both used in cooking and drizzled on top of favourite appetisers like hummus.

The oil can also be used to make soap, while the dark, sawdust-like residue from olives pressed in the autumn is often burned to heat houses in winter.

### - Fertile ground ahead -

Olive trees struggle in the blistering heat and desert landscapes of Iraq, so the yellowish-green oil was long imported at great expense from Lebanon, Syria or Turkey.

A domestic oil industry could change all that.

Sheikho was relieved to find the soil near Arbil as rich as in his hometown, but the warmer temperatures meant his trees required more robust irrigation networks.

There are two harvests a year, in February and November.

He built a press, where the olives are separated from twigs and leaves, pitted, then squeezed to produce thick, aromatic oil.

Dressed in a charcoal grey blazer during AFP's visit, Sheikho tested the quality by drinking it raw from the press, before the viscous fluid was poured into plastic jugs. "For every 100 kilos of olives, I

produced 23 kilos of olive oil," he told AFP.

Olive oil production had not taken root when Sheikho began working there, but has thrived since Syrians displaced by their country's nearly decade-long war began moving there.

According to the Kurdish regional government's (KRG) agriculture ministry, there were just over 169,000 olive trees in the Kurdish region in 2008.

Since then, the ministry invested some \$23 million in planting and importing the trees, which now number around four million, it estimates.

There are around a half-dozen olive presses, employing many Syrian Kurds from Afrin.

Sheikho sees more fertile ground ahead.

"The farmers here have great ideas and they are extremely ambitious," he told AFP.

"With the hard work and experience of Afrin's farmers, they are going to create a very bright future for olive business."

## Les oliviers d'Afrine trouvent de nouvelles racines au Kurdistan irakien

**S**urrplombant des résidences d'été de familles cossues du Kurdistan irakien, des milliers d'oliviers se dressent. Ce paysage n'existait pas il y a quelques années: c'est un Kurde de Syrie qui les a ramenés, faisant fleurir le business de l'huile d'olive dans la région.

Bien avant que l'armée turque et ses supplétifs syriens ne prennent sa ville d'Afrine, l'un des bastions kurdes de Syrie, Souleimane Cheikho avait pris le large.

Depuis 2007, en les faisant passer légalement ou grâce aux routes de contrebande entre le Kurdistan irakien et les zones kurdes du nord-est syrien, il a replanté ses oliviers dont il parle comme étant ses enfants de l'autre côté de la frontière.

"J'ai ramené 42.000 oliviers d'Afrine, quand ils avaient environ trois ans", explique fièrement à l'AFP celui qui a longtemps été le président de l'Association des oléiculteurs d'Afrine.

Début 2018, sa tâche s'est compliquée: les Turcs ont lancé l'opération "Rameau d'olivier", un nom qui résonne encore douloureusement à Afrine, dont les petits fruits noirs faisaient la réputation.

Ankara craint l'émergence en Syrie d'une région autonome tenue par les milices kurdes proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui



Suleiman Sheikho, dans son champ d'oliviers à Arbil dans le Kurdistan irakien, le 22 février 2020

mène une guérilla sur le sol turc.

La milice kurde des Unités de protection du peuple (YPG), considérée comme "terroriste" par la Turquie, a rapidement perdu Afrine et, depuis, l'exode s'est intensifié.

La moitié des 320.000 habitants, dont beaucoup vivaient de la production d'huile d'olive grâce au climat propice des environs, ont fui leur foyer lors de l'offensive, selon l'ONU.

### - Un secteur en éclosion -

"Aujourd'hui, je vise 80.000 arbres", poursuit M. Cheikho au volant de son pick-up. A Afrine, 4.000 de ses oliviers étaient plus que centenaires.

Entretenir autant d'arbres est une gageure au Kurdistan irakien, convient-il, une région bien plus aride qu'Afrine, où il doit redoubler d'efforts pour assurer l'irrigation.

### - Faire revivre Afrine -

Après avoir fait venir des dizaines de milliers d'oliviers d'Afrine, il a aidé sept investisseurs kurdes irakiens à établir leur pressoir et leur olive-raie. Tous ont embauché des Kurdes d'Afrine.

Faire vivre l'huile d'olive, pour M. Cheikho et ses compagnons, c'est un peu

faire vivre leur ville martyre, dont les ressources ont été pillées.

En 2008, alors que M. Cheikho venait d'arriver, le Kurdistan autonome d'Irak comptait 169.400 oliviers.

Aujourd'hui, selon les autorités kurdes, il y en a quatre millions grâce aux fonds investis --près de 20 millions d'euros-- pour la plantation et l'importation.

Quelque 25 tonnes d'huile d'olive ont été produites en 2019, ainsi que de nombreux produits dérivés comme du savon ou des cosmétiques.

"Les agriculteurs ici ont de grands projets et sont extrêmement ambitieux (...) en travaillant dur et, grâce à l'expérience des oléiculteurs d'Afrine, ils vont créer un bel avenir pour l'huile d'olive", prédit M. Cheikho.

Un peu plus loin, le cinquantenaire — qui incarne la quatrième génération d'oléiculteurs dans sa famille — présente son pressoir.

Là, une vingtaine d'employés connaissent leur artisanat sur le bout des doigts. Eux aussi sont venus d'Afrine, mais plus tard, pour fuir la guerre.

"C'est une bonne année, nous avons produit 23 litres d'huile pour 100 kilos d'olives récoltés", se félicite le patron.

Si M. Cheikho écoule ses bouteilles au Kurdistan mais aussi ailleurs en Irak, il a surtout travaillé à faire bourgeonner un secteur jusqu'ici peu développé.

Le climat irakien rend en effet plus facile l'importation --du Liban, de Syrie ou de Turquie-- que la production d'huile d'olive, un élixir présent sur toutes les tables du pays mais aussi dans le savon et d'autres dérivés.



Kurdistan au féminin 9 septembre 2020

## « L'insurrection kurde pourrait conduire à l'effondrement de la Turquie »

La belligérance régionale d'Erdogan pourrait-elle amener d'autres pays à soutenir le PKK ou d'autres insurgés kurdes ? L'internationalisation de la question du Kurdistan en Turquie pourrait-elle conduire à la partition de ce pays ? » écrit l'analyste américain Michael Rubin, en ajoutant que l'insurrection kurde pourrait conduire à l'effondrement de la Turquie.

Voici le nouvel article de Rubin publié sur le site National Interest :

« Une fois que d'autres pays commenceront même secrètement à soutenir l'insurrection kurde en Turquie, il n'y aura pas de retour en arrière.

La Turquie moderne est née il y a près de cent ans dans le contexte des efforts européens pour diviser la péninsule anatolienne. Ce fait alimente à la fois la paranoïa collective de la Turquie et sa xénophobie. Son cauchemar est une sécession kurde. Alors que le PKK et ses groupes dérivés ont abandonné depuis longtemps cet objectif en faveur d'une autonomie localisée, le penchant du président turc Recep Erdoğan pour susciter des combats avec des voisins et des États régionaux pourrait bientôt faire des craintes de la Turquie une prophétie auto-réalisatrice.

Le problème kurde de la Turquie existe depuis presque aussi longtemps que la République turque elle-même : Deux ans seulement après la fondation de la Turquie en 1923, les Kurdes se sont soulevés dans la rébellion de Sheikh Said en opposition à l'abolition du califat. En 1927, İhsan Nuri Pasha a déclaré la République d'Ararat, un petit État kurde situé à l'extrême est de l'Anatolie, le long des frontières iranienne et arménienne. Mustafa Kemal Atatürk,



le premier président de la Turquie moderne, a ordonné l'écrasement de cette entité. L'armée et l'aviation turques ont répondu avec une efficacité brutale au cours des trois années suivantes. En 1936, une autre rébellion kurde a éclaté à Dersim pour protester contre la turquisation forcée et la délocalisation obligatoire afin de diluer les identités démographiques non turques. Une fois de plus, l'armée turque écrasa le soulèvement. Dans chaque cas, les Kurdes pouvaient justifier leurs soulèvements par des griefs spécifiques allant au-delà de la simple identité nationale, mais leurs révoltes n'ont fait que renforcer la méfiance du gouvernement turc à l'égard de toute expression de l'identité kurde.

L'antipathie du gouvernement turc pour l'identité kurde s'est ossifiée après la mort d'Atatürk en 1938. Les gouvernements successifs d'Ankara ont ignoré les zones à population kurde en modernisant l'économie turque. Les Turcs ont accepté les Kurdes, mais seulement lorsque les Kurdes ont juré de leur propre

identité ethnique et culturelle.

Au cours des décennies suivantes, la Turquie a subi sa part d'instabilité politique. Certains Kurdes y ont participé, mais la violence politique s'est généralement produite dans le cadre d'un affrontement entre l'a gauche et l'extrême droite.

C'est dans ce contexte que le futur membre fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan, PKK), Abdullah Öcalan, a fait ses débuts. Il a fini par s'indigner de la subordination des Kurdes dans la soi-disant lutte des classes et a formé le PKK pour y remédier. Öcalan a officiellement lancé l'insurrection du PKK en 1984, ciblant aussi souvent les Kurdes rivaux que les Turcs.

Les États-Unis ont offert un soutien aveugle à la Turquie dans sa lutte contre le PKK. Le PKK était un groupe marxiste et, dans le contexte de la guerre froide, cela l'emportait sur tout. Alors que le PKK et les partisans de ses groupes dérivés en Syrie pourraient s'engager dans une armée historique, le groupe s'est

également engagé dans la brutalité et la terreur à l'intérieur de la Turquie. Curieusement, il faudra attendre treize ans – et avec en toile de fond une vente d'armes de l'ère Clinton – avant que le Département d'État ne désigne officiellement le groupe comme une entité terroriste. C'était une action anti-climatique et peut-être même contre-productive : Non seulement son calendrier laissait entrevoir des motivations autres qu'une évaluation objective du terrorisme, mais l'effondrement de l'Union soviétique et la fin de la guerre froide avaient également changé la réalité du groupe.

Sous le président Turgut Özal, le gouvernement turc avait commencé à réformer en vue d'un accord. La mort prématurée d'Özal a sabordé cet effort, mais la capture d'Öcalan en 1999 a forcé le groupe à prendre de nouvelles directions. Le président turc Recep Tayyip Erdoğan a lui-même autorisé la diffusion secrète en 2012, mais a finalement rompu ses pourparlers après que de nombreux Kurdes de Turquie aient voté pour le Parti démocratique des peuples (HDP) plutôt que pour son propre Parti de la justice et du développement (AKP). Le processus de paix Turquie-PKK a connu un certain succès, comme en témoignent les efforts de ses négociateurs : Un accord intérimaire a vu le PKK déposer les armes à l'intérieur de la Turquie et de nombreux combattants se sont rendus en Syrie.

Ces dernières années, l'évolution du groupe a été prononcée : Le vide causé par la guerre civile syrienne a donné aux Kurdes syriens la possibilité de s'auto-gouverner. Ils ont remarquablement réussi ; alors que certains critiques des groupes de réflexion de Washington dépeignent le groupe comme des marxistes impénitents, ces universitaires n'ont apparemment

jamais pris la peine de visiter les pays pour lesquels ils donnent leurs avis. L'autonomie kurde peut être beaucoup de choses, mais elle n'est pas marxiste.

(...) Les milices à dominante kurde ont largement vaincu les groupes d'Al-Qaïda dans le nord-est de la Syrie et ont également été indispensables dans la lutte terrestre contre l'État islamique. Les autorités turques établissent souvent une équivalence morale entre l'État islamique et les groupes kurdes, mais celle-ci est insuffisante pour deux raisons : Premièrement, il existe des preuves accablantes que des employés du gouvernement turc, le service de renseignement turc et des membres de la propre famille de Erdoğan ont soutenu, fourni ou fait des affaires avec l'État islamique. Deuxièmement, après que le gouvernement turc ait fait pression sur la sécurité belge pour qu'elle arrête plusieurs activistes kurdes accusés de terrorisme, un tribunal belge a entendu les preuves et a conclu que l'étiquetage par la Turquie du PKK et des groupes associés en tant qu'entités terroristes était

inexact ; le tribunal a plutôt conclu que le PKK était simplement « une partie dans un conflit armé non international ».

Alors que l'économie turque vacille, Erdoğan est devenu de plus en plus agressif envers ses voisins. Les bombardements de l'Irak, en particulier dans la région de Yazidi Sinjar, sont devenus fréquents. La Turquie a transporté par avion des vétérans de l'État islamique en Libye et a violé à plusieurs reprises l'embargo sur les armes de ce pays. La Turquie a justifié son invasion du nord et de l'est de la Syrie par la création d'un refuge, mais en réalité, elle est devenue une zone de nettoyage ethnique anti-kurde.

Aujourd'hui, Erdoğan menace la Grèce. « Lorsque le moment de prendre une décision arrive, et je le dis clairement, ceux qui s'opposent à la Turquie au prix de la mise en danger de la sécurité et de la prospérité de ses citoyens, doivent payer un lourd tribut », a déclaré Erdoğan le 7 septembre. Mesut Hakki Çaşın, un proche conseiller de Erdoğan, a menacé : « Nos pi-

lotes vont bientôt abattre cinq ou six d'entre eux [les avions de guerre grecs] et nous entrerons en guerre ». (...)

La Turquie a la chance que pendant des décennies, la seule force extérieure qui a apporté une aide significative au PKK a été la Syrie, peut-être avec la bénédiction de l'Union soviétique et, après son effondrement, la Russie. Les responsables saoudiens se rendent maintenant ouvertement dans le nord et l'est de la Syrie. Alors que l'armement américain fourni aux forces de défense syriennes est destiné à la lutte du groupe contre l'insurrection de l'État islamique, l'aide potentielle saoudienne aux Kurdes ne serait pas aussi limitée. L'aide égyptienne ne le serait pas non plus : Le Caire reste convaincu que l'objectif de Erdoğan en soutenant le gouvernement islamiste libyen est en fin de compte d'apporter une aide aux Frères musulmans et de menacer la sécurité égyptienne. Si l'on ajoute la Grèce, les insurgés kurdes en Turquie pourraient bientôt avoir à leur disposition le type d'armes et de

financement dont ils ne pouvaient que rêver dans le passé.

Le PKK n'aurait pas non plus à être complice ; le groupe semble vraiment avoir tourné une nouvelle page de ses objectifs et comportements passés. Mais comme beaucoup de groupes terroristes du passé, le PKK a aussi des factions et des groupes dissidents comme les Faucons de la liberté du Kurdistan (TAK) ne sont pas aussi réticents qu'Öcalan l'est devenu.

Les nationalistes turcs peuvent réagir avec ombrage et fanfaronnade, mais ils doivent aussi être réalistes : Erdoğan est erratique et de plus en plus téméraire. Choisir un seul combat est mauvais ; en choisir plusieurs simultanément est idiot : Une fois que d'autres pays commenceront à soutenir secrètement l'insurrection kurde en Turquie, il n'y aura pas de retour en arrière. Tout Turc qui se rallie à l'agression régionale de Erdoğan ne permet pas la grandeur de la Turquie, comme peuvent le prétendre ceux qui l'encouragent, mais plutôt sa partition ultime. »



September 2020  
Halgurd Sherwani

## COVID-19: KRG announces over 540 new cases; prison visits resume with precautionary measures

The Kurdistan Region's Health Ministry announced over 540 new cases of coronavirus along with 19 deaths in the past 24 hours, as the regional social affairs announced it would resume prison visits with strict precautionary measures.

In a statement, the ministry said health workers had conducted 4,910 tests across the region over the past 24 hours, with 545 returning positive. Of the total, the highest figures were in Duhok province, which recorded 211. Erbil had 193 cases, Sulaimani had 99 cases, while Halabja had 23.

The statement noted that 19 pa-

tients had died during the same period: eight in Sulaimani, seven in Duhok, and four in Erbil.

The ministry has reported 34,230 cases across the Kurdistan Region since the pandemic began. Of these, 1,265 people have died, 11,409 remain under treatment, and 21,556 have recovered.

It is important to note that a patient classified as a "recovery" means they are no longer being actively treated by health professionals, not that they have fully recovered. Increasingly, medical experts are recognizing that some COVID-19 symptoms, such as fatigue, continue for long, after an individual's formal recovery.

### Prison visits resume

The Kurdistan Region's Ministry of Labour and Social Affairs announced on Tuesday that it had resumed prison visits following its halt for six months, as part of the government's preventive measures against the virus' spread among cells.

Both the visitors and prisoners must wear face masks and gloves during the sessions, according to a ministry statement.

Each prisoner can receive up to three visitors on the scheduled days, according to a ministerial statement. "On a daily basis, only

100 prisoners can meet with their visitors," the statement added.

Lately, the Kurdistan Region has witnessed new surges in coronavirus cases across its provinces, particularly Duhok and Erbil, which enjoyed fewer daily infections compared to Sulaimani province.

Nowadays, Duhok, once the least impacted province, records high daily infections. The province's governor recently said that "around 90 percent" of the responsibility lies with the residents to protect themselves from infections, via reducing physical interactions.



## **Kyriakos Mitsotakis : avec la Turquie, « nous avons besoin d'un dialogue mais pas sous la menace d'une arme »**

**L**e premier ministre grec souligne, dans une tribune au « Monde », que face à une Turquie toujours plus agressive, des intérêts stratégiques européens vitaux sont en jeu, et appelle Ankara à discuter des droits respectifs des deux pays en Méditerranée orientale.

Tribune. Lorsqu'ils cherchent à prédire l'avenir, les politologues se tournent souvent vers le passé, vers l'histoire partagée. La relation qui existe entre mon pays, la Grèce, et son voisin, la Turquie, ne fait pas exception. L'histoire nous enseigne qu'il y a des raisons d'être optimiste, mais aussi des sujets de vive préoccupation. Aujourd'hui, la question de savoir ce que l'avenir nous réserve – conflit ou coopération – n'a jamais revêtu une telle importance.

Quand j'ai pris mes fonctions de premier ministre en juillet 2019, je faisais preuve d'un optimisme prudent. Rien ne m'empêchait de croire que la Grèce et la Turquie ne pourraient pas devenir amies.

Après tout, nombre de mes prédécesseurs avaient réussi à surmonter des obstacles qui semblaient insurmontables. Des dirigeants comme Elefthérios Venizélos (1864-1936), mon grand-oncle, qui avait déjà signé un accord de paix et d'amitié avec Mustafa Kemal Atatürk (1881-1938) en 1930. Bien entendu, les relations ont été tendues depuis cette époque, mais il y a eu davantage de bons jours que de mauvais.

Bâtir des ponts pour la Turquie en Europe



Le premier ministre grec Kyriakos Mitsotakis, à Bruxelles, le 19 juillet.  
FRANCISCO SECO / AFP

Lors de notre rencontre à l'automne 2019, j'ai dit au président turc Recep Tayyip Erdogan que nous étions destinés par la géographie à être voisins et que, en tant que tels, nous devions coexister, afin de vivre paisiblement l'un à côté de l'autre. J'ai mis un point d'honneur à tendre la main de l'amitié et de la coopération. J'ai parlé de dialogue ouvert, d'une volonté de progrès et de ma volonté d'agir en tant que bâtisseur de ponts pour la Turquie en Europe.

Hélas, les choses n'ont pas vraiment pris la tournure que j'espérais. Depuis cette première rencontre, la Turquie est apparue non pas tant comme une partenaire que comme une provocatrice. Fin 2019, le président Erdogan a signé un accord maritime illégal avec une partie qui se livre à une guerre civile sanglante en Libye. Etant donné que la Turquie et la Libye n'ont pas de côtes se faisant face ou adjacentes, l'accord a été déclaré nul et non avenu par la majorité de la communauté internationale et des experts en

droit, et comme étant en violation des droits souverains de pays tiers, y compris de la Grèce.

En mars, la Turquie a pris des mesures concertées afin d'encourager et de faciliter les tentatives désespérées des migrants de pénétrer en Grèce. Nous avons défendu notre frontière avec le soutien de nos partenaires de l'Union européenne (UE). Notre message collectif était clair : les frontières de la Grèce sont également les frontières de l'UE, et nous les protégerons. Diffusion de contre-vérités

Et cet été, en réponse à la signature d'un accord maritime de longue date, légal et internationalement reconnu entre la Grèce et l'Égypte, le président Erdogan a envoyé sa flotte navale afin de soutenir une tentative d'exploration de gisements de gaz dans une région de la Méditerranée orientale où la Grèce et la Turquie revendiquent, l'une et l'autre, des droits, et qui n'est toujours pas délimitée – un acte unilatéral qui constitue une violation du

droit international, selon la Convention des Nations unies sur le droit de la mer.

La Grèce ne cherchera jamais et n'a jamais cherché à aggraver ces tensions, indépendamment de cette provocation. Mais ce qui a commencé comme des gesticulations politiques sinistres est devenu résolument menaçant ces dernières semaines.

Chaque jour qui passe, le gouvernement turc déclare de nouvelles choses fausses ou diffuse une nouvelle contre-vérité. Propos belliqueux, propagande nationaliste, militarisme agressif, achat de systèmes d'armes à la Russie, qui constituent une menace pour l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), conversion de monuments du Patrimoine mondial en mosquées, activités maritimes illégales et menaces de guerre.

La rhétorique de la Turquie remonte à une époque révolue. Elle parle d'ennemis, de martyrs, de lutte, et d'une volonté de payer n'importe quel prix. Tels sont en effet le langage et le comportement d'un pays candidat qui menace non seulement deux membres de l'UE, la Grèce et Chypre, mais l'UE elle-même ; c'est une source de vive préoccupation pour les Etats membres de l'UE.

Un pays de plus en plus isolé

Dans ce nouveau paysage géopolitique, la Turquie apparaît de plus en plus isolée. Alors que la Grèce a noué des partenariats solides avec des pays tels qu'Israël, l'Égypte et les Emirats arabes unis, la Turquie a agi seule, en gesticulant

en Méditerranée orientale, en interférant en Syrie et en Libye, et en soutenant ouvertement le [mouvement palestinien] Hamas.

La France, qui a des intérêts nationaux vitaux en Méditerranée, nous a soutenus et a renforcé sa présence militaire dans la région. Le département d'Etat des Etats-Unis a clairement condamné ce qu'il considère comme une agression unilatérale turque.

Au cours de cette période, j'ai gardé l'esprit ouvert au dialogue. Lorsque Berlin a proposé sa médiation pour des pourparlers, nous y avons participé de bonne foi afin d'essayer de trouver un terrain d'entente. Nous sommes même parvenus à une entente écrite. Jusqu'à ce que la Turquie abandonne les pourparlers, révélant au passage le contenu de discussions qui étaient certes informelles, mais privées.

Les espoirs qui me lient encore à la Turquie ne me rendent pas aveugle à la réalité. Nous

avons besoin d'un dialogue, mais pas sous la menace d'une arme. Ce qui menace la sécurité et la stabilité de mon pays menace le bien-être et la sécurité de tous les Etats membres de l'UE. Cela risque de porter préjudice à l'Alliance de l'OTAN, et cela menace également l'Etat de droit au niveau international. La Grèce possède la capacité militaire de repousser toute agression turque. Mais un incident militaire entre nos deux pays n'est certainement dans l'intérêt de personne.

« Si l'Europe veut exercer un véritable pouvoir géopolitique, elle ne peut tout simplement pas se permettre d'apaiser une Turquie belligérante »

Avant la fin du mois, les dirigeants de l'UE se réuniront en session extraordinaire afin de décider des suites à donner. Si la Turquie refuse d'entendre raison d'ici là, je ne vois pas d'autre choix, pour mes collègues dirigeants européens, que d'imposer des sanctions significatives. Parce qu'il ne s'agit plus uniquement de soli-

darité européenne. Il s'agit de reconnaître que des intérêts vitaux – des intérêts européens stratégiques – sont désormais en jeu. Si l'UE veut exercer un véritable pouvoir géopolitique, elle ne peut tout simplement pas se permettre d'apaiser une Turquie belligérante.

La Turquie a encore le temps d'éviter des sanctions, de prendre du recul et de tracer la voie à suivre pour sortir de cette crise. Il faut tout simplement qu'elle s'abstienne de toute activité navale et scientifique dans une zone maritime non délimitée, et modère sa rhétorique agressive. Elle doit suspendre ses activités, retourner à la table des négociations et les reprendre là où elles en étaient lorsqu'elle a quitté les discussions préliminaires en 2016. Et si nous ne parvenons pas à nous entendre, nous devons rechercher une solution à La Haye.

Discuter de nos différends

De deux choses l'une : soit la Turquie peut collaborer et trouver un terrain d'entente, soit

elle peut continuer à se comporter en agresseur en gesticulant aux confins de l'Europe, et payer un prix économique considérable. Elle peut choisir d'envisager la Grèce comme un pont, ou comme un obstacle, sur le chemin du partenariat et du progrès.

Si la Turquie choisissait le pont, je crois qu'il serait encore possible pour le président Erdogan de conclure un accord ambitieux et de grande envergure avec l'UE, qui nous profiterait à tous. Les différends ne se règlent pas par la force, le subterfuge ou la manipulation, mais par le respect et la compréhension mutuels. Les choses peuvent se passer autrement.

La solution à ce problème est simple. Nous nous asseyons autour d'une table. Puis nous discutons de nos différends. Et nous essayons de parvenir à un accord. Si nous n'y parvenons pas, nous laisserons la Cour internationale trancher. Après tout, pourquoi Ankara devrait-il craindre l'Etat de droit ?



9 septembre 2020

## Retenu en Turquie depuis plus d'un an, Tuna Altinel est officiellement libre

**R**etenu en Turquie depuis le mois de mai 2019 pour avoir participé à une réunion avec des représentants kurdes à Villeurbanne, Tuna Altinel est officiellement libre, a annoncé ce mercredi l'université Lyon 1.

"La décision du 6 juillet 2020, rejetant l'appel formé par le procureur à l'encontre de la décision rendue par le tribunal de Balikesir, prononçant l'acquittement de Tuna Altinel est désormais définitive", est-il précisé dans un communiqué.

Le mathématicien franco-turc, qui était poursuivi pour propa-



Tuna Altinel - DR

gande en faveur d'une organisation terroriste, est donc re-

laxé de l'ensemble des chefs d'inculpation pesant contre lui.

"La Présidence de l'Université Claude Bernard Lyon 1, le président de la CPU, la direction du CNRS et toute la communauté universitaire se réjouissent de l'acquittement de Tuna Altinel qui est une grande victoire pour la liberté d'expression".

Plus rien désormais ne s'oppose à la restitution du passeport de l'enseignant par les autorités turques. Tuna Altinel est attendu à Lyon très prochainement.



## Quel paratonnerre contre les foudres d'Erdogan ?

**É**DITO. Le président turc, nostalgique de la puissance de l'Empire ottoman, poursuit ses rêves expansionnistes au risque d'extrêmes tensions avec l'Union européenne. Un dossier qui va dominer les discussions au sommet des pays du sud de l'UE qui se tient jeudi 10 septembre en Corse.

Si on vous dit « leader populiste », vous penserez immédiatement à Trump, Poutine ou Bolsonaro. L'autocrate le plus dangereux pour l'Europe et la France est pourtant à la fois plus proche de nous... et bien plus embarrassant. Car son pays, riverain de la Méditerranée et membre de l'Otan, détient l'un des verrous de l'immigration en Europe et prendra le 15 septembre la présidence de l'Assemblée générale de l'ONU.

Il s'agit du président turc Recep Tayyip Erdogan qui, nostalgique de la puissance de l'Empire ottoman, poursuit ses rêves expansionnistes au risque d'extrêmes tensions avec l'Union européenne et, en

particulier, avec son ennemi historique la Grèce. Mais aussi avec la France d'Emmanuel Macron, en pointe pour dénoncer son islamisme nationaliste de plus en plus conquérant.

Après la transformation de Sainte-Sophie en mosquée, c'est l'incursion, mi-août, d'un navire turc de recherches sismiques, le « Oruç Reis », escorté de frégates militaires dans les eaux territoriales grecques riches en ressources gazières, qui a mis le feu aux poudres. Athènes a dénoncé une « nouvelle escalade grave ». Aussitôt appuyé par Paris, qui a renforcé la présence militaire française dans la région.

Erdogan a alors accusé Macron de se comporter « comme un caïd » en Méditerranée orientale. « Le peuple français sait-il le prix qu'il devra payer à cause de ses dirigeants cupides et incompetents ?, a-t-il menacé. Lorsqu'ils s'agit de combattre, nous n'hésitons pas à donner des martyrs [...]. Ceux qui s'érigent contre nous [...] sont-ils prêts aux mêmes sacrifices ? »

### Roulements de tambour et discours martiaux

Depuis, il ne se passe pas une semaine sans qu'un incident ne vienne envenimer les relations entre Ankara et Paris, aux antipodes sur les questions kurde et arménienne, mais aussi au Liban (où Erdogan dénonce les visées « coloniales » françaises), en Syrie, en Libye ou en Irak. Le porte-parole du ministère turc des Affaires étrangères a même récemment expliqué que « la politique étrangère de la France était, sur presque tous les sujets, guidée par sa rhétorique anti-turque », allant jusqu'à critiquer la « propagande » pro-kurde de certains de nos manuels scolaires !

En interne, le néosultan multiplie les roulements de tambour et discours martiaux, comme lors de la célébration du 949<sup>e</sup> anniversaire de la bataille de Manzikert : « La conquête turque n'est pas l'occupation ou le pillage – c'est instaurer [...] la justice voulue par Allah, a-t-il lancé. [...] Si quiconque veut se dresser contre nous et

en payer le prix, qu'il vienne. » Dans ce climat explosif, l'armée turque a débuté dimanche 6 septembre ses cinq jours de manœuvres militaires annuelles en République turque de Chypre du Nord, baptisées « Orage méditerranéen ».

Alors, quel paratonnerre contre les foudres d'Erdogan ? Alors que les tensions avec Ankara vont déjà dominer les discussions au sommet des pays du sud de l'UE qui se tient ce jeudi 10 septembre en Corse, les 27 chefs d'Etat et de gouvernement européens examineront, les 24 et 25 septembre, une panoplie de sanctions possibles à l'encontre de la Turquie si – comme c'est probable – elle refuse de s'engager dans un « dialogue constructif ». Et les observateurs redoutent que les saillies belliqueuses du maître d'Ankara excitent la frange radicale islamiste-nationaliste de sa diaspora en Allemagne et en France – les sinistres « Loups gris » – ainsi que certains réseaux proches des Frères musulmans. Sombre perspective.

## Iran : Une prisonnière kurde en isolement depuis plus de deux mois

**L**a prisonnière politique kurde Zeynab Jalalian détenue depuis 13 ans est dans une cellule d'isolement à Kerman en Iran depuis deux mois et demi.

La prisonnière Zeynab Jalalian, originaire du Kurdistan oriental (Iran), est détenue dans une cellule d'isolement à Kerman (Iran) depuis deux mois et demi, a rapporté l'Or-

ganisation kurde des droits de l'Homme, mercredi.

Z. Jalalian, 38 ans, a déclaré au téléphone à sa famille, que ses conditions de détention

étaient très mauvaises. La direction de la prison lui aurait promis un transfert à la prison de Xoy si elle payait elle-même les frais de transport.

L'activiste, emprisonnée depuis treize ans, a été transférée, sans raison, de la prison de Xoy fin avril, en passant par les prisons d'Urmia, Kermanshah et à Waramin, au sud de la capitale iranienne. Et dernièrement, son transfert à eu lieu vers la prison de Kerman le 27 juin.

Depuis quelque temps, Zeynab Jalalian peut appeler sa famille une fois par semaine. L'appel téléphonique est effectué sous surveillance et ne

peut se faire qu'en langue persane. Les parents de Jalalian ne parlent que peu le persan.

Zeynab Jalalian, née en 1982 à Maku, a été arrêtée en été 2008 à Kermanshah et condamnée à mort en janvier 2009 pour son appartenance au « Parti pour une vie libre du Kurdistan » (Partiya Jiyana Azad a Kurdistanê – PJAK). La peine de mort a été commuée en prison à perpétuité en novembre 2011.



Zeynab Jalalian, militante des droits humains, emprisonnée en Iran depuis 2008.



September 11, 2020  
By Halgurd Sherwani

## COVID-19: Confirmed cases in Kurdistan Region surpass 35,000

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Regional Government's (KRG) Health Ministry announced on Friday that nearly 600 new cases of the coronavirus had been recorded in the past 24 hours, raising the total confirmed cases of the disease to over 35,000 since the onset of the pandemic.

In a statement, the ministry said that health workers had conducted 5,538 tests across the autonomous region in that period, with 588 returning positive. The highest figures appeared in Duhok province, which recorded 259 cases. Erbil province had 142 cases, with 88 cases in Sulaimani and 32 in Halabja.

The Ministry of Health also said that 19 people had died of the virus during the same period: nine in Sulaimani, six in Erbil, and four in Duhok.

The ministry has reported 35,409 cases of the coronavirus across the Kurdistan Region since the pandemic began. Of these, 1,308 people have died; 11,775 remain under treatment at hospitals or clinics; and 22,326 are listed as having recovered.

It is important to note that a patient classified as a “recovery” means they are no longer being actively treated by health professionals, not that they have fully recovered. Increasingly, medical experts are recognizing that some COVID-19 symptoms such as chronic fatigue, often continue for long after an individual's formal recovery and that various other symptoms including significant lung damage could be permanent.

Lately, the Kurdistan Region has witnessed new surges in coronavirus cases across its provinces, particularly in



Health care workers at a COVID-19 treatment center in Kurdistan Region. (Photo: Kurdistan 24)

Duhok and Erbil, which had enjoyed fewer daily infections in past months.

Once the least affected province, Duhok now records high numbers of daily infections. Public health authorities around the world have explained the basic measures that block the spread of the virus: wear a mask; practice social distancing; and avoid crowds.

Yet many people neglect those steps—and then pay the price.

The governor of Dohuk province recently affirmed that “around 90 percent” of the responsibility for preventing the virus' spread lies with residents. They need to protect themselves, he said, by wearing face masks and reducing physical interactions as much as possible.



September 11, 2020  
By Halgurd Sherwani

## Kurdistan PM marks 59th anniversary of the September Revolution

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region's Prime Minister Masrour Barzani on Friday commemorated the 59th anniversary of the September Revolution, launched in the early 1960s in a bid to acquire autonomy for the Kurdish people in Iraq.

Also known as the First Iraqi-Kurdish War, the September Revolution was a 9-year-long struggle spearheaded by the late founding leader of the Kurdistan Democratic Party (KDP), Mustafa Barzani.

"The September Revolution was launched at a time when a cloud of disappointment covered Kurdistan," and "the enemies of Kurdistan were

trying to eradicate the culture and identity of Kurdish people, as well as depriving them of the essential rights of life," Prime Minister Barzani said.

The revolution actively engaged in a bloody military struggle that forced the then Iraqi regime to settle for an agreement with Iraqi Kurds after being unable to defeat them outright.

"Undoubtedly, one of the achievements of [the September Revolution] was the March 11, 1970 agreement, in which the Ba'ath regime was forced to recognize the Kurdish people's rights," he added.

In the agreement, the Iraqi regime recognized Kurdish rights, including allowing the Kurdish language to be spoken in Kurdish areas of Iraq as an official language, Kurdish representation in the Iraqi government, the establishment of Kurdish civil society unions, and Kurdish participation in Iraqi legislative branch.

It was not, however, honored by Baghdad, and the Kurdish struggle against the Iraqi state continued for two more decades, with repeated atrocities committed by Saddam's regime. The conflict would culminate in the regime's genocidal Anfal campaign in the latter part of the

1980s, when it repeatedly used chemical weapons against the Kurds.

The 1970 agreement is still widely considered as one of the most serious attempts to resolve the long-standing conflict between Iraqi regimes and the nation's Kurds and a significant national milestone.

As the people of Kurdistan commemorate this great revolution, said Barzani, "it is very important to uphold the great principles of the revolution, including resistance and forgiveness... so they encourage us for unity, consensus, and protecting Kurdistan's achievements."

**LE FIGARO**

11 septembre 2020  
avec AFP

## Turquie : une députée du parti prokurde HDP condamnée à 10 ans de prison

**U**ne députée du principal parti prokurde de Turquie a été condamnée vendredi à dix ans de prison pour des accusations en lien avec le «terrorisme».

Selon les attendus du verdict rendus public, la députée Remziye Tosun, a été reconnue coupable d'ap-

partenance à «un groupe terroriste armé», ce qui désigne dans la terminologie officielle turque le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), fer de la lance de la guérilla kurde depuis 1984.

L'élue restera en liberté dans l'attente de l'examen de l'appel qu'elle a interjeté.

Mme Tosun est députée du Parti démocratique des peuples (HDP) pour Diyarbakir, plus grande ville à majorité kurde dans le sud-est de la Turquie.

Le président turc Recep Tayyip Erdogan accuse régulièrement le HDP d'être une «vitrine politique» du PKK, classé organisation

terroriste par Ankara et ses alliés Occidentaux. Le HDP, dont plusieurs responsables ont été arrêtés depuis trois ans, rejette ces accusations et se dit victime de répression en raison de sa farouche opposition au président turc.



## L'écrivain Ahmet Altan entame sa cinquième année en prison en Turquie

**F**igure incontournable du journalisme, il est accusé d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 en « passant des messages subliminaux à la télévision ».

Jeudi 10 septembre, l'écrivain et journaliste Ahmet Altan est entré dans sa cinquième année de détention. Incarcéré à Silivri, la prison de haute sécurité située à la périphérie d'Istanbul, il passe ses journées à lire, à travailler à son nouveau roman, à marcher dans la petite cour attenante à sa cellule, où il peut apercevoir le ciel et entendre les oiseaux chanter.

Son avocate, Figen Çalikusu, lui rend visite à raison d'une heure tous les quinze jours, comme la loi l'y autorise. « Son moral est bon. C'était dur pendant la pandémie car les visites avaient été suspendues, désormais, ces restrictions ont été levées. Il a plaisir à recevoir des visites quand bien même un gardien est présent qui écoute nos conversations. Jusqu'ici, il était seul dans sa cellule, mais, depuis mardi 8 septembre, un autre prisonnier l'a rejoint. »

### Aucune preuve solide

Figure incontournable du journalisme en Turquie, Ahmet Altan est accusé d'avoir soutenu la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016 en ayant fait « passer des messages subliminaux à la télévision ». Taraf, le journal dont il a longtemps été le rédacteur en chef, est soupçonné d'avoir entretenu des liens avec le mouvement

du prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis et accusé par le président Erdogan d'être le principal instigateur du coup d'Etat manqué de 2016.

Condamné en 2018 à la perpétuité « aggravée », c'est-à-dire un régime carcéral dur, l'écrivain a vu ensuite sa condamnation annulée par la Cour suprême de Turquie. Les juges ont conclu qu'il n'avait pas violé la Constitution. En revanche, ils ont retenu contre lui le fait d'avoir « aidé un groupe terroriste sans en être membre », en l'occurrence le mouvement du prédicateur honni. Aucune preuve solide ne vient étayer cette accusation. Les pièces essentielles de son dossier sont ses articles et ses interviews. Mais, comme l'écrivent les juges dans leur attendu, « les articles et les déclarations faits à un moment où il y a possibilité de coup d'Etat ne relèvent pas du journalisme ».

« Il n'a jamais tenu une arme, n'a jamais prêché la violence. Il ne fait qu'écrire, où est le crime ? », Mehmet Altan, son frère

A l'égal de quelques dizaines de milliers d'intellectuels et de militants politiques actuellement derrière les barreaux en Turquie, Ahmet Altan est un « criminel de la pensée », selon le modèle décrit dans 1984, le roman de George Orwell : « Il n'a jamais tenu une arme, n'a jamais prêché la violence. Il ne fait qu'écrire, où est le crime ? D'ailleurs son dernier livre, rédigé en détention, est en vente en ce moment dans vingt-trois pays », rappelle son frère Meh-

met, universitaire et essayiste, aujourd'hui en liberté.

Lui aussi a été pris dans la vague des purges qui ont suivi le coup d'Etat manqué. Après avoir passé deux ans en prison, il a été blanchi par la Cour de cassation. Pour autant, il n'a pas retrouvé son poste d'enseignant à l'université d'Istanbul, dont il a été limogé sur décret, comme 6 000 de ses collègues à travers tout le pays.

Pour garder le moral entre ses quatre murs, Ahmet Altan mobilise toutes ses ressources mentales. Il s'accroche à la lecture et à l'écriture, mène parfois des conversations avec des personnages imaginaires. C'est ce qu'il explique dans son dernier livre, Je ne reverrai plus le monde (Actes Sud en 2019). Il y décrit sa plongée dans l'univers brutal et paralysant de la prison. « En l'espace de cinq heures, j'avais parcouru cinq siècles pour arriver aux cachots de l'Inquisition. » Un parcours vertigineux, « un tourbillon », écrit-il, dans lequel « le roman et la vie sont enchevêtrés, où ce qui est réel et ce qui est écrit s'imitent et changent de place, chacun déguisé en l'autre ».

Ses demandes de remise en liberté ont toutes été rejetées. Le 4 novembre 2019, prenant acte de l'annulation du premier verdict par la Cour suprême, un tribunal l'a condamné à dix ans et six mois de réclusion tout en ordonnant sa mise en liberté sous contrôle judiciaire, en attendant la procédure d'appel. Il est aussitôt libéré, sa famille et ses amis l'attendent à sa sortie de prison. La joie

est sur tous les visages. Elle sera de courte durée. Huit jours plus tard, il est remis en prison.

### Son recours à La CCEDH « semble bloqué »

Depuis, son dossier est en attente d'examen devant la Cour constitutionnelle et la Cour de cassation. Vue comme l'ultime recours, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a été saisie. « Classé en 2019 dans la catégorie des « procédures accélérées » par la CEDH, son dossier semble bloqué. A douze reprises l'examen en a été reporté. Je ne comprends pas pourquoi il faut tant de temps, c'est inquiétant », s'émeut Figen Çalikusu, son avocate.

Elle espérait pouvoir s'entretenir avec Robert Spano, le président de la CEDH, venu en visite en Turquie du 3 au 5 septembre, en vain. « Pendant son séjour, M. Spano a rencontré des officiels, personne d'autre, ce qui nous a étonnés. » Elle veut croire malgré tout à l'indépendance de la CEDH, un instrument unique, le dernier recours des individus confrontés à l'arbitraire des Etats.

Mais sa confiance est ébranlée par le fait que le juge Spano se soit fait remettre un diplôme honoris causa de l'université d'Istanbul. « Cet établissement universitaire sera bientôt sur la sellette à Strasbourg pour avoir limogé sans raison plus de 200 professeurs, dont Mehmet Altan, le frère d'Ahmet. Quand l'affaire viendra devant la Cour, le président Spano apparaîtra comme juge et partie à la fois, c'est assez troublant. »

ELLE

11 septembre 2020  
PAR Yann PERREAU

## TURQUIE : MARTYRE DE LA LIBERTÉ

LA MORT DE L'AVOCATE EBRU TIMTIK, DES SUITES DE SA GRÈVE DE LA FAIM EN PRISON, EST LE TRISTE SYMBOLE DE LA DÉRIVE AUTORITAIRE ORCHESTRÉE PAR RECEP TAYYIP ERDOGAN.

Istanbul, le 28 août. « Ebru Timtik est immortelle ! » crie la foule. Ils sont plusieurs centaines à être descendus dans les rues de la capitale économique turque, malgré les gaz lacrymogènes, les hélicoptères des forces de l'ordre, les arrestations qui peuvent vous envoyer en prison à vie sans raison. Plus tôt dans la journée, l'avocate avait été enterrée au cimetière de Gazi, dans le nord de la ville. Arrêtée en 2019, condamnée à treize ans et six mois d'emprisonnement, elle avait entamé le 2 janvier dernier une grève de la faim, « afin, répétait-elle, d'obtenir un procès équitable ». Ebru Timtik, 42 ans, a succombé le 27 août, après 238 jours de jeûne. Elle ne pesait plus que 30 kilos. Son crime ? Être membre de l'Association des avocats contemporains spécialisée dans la défense des cas politiquement sensibles, comme celui de Berkin Elvan, cet adolescent décédé des suites de blessures infligées par la police lors d'une manifestation en 2013. « Appartenance à une organisation terroriste », avait estimé le juge, un motif vague devenu



L'avocate Ebru Timtik, en 2016. Photo Zeynep Kuray

l'alibi quasi systématique du régime pour écrouer ses contradicteurs.

Ces grèves de la faim, ou « jeûnes de la mort », comme on les appelle parfois, d'opposants politiques emprisonnés sont, depuis des décennies, sinistrement courantes en Turquie et se sont multipliées récemment face au durcissement du pouvoir. Trois autres personnes en sont mortes

cette année. « J'ai beaucoup consacré deux livres à ce sujet, c'est toujours une énigme dévastatrice pour moi », confie la journaliste et écrivaine Ece Temelkuran\*. Outre l'acharnement des autorités, qui se sont empressées de qualifier Ebru Timtik de « terroriste » dès l'annonce de son décès, c'est la « haine fervente à son égard d'une grande partie de l'opinion publique » qui inquiète le plus la journaliste. Celle-ci évoque l'image tragique des douze femmes collègues d'Ebru Timtik, portant son cercueil jusqu'à sa tombe, « comme si c'était la dernière goutte d'espoir qu'elles enterraient ». Car, déjà, le président Erdogan, commentant le drame, a menacé de poursuites les « avocats qui seraient soupçonnés de sympathie avec les terroristes qu'ils défendent ».

Au-delà d'un système judiciaire à terre, l'ensemble des droits de l'homme se dégrade toujours plus en Turquie. Le pays détient le record d'incarcérations de journalistes : 165

étaient arrêtés, 88 condamnés et 167 recherchés à la date du 8 mai de cette année, d'après le décompte du Stockholm Center for Freedom. Les droits des femmes sont aussi constamment bafoués, dans un pays où les féminicides ont augmenté de façon exponentielle ces dix dernières années. 474 femmes ont été tuées sous les coups d'un homme en 2019. Des meurtres souvent ignorés par la justice, impunis, tandis que Numan Kurtulmus, vice-président de l'AKP, le parti au pouvoir, estime qu'Ankara devrait se retirer du traité européen qui fixe des normes juridiquement contraignantes dans le but d'empêcher les violences sexistes. « Les hommes tuent désormais des femmes, en Turquie, parce qu'ils en ont le droit, résume Ece Temelkuran. Notre président mène une politique répressive en capitalisant sur cette polarisation extrême de la société, qu'il a lui-même créée. C'est ainsi que vous conduisez un pays à sa perte : en détruisant le contrat social, par la banalité du mal », selon l'expression célèbre d'Hannah Arendt. Ce qui n'empêche pas de nombreuses femmes de descendre dans les rues des grandes villes, chaque jour ou presque, depuis la mort, en juillet, de Pinar Gültekin, énième féminicide qui a bouleversé la Turquie.

\* Auteure de « Comment conduire un pays à sa perte. Du populisme à la dictature » (éd. Stock).

PAGES DIRIGÉES PAR  
PATRICK WILLIAMS.



Manifestation de soutien qui a suivi son inhumation à Istanbul, le 28 août. Reuters - Umüt BEKTAS



## Demirtas : une tragédie humaine se déroule dans les prisons turques

**TURQUIE / BAKUR** – En Turquie, plus de 50 000 journalistes, écrivains, politiciens (dont de nombreux Kurdes comme Selahattin Demirtas), musiciens, universitaires, défenseurs des droits humains, enseignants, médecins, avocats, étudiants, hommes d'affaires, travailleurs, femmes au foyer... sont incarcérés pour terrorisme. L'épidémie du coronavirus ne fait qu'aggraver les conditions déjà déplorables de ces otages politiques.

« Une tragédie humaine se déroule dans les prisons turques », a déclaré Selahattin Demirtas, ancien co-président du parti HDP, dans une interview accordée à Ruşen Çakır et publiée lundi sur le site d'information Medyascope.

La déclaration de Demirtas est venue en réponse à une question sur les nouvelles récentes

selon lesquelles il n'était pas autorisé à voir ses deux filles en raison des mesures COVID-19. Le dirigeant kurde a déclaré qu'il ne serait pas juste pour lui de faire grand cas de ne pas pouvoir voir ses filles alors que, de la mort à la torture et de l'isolement aux problèmes de santé, une tragédie humaine se déroule dans les prisons turques.

Dans une série de tweets, l'épouse de Demirtas, Başak Demirtas, avait déclaré la semaine dernière que leurs filles n'étaient pas autorisées à voir leur père, même lors d'une visite sans contact, en raison des mesures COVID-19, mais que le même gouvernement permettait les foules de se réunir lors de rassemblements pro-gouvernementaux.

Selahattin Demirtas a déclaré que de telles mesures étaient injustes non seulement pour lui

mais encore plus pour sa famille et les familles de tous les détenus. Il a déclaré que ces mesures et politiques injustes le motivent encore plus à lutter contre l'injustice et a comparé la situation actuelle en Turquie à une « maison de torture en plein air ».

Parlant des problèmes rencontrés par les Kurdes en Turquie, Demirtas a déclaré: « Tous les problèmes du peuple kurde, y compris la langue, la culture, la gouvernance et les questions économiques, font, d'une part, partie du problème plus large de la démocratie en Turquie, et d'autre part, puisque leur solution nécessite un changement fondamental dans les politiques officielles de l'Etat, elles sont également politiques. Le développement de la démocratie facilitera la résolution des problèmes politiques. »

Selahattin Demirtas a été ar-

rêté le 4 novembre 2016 pour des accusations liées au terrorisme et est depuis en prison. Le 20 novembre 2018, la Cour européenne des droits de l'Homme (Cour européenne des droits de l'homme) a jugé que la longue détention provisoire de Demirtas avait violé la Convention européenne des droits de l'homme, ordonnant au gouvernement turc de verser 10 000 euros de dédommagement et appelant à sa libération. Le tribunal de Strasbourg a qualifié l'arrestation de Demirtas de « motivée politiquement ».

Suite à l'arrêt de la CEDH, une cour d'appel turque a confirmé une peine de quatre ans et huit mois et a fait annuler la décision de la CEDH.

Via Stockholm Centre for Freedom.



September 12, 2020  
By Hiwa Shilani

## Since 2010, Iranian forces have killed over 700 Kurdish border couriers: report

**ERBIL** (Kurdistan 24) – Iranian security forces have killed at least 700 Kurdish couriers, locally known as Kulbar, on the border between Kurdistan Region and Iran over the past eleven years, according to data compiled by a human rights monitor. Kulbar is the Kurdish term for individuals who smuggle small amounts of goods across the

border ("kul," meaning "back" and "bar," meaning "carrying.") between the Kurdistan Region and Iran.

Though illegal, it is a local practice that has long since been accepted as normal in the economically undeveloped areas where many residents depend on it for their livelihoods.

According to Hengaw, an Iranian Kurdish rights and conflict watchdog, members of the Iranian border guards have killed at least 702 Kulbar in the past 12 years and wounded over 1,600 others, overwhelmingly by direct gunshots.

On top of that, 120 Kulbar have also gone missing in the rugged mountainous terrain in the border areas. Along with

these casualties, couriers are also victims of explosions from landmines that are reportedly remnants of the 1980s Iran-Iraq war.

Hengaw's data starting in 2010 is as follows: in 2010, 45 Kulbar killed, 110 injured; in 2011, 79 killed, and 181 injured; in 2012, 60 killed, 201 injured; in 2013, 81 killed, and 190 injured; in 2014, 73 killed, 140 in-

jured; in 2015, 70 killed, 55 injured; in 2016, 49 killed, 47 injured; in 2017, 78 killed, 148 injured; in 2018, 71 killed, 160 injured; in 2019, 55 killed, 133 injured; and, so far, in 2020, 41 killed, and 125 injured.

With no other means of livelihood, porters cut through risky mountain's roads carrying tobacco, clothes, and tea, and heavy packages, often more than one meter above their shoulders, crossing the border with the goods on their back.

They carry an average of 75 kilograms (150 pounds) on their backs as they journey across the Zagros Mountains, back and forth to make a living amidst rampant unemployment.

Killing Kulbar continues as Iran's recent economic crisis appears to have enticed more in the border areas to take up the work as their only means of income and to fill the trade void created by US sanctions.



The Kurdish term "Kulbar" is used for border couriers who carry goods on their backs. (Photo: Kurdistan 24)

Iranian laws dictate that border guards can fire their weapons only if they believe the trespasser is armed and dangerous and only after observing the following three procedures: they must give a verbal warning; they must fire into the air; and only then are they per-

mitted to targeting the lower body of a suspect with gunfire.

Critics complain that the law's wording is vague, leaving it open to broad interpretation.

With so many people, especially those living in the rural parts of Iran's Kurdish region,

depending on Kulbar work as their primary source of income, Hengaw says that Tehran must find a radical solution to the issue.

One option, the group asserts, is to legalize it.



12 septembre 2020  
By Hardi Mohammed

## Kirkuk starts campaign to return IDPs, but concerns over security, services remain

**E**RBIL, Kurdistan Region – Security forces in Kirkuk have established a committee to facilitate the return of displaced persons, but concerns about insecurity and lack of services means many people aren't ready to go home.

"We have set up a high-level committee, which I will lead... for the purpose of returning the displaced people home," Saad Harbiya, commander of Kirkuk Operations Command, told Rudaw on Saturday. Kirkuk's civil administration is also in-



Children play outside the unfinished house that is their temporary home in Kirkuk on September 12, 2020. Their family was displaced from the Hamrin area during the war with the Islamic State (ISIS). Photo: Rudaw

volved in the committee, he added.

In the first phase, they will send internally displaced persons (IDPs) sheltering in Kirkuk city back to their homes in Hawija and Daquq, in Kirkuk province, as well as towns in Salahaddin province.

More than six million Iraqis fled their homes when the Islamic State (ISIS) swept across northern and western Iraq in 2014, coming close to Kirkuk, and in the military campaign to liberate these areaChildren play



outside the unfinished house that is their temporary home in Kirkuk on September 12, 2020. Their family was displaced from the Hamrin area during the war with the Islamic State (ISIS). Photo: Rudaws. According to data from the Kirkuk immigration office, nearly 40,000 registered families are still in the city nearly three years after ISIS was militarily defeated in Iraq.

Many of them still are not ready to return home.

"We want our areas secured so we can return home...", Salam Salebi told Rudaw. He is from the village of Tarfan on the outskirts of Mount Hamrin, south of Hawija and is now living in an unfinished house in Kirkuk. "We plead to the go-

vernment to help provide security to our regions," he said. "There are no services in our village. We cannot go back home in this way."

The rugged terrain of Hamrin was one of the last areas where Iraqi forces battled ISIS and remnants of the group still operate in the area.

Accusations of sympathy with ISIS is another factor preventing some from going back home. ISIS held control over large swathes of Iraqi territory, running a de facto state that ruled over millions of people, including major urban centres like Mosul, for more than three years.

"Some of the IDPs are prohibited from returning home," said Ismael Hadidi, an advisor to

the Iraqi president, calling for a process of reconciliation.

"Genuine social reconciliation must be built among all the people," he said. "The IDPs must be allowed to return home, because economically the war-ravaged areas are collapsed."

Human Rights Watch has accused Iraqi authorities of allowing collective punishment of people accused of collaborating with ISIS or sympathizing with the terror group. "Iraqi authorities have put in place a system that has allowed communities, security forces, and government agencies to collectively punish families whose relatives were allegedly linked to ISIS," Belkis Wille, senior researcher for the watch-

dog said in a report last year.

Under international law, forced repatriation of refugees and displaced persons is illegal. The International Organization for Migration (IOM) has partnered with Iraq's Ministry of Migration and Displacement to aid the voluntary return of displaced families. This week, 35 families were helped to return to their homes in Nineveh province. The IOM coordinates with a network of UN agencies and NGOs to give the returning families assistance that includes grants of cash, protection, housing and livelihood aid, and support reintegrating into their communities.

More than 1.35 million Iraqis are still displaced, according to IOM figures.



September 13, 2020

## Two killed, five wounded in Ras al Ayn, Syria bombing

**T**wo were killed and 12 wounded on Saturday in a bomb attack in Ras al Ayn, a town in northern Syria that Turkey captured in last October's cross-border military operation, Shafaaq news website said.

Improvised explosive device (IED) was the cause of the explosion which targeted Turkish-backed National Army, it said.

Turkish-controlled areas in northern Syria have been a frequent target of bomb attacks that have claimed the lives of several Turkish-backed militia fighters and civilians.



Turkey launched Operation Peace Spring in October to drive members of the People's Protection Units (YPG) away

from its border. Turkey considers the group to be an extension of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which

has fought for Kurdish self-rule within Turkey for decades.



Kurdistan au féminin

13 septembre 2020

## L'Iran condamne à mort un prisonnier politique kurde

**I**RAN / ROJHILAT – L'Iran a condamné à mort le prisonnier politique kurde Shakir Behrooz, accusé d'appartenir à un groupe d'opposition kurde et d'avoir assassiné un membre des forces paramilitaires, alors qu'on lui avait promis qu'il serait à l'abri de toute sanction.

Shakir Behrooz a été condamné à mort par la deuxième chambre du tribunal révolutionnaire d'Ourmia le 10 septembre, pour «prise d'armes contre l'État» avec le parti Komala.

L'avocat de Behrooz «a été officiellement informé de la condamnation à mort aujourd'hui», a déclaré dimanche une source à Kurdistan Human Rights Network (KHRN). Il a fait partie du parti Komala dans la région du Kurdistan pendant plus de huit mois, avant de rentrer en Iran vers la fin de 2018.

Behrooz, qui est d'Ourmia, «s'est présenté au bureau de renseignement d'Ourmia dans leautomne 2018, lorsqu'il est rentré en Iran [de la région du Kurdistan] après avoir reçu une «lettre d'immunité» du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). Il a été arrêté mais relâché après 14 jours d'interrogatoire au centre de détention du ministère des Renseignements à Ourmia», a déclaré KHRN.

Arif Walzi, un parent de Behrooz, a déclaré dimanche que les autorités iraniennes d'Ourmia avaient «promis» à sa famille de ne pas le punir s'il choisissait de retourner en Iran.

«Avant son retour, il est venu

un jour me voir et m'a dit qu'il voulait rentrer. Je lui ai conseillé de ne pas le faire parce que son cas était si sensible et compliqué, et je lui ai dit que le régime attribuera d'autres charges contre vous, mais malheureusement, il est parti», a déclaré Walzi, un Peshmerga vivant dans la région du Kurdistan.

Behrooz a de nouveau été arrêté en février 2019 par les forces spéciales du renseignement du CGRI, soupçonné d'avoir «tué un membre du CGRI et interrogé pendant un an et 18 jours dans la caserne du CGRI al-Mahdi sous la torture physique et psychologique», a ajouté la source.

Le prisonnier politique a été transféré à la deuxième chambre du tribunal révolutionnaire d'Ourmia après 5 mois dans un centre de détention du CGRI.

«Shaker Behrooz a été initialement condamné à 5 ans de prison pour appartenance au Parti démocratique du Kurdistan d'Iran,«un autre groupe d'opposition kurde», mais l'institution de sécurité l'a ensuite accusé d'appartenance à Komala [un groupe kurde armé] et du meurtre d'un membre du CGRI», a ajouté la source.

Behrooz a fait des «aveux forcés» pendant l'interrogatoire «en raison de graves tortures mentales et physiques», a déclaré la source à KHRN.

L'accusation de meurtre a été maintenue malgré «qu'au moins 10 personnes» d'Ourmia ont signé un témoignage conjoint selon lequel Shaker



Behrooz était avec eux dans un magasin au moment du meurtre, mais le tribunal a refusé d'accepter la déclaration.

La confirmation de la condamnation à mort de Behrooz intervient un jour après que le lutteur de 27 ans Navid Afkari a été secrètement pendu par les autorités iraniennes, malgré les appels internationaux à suspendre son exécution.

«Avant son exécution secrète, Navid Afkari, 27 ans, a été soumis à un catalogue choquant de violations des droits de l'homme et de crimes, y compris des disparitions forcées; des actes de torture et d'autres mauvais traitements, conduisant à des «aveux» forcés; et le refus d'accès à un avocat et à d'autres des garanties d'un procès équitable», a déclaré Amnesty dans un communiqué publié samedi.

«Le fait d'exécuter sa condamnation à mort avec un tel mépris total des principes de base de la justice démontre encore la cruauté de la peine de mort», a déclaré Diana Eltahawy, directrice régionale ad-

jointe d'Amnesty International pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Depuis l'intensification des tensions américano-iraniennes et le retour des sanctions américaines en 2018, les autorités iraniennes ont commencé à resserrer le nœud coulant des militants syndicaux, des journalistes, des satiristes, des écologistes, des militants contre la peine de mort et des chercheurs, les ont détenus en masse et les ont condamnés, certains dans des procès dont l'équité a été mise en doute.

Des dizaines de milliers de prisonniers politiques sont emprisonnés en Iran pour diverses accusations, notamment la défense de la démocratie et la promotion des droits des femmes ou des travailleurs. Les groupes ethniques minoritaires, y compris les Kurdes et les Azéris, sont détenus de manière disproportionnée et plus sévèrement condamnés pour des actes de dissidence politique, selon un rapport de juillet 2019 du Rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits de l'Homme en Iran.

## TURQUIE. Une attaque raciste vise les ouvriers kurdes: un mort et deux blessés

**T**URQUIE – AFYON – Des ouvriers kurdes du bâtiment travaillant à Afyon / Dinar ont été victimes d'une attaque armée. L'attaque a fait un mort et deux blessés parmi les ouvriers kurdes venus d'Ercis.

Des ouvriers du bâtiment d'Ercis qui allaient travailler dans le quartier Dinar d'Afyon ont été attaqués avec des armes à feu. Le travailleur Özkan Tokay est décédé, tandis que Firat Tokay et Emrah Ö ont été blessés dans l'attaque.

L'attaque a eu lieu dans la soirée de dimanche dans le quar-

tier de Dinar. Un inconnu a ouvert le feu sur les frères T., qui travaillaient dans le bâtiment. Özkan Tokay, un ouvrier de 25 ans, a perdu la vie dans l'attaque, tandis que Firat Tokay (15 ans) et Emrah Ö. (28 ans) ont été blessés. Les travailleurs blessés ont été hospitalisés.

Certains des proches des travailleurs qui voulaient se rendre à Afyon au départ d'Erciş et d'autres villes ont été arrêtés aux postes de contrôle de la police à l'entrée d'Afyon, tandis que d'autres ont été arrêtés à la sortie d'Erciş.

« Prenez votre mort et allez



vous en », aurait dit un policier aux autres ouvriers kurdes. (Via ANF)

Les Kurdes travaillant dans les régions turques sont régulièrement victimes d'attaques ra-

cistes dont certaines font des morts mais les auteurs de ces crimes ne sont jamais iniquités par la « justice » d'un Etat colonialiste qui veut mettre fin à l'existence du peuple kurde dans tout le Kurdistan.



September 14, 2020  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Syrian opposition announces removal of Kurdish member of Syrian Negotiations Committee, but outcome remains in dispute

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The President of the Turkish-backed opposition in Syria—the National Coalition of Syrian Revolution and Opposition Forces (Etilaf in Arabic)—Nasser al-Hariri, announced the removal of a member of the Kurdish National Council (KNC) from the High Negotiations Committee (HNC), which represents the Syrian opposition in the UN-sponsored talks in Geneva with the Syrian regime to determine the political future of the country. Although the KNC is a member of the Etilaf, nonetheless, Hariri recently stated that he was re-

placing KNC member, Hewas Egid, on the HNC with Abdullah Fahd, an Arab member of the Etilaf.

Echoing Turkish complaints about Syria's Kurds, Hariri also appealed to the Arab League, claiming that the Kurds were dividing Syria.

However, the Arab League is strongly opposed to Ankara's expansionist policies, and last week it roundly condemned Turkey's military intervention in several Arab countries, including Syria and Iraq. It does not appear to have responded to Har-

iri's appeal.

The US, for its part, believes that Kurdish representation in the HNC is important, and the issue remains unresolved, despite Hariri's announcement.

**KNC Rejects Hariri's Position** Mohammed Ismail, a senior leader of the Kurdistan Democratic Party–Syria (KDP-S), and a member of the KNC presidency, told Kurdistan 24 that Hariri's decision is not acceptable.

"We have sent a message of

protest to the President of the Coalition, Nasser Hariri," he said. "We, as the KNC Presidency, also held an online meeting with the Coalition Political Committee and expressed our dissatisfaction."

"The United States has sent a strong message to Nasser al-Hariri and the Negotiations Committee that the KNC should be strong in the Negotiations Committee, and it will play a role in Syria's future," he added.

Ismail explained that the decision, so far, has not been revoked but neither has it been implemented. Negotiations are

currently taking place among the KNC, Etilaf, and international parties, he said.

If this decision is actually implemented, the KNC will take a stance, and it has alternatives, Ismail added.

The HNC was established following the Riyadh conference of the Syrian opposition in 2015. It was founded in order to create a delegation of the Syrian military and political opposition to negotiate with the Syrian regime in the Geneva peace negotiations.

Hariri's decision, it seems, might be a reaction to the US-supported Kurdish unity talks between the Kurdish National Unity Parties (PYNK) and the KNC, as well as increased criticism from KNC officials about human right violations by Turkish-backed groups in Turkish occupied territories, such as Afrin, Tal Abyad, and Ras al-Ain (Serekaniye).

The PYNK is an umbrella organization composed of groups allied to the Democratic Union Party (PYD), the political wing of the People's Protection Units (YPG), which spearheads the US-allied Syrian Democratic Forces (SDF), the main local partner in Syria of the US-led Coalition against ISIS.

#### Arab Criticism of Turkish Military Interventions

Turkey has criticized the Kurdish unity talks, and Hariri's comments echoed Ankara's stance.



The head of the Syrian opposition removed KNC-member Hewan Egid from the Syrian opposition's negotiations committee (Photo: archive)

"Agreements with terrorist, separatists militias" constitute a danger to the unity of Syria and the path towards a political solution, Hariri tweeted on September 2, and in a letter to the Arab League, he called for it to intervene in northeast Syria, accusing the PYD of partitioning Syria.

The PYD-led Autonomous Administration of North and East Syria (AANES) responded on September 7, condemning Hariri's statement and arguing that it represented an attempt to cover up Turkish crimes in Syria, even as the AANES reaffirmed its own commitment to Syrian unity. Moreover, the Arab League, meeting in Cairo, where it is headquartered, strongly condemned Turkish military interventions in Syria and other Arab

countries on September 9. As Egypt's Foreign Minister affirmed, Egypt "will not stand motionless in face of the Turkish greed that is especially being shown in northern Iraq, Libya and Syria."

That same day, the KNC held an online meeting with other members of the Etilaf to discuss developments in Syria, and the Etilaf reaffirmed its keenness to work with the KNC.

According to an Etilaf statement, the KNC called on the Syrian opposition to ensure the return of people who have been displaced from their homes in Afrin, Ras al-Ayn, and Tal Abyad. They also discussed human rights violations by the PYD in the northeast of Syria.

Several organizations, such as Amnesty International, Human Rights Watch, and the UN Commission of Inquiry on Syria, have documented a variety of human rights abuses in Afrin by Turkish-backed groups.

The KNC has become increasingly critical of the human rights abuses by Turkish-backed groups, despite its membership in the Syrian opposition bloc.

The head of the KNC, Saud al-Mullah, in early September, told Kurdistan newspaper that Turkish-backed factions carried out "terrorist acts and practices, including kidnapping, torture, murder, and displacement were carried out by these factions with different names before Turkey's eyes."



14 septembre 2020

## Iran : Plus de 102.600 décès dus au coronavirus dans 431 villes

La porte-parole du ministère de la Santé du régime : 88 villes sont dans le rouge et 90 villes sont en

état d'alerte et aucune ville n'est verte ni exempte de corona. L'incidence la plus élevée a été enregistrée au cours de

la troisième semaine de septembre dans les provinces de Bouchehr, Qom et Lorestan. Le nombre le plus élevé de

décès a été enregistré dans le Khorassan du Nord, Semnan et Ispahan. (Agence Irna, 13 septembre)



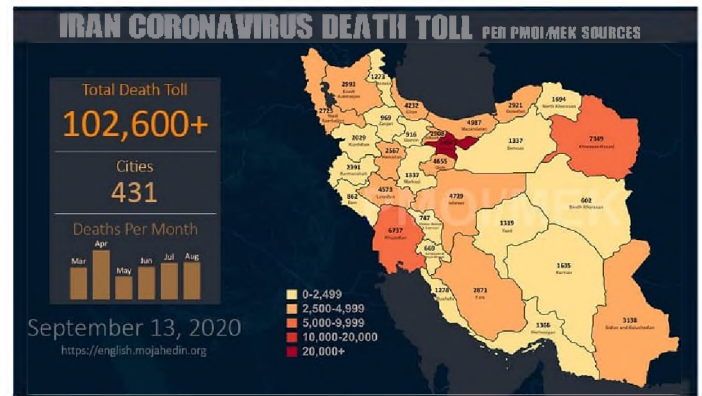
Chahrbanou Amani, membre du Conseil de Téhéran : Il y a 14 700 000 élèves à travers le pays et 2 millions dans la capitale. Si 1% est touché par l'épidémie de coronavirus, nous ferons face à une catastrophe humaine. (Quotidien Arman Meli, 13 septembre)

Le conseil de Téhéran : La municipalité de Téhéran n'a pas reçu un seul rial du gouvernement du Fonds national de développement pour lutter contre le Covid-19. (Agence Isan, 13 septembre)

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) a annoncé le 13 septembre 2020 que le nombre

de décès dus au coronavirus dans 431 villes est supérieur à 102.600. Le nombre de morts dans les provinces de Téhéran a atteint les 24.845, Khorassan Razavi 7349, Mazandaran 4987, Ispahan 4729, Lorestan 4573, Azerbaïdjan oriental 2993, Golestan 2921, Alborz 2908, Azerbaïdjan occidental 2723, Kurdistan 2029, Khorassan du Nord 1694, Qazvine 916 et Khorassan du Sud 602.

Minou Mohraz, membre de la commission scientifique du centre national de lutte contre le coronavirus, a déclaré : « À partir de juin, quand le nouveau pic a commencé, le virus a muté et son taux de transmission a augmenté. La plupart



des enfants atteints du Covid-19 sont asymptomatiques et leur maladie n'est pas diagnostiquée et ils peuvent être porteurs de la maladie. Dans la situation actuelle, tout type de rassemblement est la pire chose qui soit et constitue une

sorte de non-respect de la distanciation physique, ce qui peut conduire à davantage de contamination. Partout où un regroupement se produit, il peut être un cluster de virus respiratoires.» (Agence ISNA, 13 septembre)



September 14, 2020

## Deadly car bomb rocks Syria's Afrin

**E**RBIL, Kurdistan Region – At least three people were killed in a car bombing near a busy market in Afrin city on Monday, according to multiple reports.

A vehicle exploded near the Kawa roundabout and in front of the headquarters of a Turkish-backed armed group, killing three civilians and injuring another 10, the North Press Agency reported.

The Syrian Observatory for Human Rights said at least seven people were killed, including a doctor. Children are among the more than 30 people injured, according to the conflict monitor.

**No group has immediately claimed responsibility.**

Turkey and Syrian militia groups it supports seized control of the Kurdish enclave of Afrin in Syria's northwest in 2018. Rights agencies have reported looting, lawlessness, and harassing of



Cover Image: At least three people were killed in a car bombing in Afrin city on Monday, seen in this image grabbed from IHA video.

the Kurdish population under the militias' rule.

Turkey has conducted three military campaigns in northern Syria in the past several years, backing Syrian militia groups, and now controls Afrin, areas

north of Aleppo, and pockets of territory within Rojava in the northeast.

A string of blasts and attacks have rocked these areas in recent weeks.

A member of the Turkish Red

Crescent was killed in an attack on their vehicle near al-Bab, north of Aleppo, the aid agency announced on Monday. The vehicle was labeled with the well-known Red Crescent, it added.

The International Federation of Red Cross and Red Crescent societies (IFRC) condemned the incident, tweeting that humanitarians are not a target.

The Observatory reported exchange of fire between Turkish and Kurdish forces north of Aleppo on Monday, the second time in three days. A group calling itself the Afrin Liberation

Forces claimed to have killed Turkish soldiers in the Afrin countryside on September 12.

At least two people were killed last week in explosions in Sari Kani, on the border with Turkey.

LE FIGARO

14 septembre 2020

Par Philippe Gélie

## L'heure du réveil

**N**ul ne veut d'une guerre avec la Turquie, mais la réciproque est-elle vraie ? À en juger par la rhétorique et le comportement de Recep Tayyip Erdogan vis-à-vis de ses voisins, on peut en douter. En première ligne, la Grèce voit suffisamment de raisons de s'inquiéter pour engager son réarmement au pas de charge. Une stratégie défensive dans laquelle la France tient un rôle central, avec notamment un accord pour la fourniture de 18 avions de combat Rafale.

Après la solidarité affichée dans des manœuvres communes en Méditerranée orientale, cette mobilisation

aux côtés d'Athènes confirmera Emmanuel Macron comme... tête de Turc du néosultan d'Ankara. Personne en Europe, ni au sein de l'Alliance atlantique, ne s'est dressé plus catégoriquement contre les coups de force à répétition d'Erdogan. Les actes suivant aujourd'hui les paroles montrent que la France ne se laisse pas intimider par son ton belliqueux et ses menaces.

C'est un signal important, autour duquel l'Union européenne devrait s'empresse de faire bloc. Il est clair que le différend entre la Turquie et la Grèce (ainsi que Chypre) sur la délimitation du plateau

continental et l'exploration de riches gisements gaziers ne pourra être réglé qu'à travers le dialogue ou un arbitrage international. Mais il est tout aussi clair que cela suppose de tenir tête à un autocrate qui se croit tout permis. Soutenir Athènes est tout à l'honneur de la France - c'est aussi le devoir de l'UE, a fortiori quand l'Otan et les États-Unis restent inaudibles.

Tenir tête à un autocrate qui se croit tout permis

« Si vis pacem, para bellum » : l'antique conseil de préparer la guerre pour préserver la paix ne vaut pas seulement pour la Grèce. Il s'adresse à

l'Europe entière, sommée de se réveiller de son sommeil stratégique. L'instabilité du monde et l'affaiblissement du système multilatéral invitent le Vieux Continent à ne compter que sur ses propres forces. Derrière la Turquie hostile, il y a l'agressivité russe, la désertion américaine et l'expansionnisme chinois, autant de défis sur le terrain de la puissance. Si les Européens se couchent devant Erdogan, ils risquent de le payer cher et pour longtemps, les drames du passé nous l'ont appris.

LA CROIX

15 septembre 2020

Par Marie Verdier

## Pourquoi la Grèce s'arme contre la Turquie

**F**ace aux tensions gréco-turques, Athènes a décidé de renforcer ses capacités de défense et a annoncé l'achat, à la France, de dix-huit Rafale.

### ► Quelle est la situation en Méditerranée orientale ?

Si Athènes et Ankara annoncent régulièrement qu'ils sont prêts au dialogue, aucune désescalade n'est en vue entre les deux pays riverains qui se disputent la souveraineté sur les eaux de la Méditerranée. « La Turquie ne recule pas en Méditerranée orientale », a lancé lundi 14 septembre le ministre turc des affaires étrangères Mevlut Cavusoglu.

Son navire de recherches

sismiques Oruc Reis - qui patrouillait en mer depuis le 10 août à la recherche de gisements d'hydrocarbures - reprendra sa mission dès que possible ont annoncé les autorités. S'il est rentré au port d'Antalya le 12 septembre, c'est pour maintenance, approvisionnement et rotation d'équipages, et non « pour donner sa chance à la diplomatie » comme l'avait avancé dans un premier temps la presse gouvernementale.

### ► Qu'a décidé la Grèce ?

Se sentant fortement agressée par son grand voisin aux visées expansionnistes en Méditerranée, la Grèce a décidé de renforcer son armée « pour former un bouclier national », selon les termes de

Kyriakos Mitsotakis. Le premier ministre grec a consacré l'essentiel de son discours de politique générale, le 12 septembre, aux investissements d'achats d'armement pour renforcer et moderniser une armée vieillissante en hommes et en armes, après les coupes budgétaires imposées par les années de la crise grecque. Reste qu'avec 2,6% de son PIB consacré à la défense en 2019, selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri), Athènes a toujours les dépenses militaires les plus élevées de l'Union européenne.

### Le jeu dangereux de la Turquie en Méditerranée

Athènes prévoit ainsi de

s'équiper, auprès de la France, de 18 avions de combat Rafale - six neufs et douze d'occasion. Quatre frégates, quatre hélicoptères, des armes anti-chars, des torpilles et des missiles devraient compléter le programme d'investissement. Et ses rangs, forts d'une centaine de milliers d'hommes, professionnels et conscrits, devraient être renforcés grâce à 15 000 nouvelles recrues dans les cinq ans à venir.

« Des dépenses nécessaires et très bien accueillies par les Grecs, qui pensent qu'elles feront la différence dans l'équilibre entre la Grèce et la Turquie », fait valoir Ilias Kouskouvelis, professeur de

relations internationales à l'université de Macédoine à Thessalonique.

### ► Pourquoi la France est-elle solidaire ?

« Ce choix en faveur d'un avion de combat Dassault Aviation, au plus haut niveau de la technologie mondiale, vient renforcer le lien entre les forces armées grecques et françaises, et permettra d'intensifier leur coopération opérationnelle et stratégique », s'est réjoui la ministre des armées Florence Parly. En janvier dernier, Emmanuel

Macron avait annoncé la mise en place d'un « partenariat stratégique de sécurité » avec la Grèce. Le 10 août, dès que la Turquie a repris ses explorations d'hydrocarbures en mer, la France a dépêché deux Rafale à Chypre, en soutien à la partie chypriote grecque de l'île et à la Grèce.

### En Méditerranée orientale, les eaux de la discorde

« Le soutien de la France joue un rôle politique, diplomatique et psychologique dé-

terminant », souligne un observateur qui rappelle l'historique sentiment d'insécurité en Grèce. Éviter la guerre avec la Turquie fut l'une des motivations principales de la Grèce pour intégrer en 1980 l'Union européenne.

Ce soutien à la Grèce se fait aussi sur fond de bras de fer entre Emmanuel Macron et le président turc Recep Tayyip Erdogan. Les tensions franco-turques se sont fortement accrues après les succès engrangés par la Turquie en Libye, en soutien ouvert

au gouvernement de Tripoli, alors que la France avait misé sur le camp opposé de l'Est incarné par le maréchal Haftar.

Enfin, Paris en tire des intérêts pécuniaires. A-t-elle un peu tordu le bras d'Athènes pour ces achats ? Le 23 juillet, le quotidien La Tribune avait annoncé que la Grèce avait alors renoncé à acheter deux frégates de défense et d'intervention (FDI) françaises, jugées trop coûteuses.

**LA CROIX**

15 septembre 2020  
Par François d'Alañon

## Nucléaire iranien : les États-Unis mettent la pression sur les Européens

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo annonce le prochain « rétablissement » des sanctions de l'ONU suspendues depuis juillet 2015. Les Européens veulent préserver l'accord et s'y opposent.

Le bras de fer entre les États-Unis et les trois pays européens signataires de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 s'intensifie à l'approche du dimanche 18 octobre, date prévue pour la levée automatique de l'embargo sur les armes conventionnelles à l'Iran.

Dans une tribune publiée, lundi 14 septembre, dans *Le Figaro*, le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo dénonce la « la stratégie d'apaisement » des Européens et met la pression sur Emmanuel Macron en critiquant le refus de la France de prolonger l'embargo sur les armes et de désigner le Hezbollah comme une organisation terroriste.

Début septembre, à Londres, les ministres des affaires étrangères de la France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni ont réitéré leur opposition à la tentative des États-Unis de rétablir les sanctions multilatérales contre l'Iran.

L'administration américaine avait essuyé, le 25 août, un désaveu au conseil de sécurité de l'ONU, dont 13 membres sur 15 (sans les États-Unis et la République dominicaine) avaient réitéré la validité de la demande américaine. Selon ces pays, Washington, ne faisant plus partie depuis 2018 de l'accord conclu en 2015 avec Téhéran, n'a pas de base légale pour déclencher à l'ONU un retour de sanctions internationales.

« Mike Pompeo jete un pavé dans la mare en affirmant que les sanctions de l'ONU contre l'Iran, suspendues par l'accord, seront bientôt en vigueur et en laissant entendre que les États-Unis utiliseront tout leur arsenal de sanctions

extraterritoriales pour bloquer des ventes d'armes à l'Iran, estime François Nicoulaud, analyste et ancien ambassadeur de France en Iran.

Ce geste de dépit ne changera pas grand-chose à la position des Européens, qui donnent priorité à la préservation de l'accord. Un rétablissement des sanctions onusiennes pourrait conduire l'Iran à sortir de l'accord, voire du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). L'essentiel, aujourd'hui c'est de gagner du temps en attendant l'élection présidentielle américaine.

De son côté, l'ex vice-président Joe Biden explique que, s'il est élu à la Maison-Blanche, les États-Unis reviendront dans l'accord de 2015, si Téhéran retourne à l'application stricte de ses engagements. Avec nos alliés, nous travaillerons à renforcer et étendre les dispositions de l'accord, tout en abordant d'autres sujets de

préoccupation, affirme le candidat démocrate dans une tribune publiée sur le site de CNN, une position très proche de celle défendue par Paris et les autres capitales européennes.

En réponse au retrait unilatéral et à la « pression maximale » de Washington, Téhéran accélère sa politique de désengagement sur plusieurs points de l'accord : son stock d'uranium enrichi, le niveau d'enrichissement, le nombre de ses centrifugeuses et leur développement.

1 044 centrifugeuses sont en activité dans l'usine souterraine de Fordo, a déclaré, le 13 septembre, Ali Akbar Salehi, chef de l'organisation iranienne de l'énergie atomique (OIEiA). L'Iran a aussi lancé un projet d'usine de « centrifugeuses avancées » à Natanz, le site touché début juillet par une explosion qualifiée par Téhéran de « sabotage ».



## Un rapport de l'ONU dévoile des exactions systématiques dans les régions kurdes occupées par les Turcs en Syrie

**Les enquêteurs de la Commission indépendante internationale sur la Syrie décrivent une occupation militaire marquée dans les zones kurdes par des violations organisées des droits humains.**

Un jour d'hiver, dans un centre de détention installé dans une ancienne école de la ville occupée d'Afrin, les miliciens stipendiés par la Turquie de l'Armée nationale syrienne (ANS) ont hurlé à leurs prisonniers kurdes l'ordre de sortir de leurs cellules. Ils les ont réunis dans le hall du bâtiment pour une occasion spéciale, quelque chose de différent des tortures et humiliations routinières auxquelles ils sont habituellement soumis. Une jeune fille kurde mineure capturée dans cette région kurde syrienne venait d'être arrachée de sa cellule et amenée devant eux. Sous les yeux des détenus rassemblés, les geôliers l'ont violée, puis violée encore, les uns après les autres, en les forçant à regarder son supplice.

Cet épisode, dont Le Monde a pu consulter le compte rendu complet, n'est qu'une exaction parmi tant d'autres commises par des alliés de la Turquie à avoir retenu l'attention des enquêteurs de la Commission indépendante internationale des Nations unies sur la Syrie. Leur rapport sur la situation des droits humains dans le pays, paru mardi 15 septembre, porte sur des violations documentées par l'ensemble des acteurs du conflit syrien et décrit avec une autorité jusqu'alors inédite et en profondeur l'ordre de terreur imposé par la Turquie dans deux régions kurdes de Syrie donnant à voir entre les lignes la responsabilité d'Ankara dans ces atrocités. Résultat d'offensives menées en 2018 et 2019 contre les



Des soldats turcs avec des membres de l'Armée syrienne libre, à Afrin, le 2 avril 2018. Photo agence Anadolu, organe officiel du gouvernement turc. OMER ALVEN / ANADOLU AGENCY VIA AFP

Forces démocratiques syriennes (FDS), à dominante kurde, dans le contexte du conflit qui oppose sur son territoire Ankara au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la mainmise turque sur ces territoires s'est installée au fil des mois loin du regard des observateurs internationaux.

Sans précédent, du fait de sa précision et de ses implications, le texte rédigé sous le mandat du Conseil des droits de l'homme des Nations unies va désormais jusqu'à décrire, en creux, la Turquie comme la puissance occupante de ces territoires. Une source diplomatique turque a indiqué au Monde qu'Ankara n'avait pas pour l'heure de réaction à apporter, rappelant que la Turquie avait coopéré avec les enquêteurs de la commission.

### Politique d'exactions planifiée

Les violations documentées ont été commises dans deux régions distantes de près de 300 kilomètres, Afrin et Ras Al-Aïn, enclaves contrôlées par la Turquie et soumises à des exactions similaires, ce qui pointe vers des pratiques systématiques dont les responsables se trouvent à Ankara. Pour la première fois, le rapport des Nations unies ne se contente pas d'énumérer des actes isolés mais une politique raisonnée dans le cadre de laquelle les exactions visant les populations kurdes ont été organisées, coordonnées, planifiées.

Un trait saillant se dégage : la guerre systématique que les miliciens syriens soutenus par Ankara mènent aux femmes kurdes dans les régions qu'ils occupent

Les enquêteurs notent ainsi des « pillages systématiques » menés par les supplétifs syriens d'Ankara, des confiscations de propriétés, des détentions arbitraires, le déplacement forcé de familles kurdes fuyant « meurtres, menaces, racket, enlèvements, tortures et détentions », sous les yeux – voire avec la coopération – des autorités militaires et civiles turques qui règnent en maître dans cette zone grise, livrée au chaos et au droit du plus fort.

Dans son rapport, la commission relève que « les forces turques étaient informées et présentes dans les installations contrôlées par l'ANS où les mauvais traitements des détenus étaient généralisés, y compris lors des sessions d'interrogatoires au cours desquelles des actes de tortures ont eu lieu ».

### Le viol comme arme de guerre

Le rapport publié mardi a pu ainsi confirmer la pratique endémique du viol et d'autres violences sexuelles comme armes de guerre dans la région d'Afrin par des membres des groupes armés pro-Turcs qui forment l'ANS.

Par ailleurs, à Afrin comme à Ras Al-Aïn, « les femmes kurdes (...) ont subi des actes d'intimidation par des membres

de brigades de l'ANS, créant un climat généralisé de peur qui les confine dans leur foyer ». Les femmes issues de la communauté yézidie, une minorité religieuse kurdophone et non musulmane ravagée en Irak par l'organisation Etat islamique, comptent parmi les plus vulnérables. L'une d'entre elles, enlevée par des miliciens pro-turcs, a ainsi été intimidée de se convertir à l'islam lors d'un interrogatoire, d'après les enquêteurs.

« La région d'Afrin se trouve dans un angle mort depuis que les forces turques en ont pris le contrôle en 2018, relève un expert international proche du dossier. Le climat de peur qui y règne dissuade les habitants de témoigner. Ils savent que si les nouvelles autorités décèlent le moindre signe qu'ils ont communiqué avec l'extérieur sur les conditions de l'occupation, ils risquent la torture ou la mort. » De fait, les moyens de coercition mis en place dans ces territoires dépassent les capacités de simples groupes armés. Ils sont adossés à la toute puissance d'un Etat, la Turquie, membre de l'OTAN.

#### L'implication turque « est totale »

« Les réseaux téléphoniques syriens ont été remplacés par le réseau turc. Les forces de l'ordre turques ont déployé des caméras de surveillance, mènent

des arrestations conjointes... Leur implication est totale », juge un spécialiste du dossier. D'après des informations obtenues par Le Monde et non incluses dans le rapport, la gendarmerie turque de même que les forces spéciales de la police turque occupent ainsi de manière permanente deux anciennes écoles à Afrin. Face à cette présence, des groupes clandestins liés aux forces kurdes mènent des opérations de guérillas. Des attentats visant les casernements de groupes armés pro-Ankara ont également été commis, provoquant de nombreuses pertes civiles. Le dernier en date, une attaque au véhicule piégé, a fait trois morts civils dans le centre d'Afrin, lundi.

Les autorités civiles turques sont aussi impliquées dans cette occupation qui se traduit par l'utilisation de la livre turque dans les échanges commerciaux, la supervision de la gouvernance de ces territoires par des fonctionnaires turcs, dans les secteurs de la santé comme de l'éducation. Ce travail de reconstruction s'accommode volontiers de nombreux crimes de guerre, comme l'appropriation forcée de propriétés civiles, qui induisent un changement démographique de ces régions. Le rapport note à cet égard un cas des plus parlants, qui dénote de la relation organique qu'entretiennent les miliciens de l'ANS,

l'administration civile turque et certaines organisations à vocation humanitaire proches du gouvernement d'Ankara.

Le rapport conclut que la Turquie détient un « contrôle effectif » de ces territoires

Les enquêteurs ont ainsi montré qu'à Ras Al-Aïn, « des membres de la brigade Hamza se sont approprié le domicile d'une famille kurde transformé ensuite en institut d'études coraniques contrôlé par la Fondation pour les droits humains, les libertés et l'aide humanitaire (IHH) ». Le rapport note que l'inauguration officielle de cet institut a eu lieu en la présence du gouverneur de la province turque voisine de Sanliurfa. Cet événement, largement médiatisé localement, a eu lieu le 23 juin.

#### Puissance occupante

La répression qui s'est abattue sur les régions majoritairement kurdes syriennes contrôlées par la Turquie et ses alliés ne connaît pas non plus de frontière. La commission des Nations unies sur la Syrie déclare, dans le rapport publié mardi, que « des ressortissants syriens, y compris des femmes, ont été détenus par l'ANS dans la région de Ras Al-Aïn, transférés par les forces turques à la République de Turquie, accusés de crimes commis dans la même région, notamment de

meurtre ou d'appartenance à une organisation terroriste, le tout conformément au droit pénal antiterroriste turc ». Cet aspect est considéré comme l'un des plus préoccupants au regard du droit international par les membres de la commission.

Le choix de mettre en avant cette réalité n'est pas anodin. L'objectif réel des conclusions juridiques de la partie du rapport consacrée aux régions placées sous influence turque est de pointer le fait que la Turquie y exerce un rôle de puissance occupante et de mettre ainsi Ankara en face de ses responsabilités au regard du droit international. Du point de vue juridique, le rapport conclut que la Turquie détient un « contrôle effectif » de ces territoires.

Entre les lignes, c'est bien du statut de puissance occupante régi par les conventions de Genève auquel il est fait référence. La commission note par ailleurs que les autorités turques n'étant pas intervenues alors que des exactions documentées étaient commises par leurs alliés locaux, Ankara « pourrait avoir violé [ses] obligations ». Le travail de documentation des enquêteurs de la commission et le début de qualification juridique des faits offrent une perspective aux victimes mais, dans les régions kurdes occupées par Ankara au nord de la Syrie, l'impunité règne toujours, sous le drapeau turc.

**L'Orient  
LE JOUR**

15 septembre 2020  
avec l'AFP

## La Turquie condamnée par la CEDH pour la détention de l'écrivain Ragip Zarakolu

La Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a condamné mardi la Turquie pour la détention de l'écrivain Ragip Zarakolu entre

octobre 2011 et avril 2012, estimant cette détention "arbitraire" et ayant porté atteinte à sa "liberté d'expression".

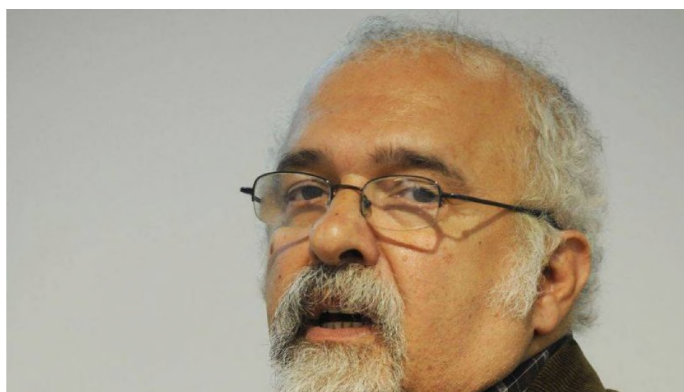
Ragip Zarakolu, militant des droits de l'Homme et fondateur de la maison d'édition "Belge", avait été arrêté le 28 octobre 2011 et placé en garde à vue dans le cadre

d'une enquête visant des personnes soupçonnées d'appartenance à l'Union des communautés du Kurdistan (KCK), une organisation illégale en Turquie,



proche du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). Il a ensuite été placé en détention provisoire pour "appartenance à une organisation terroriste". Après plusieurs recours, la justice turque a finalement ordonné sa remise en liberté, le 10 avril 2012, soit 165 jours après son arrestation. Mais la procédure pénale à son encontre est toujours pendante, et M. Zarakolu risque 10 ans d'emprisonnement.

La CEDH a jugé cette détention provisoire "arbitraire et irrégulière", pointant "l'ab-



L'éditeur turc Ragip Zarakolu a été arrêté par la police le 28 octobre 2011 pour ses liens présumés avec l'Union des Communautés du Kurdistan (KCK). Photo d'archives John Macdougall / AFP

sence de faits, d'information ou de preuves solides pour démontrer l'activité délictuelle" de Ragip Zarakolu.

Les juges ont également souligné la "restriction totale" d'accès au dossier imposée à M. Zarakolu,

pendant les cinq premiers mois qui ont suivi son arrestation, ne lui laissant "pas de possibilité satisfaisante de réfuter" les motifs de sa détention.

Enfin, ils ont condamné "l'ingérence dans l'exercice du droit à la liberté d'expression", un droit garanti par l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. La Turquie devra verser 6.500 euros pour dommage moral à M. Zarakolu, qui réside en Suède.



15 septembre 2020

## Ain : Un extrémiste pro-Turquie jugé pour « appel à la haine et incitation à la violence »

**P**ROCES - Le 24 juillet, la communauté arménienne de Décines organisait un rassemblement qui a été perturbé par l'arrivée de plusieurs militants turcs armés de barres de fer.

Un rassemblement de la communauté arménienne, organisé dans le Rhône, a été perturbé cet été par des militants pro-Turquie, venus en découdre avec des barres de fer.

Si la situation a été maîtrisée par la police, quatre suspects ont été arrêtés.

L'un d'eux, soupçonné d'être l'instigateur du mouvement, sera jugé jeudi dans l'Ain pour « incitation à la haine ».

La communauté arménienne de Décines-Charpieu, près de Lyon, n'avait jamais vu ça. Le 24 juillet, des extrémistes pro-Turquie armés de barres de fer ont voulu attaquer ses membres et cela a failli dégénérer.

Ahmet Cetin, l'un d'entre eux sera jugé jeudi devant le tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse pour « incitation à la violence ou à la haine raciale ». L'homme, interpellé le 17 août dans l'Ain, où il réside, comparaitra libre.

Ce 24 juillet, les assaillants se sont mis à crier « Où sont les Arméniens ? Où sont les Arméniens ? », raconte à l'AFP Raffi Tanzilli, président régional du Comité pour la défense de la

cause arménienne (CDCA). Et d'ajouter : « Franchement, j'ai organisé de nombreux rassemblements et manifestations, mais là j'ai vraiment eu peur que ça tourne en bataille rangée ».

« **Loups gris** »

Cinq cents personnes, dont une poignée d'élus, avaient été réunies à Décines (Rhône) par le CDCA pour protester contre « l'agression turco-azerbaïdjanaise » à la frontière nord-arménienne, théâtre de plusieurs affrontements meurtriers cet été. Sur la place, le rassemblement a vite été troublé par des détonations de mortiers. Puis les participants ont reçu des appels les prévenant d'une

menace : l'arrivée, à deux rues de là, de « Loups gris », surnom des ultranationalistes turcs.

Plusieurs témoins racontent avoir vu des militants masqués, munis de barres à mine et d'armes blanches, mais le dispositif policier, mis en place, a permis d'empêcher la confrontation avec des jeunes d'origine arménienne, eux aussi prêts à en découdre.

Quelques véhicules sont endommagés et la vitrine d'une cordonnerie arménienne visée par des tirs de mortiers, mais la catastrophe a été évitée. L'affaire, largement passée sous les radars de la presse nationale, s'est soldée par l'interpel-

lation de quatre militants pro Turquie. Ces derniers ne seront pas poursuivis, regrette la communauté arménienne. Confirmation n'a pu être obtenue du parquet.

### Le présumé instigateur, ex-candidat aux législatives de 2017

Mais, rapidement, un des initiateurs de cette « descente » anti-arménienne a été identifié. Natif d'Oyonnax, Ahmet Cetin, farouche partisan du président

Recep Tayyip Erdogan, multipliait depuis plusieurs mois les appels anti-kurdes et anti-arméniens sur les réseaux sociaux, et il s'est filmé même ce 24 juillet dans les rues de Décines. Dans une autre vidéo, filmée le même jour par un riverain, on l'entend donner instruction à ses camarades de « jeter (leurs) couteaux » à la vue des forces de l'ordre.

A l'appui de la plainte du CDCA, figure notamment une vidéo récente où il affirme en turc : «

Que le gouvernement me donne 2.000 euros et une arme, et je ferai ce qu'il y a à faire où que ce soit en France ».

« On a engagé des poursuites parce qu'on est extrêmement préoccupé, confie Jules Boyadjian, président du CDCA. Les « Loups gris » prennent de nombreuses initiatives en Europe. On l'a récemment vu en Autriche et en Allemagne. Une action décomplexée provoquée par Erdogan, qui appelle à demi-

mot des partisans à l'étranger à la confrontation. »

Ex-candidat aux élections législatives 2017 dans l'Ain sous l'étiquette du Parti égalité et justice proche d'Erdogan, Ahmet Cetin a été condamné en 2018 à trois ans d'inéligibilité par le Conseil constitutionnel pour ne pas avoir déposé de comptes de campagne. A Bourg-en-Bresse, il risque cette fois un an de prison ferme.



September 16, 2020  
By Hiwa Shilani

## COVID-19: Iraq exceeds 300,000 total cases, warns of second wave

**E**RBIL (Kurdistan 24) – Iraqi announced on Wednesday that it had confirmed 4,357 new coronavirus infections over the previous 24 hours, pushing the total national tally since the country's first known infection in February over the 300,000 mark.

According to figures released by the Ministry of Health and Environment, health workers completed 24,558 coronavirus tests in the past day, adding up to 1,973,089 tests carried out to date. The total number of patients in Iraq who have so far contracted the highly-contagious disease has reached 303,059, with 8,248 of them having died.

Earlier that day, a Baghdad health official said it was expecting a sizable surge in cases in the coming months, in part due to the normal autumn flu season.



A coronavirus patient undergoes plasma treatment at an Iraqi hospital. (Photo: Archive)

"The epidemiological situation is still unstable and the danger lies within the next two months," said Abdul Ghani Saadi, head of Rusafa Health Directorate, stressing "the importance of preparing more and more thoroughly, given the expectations related to a new pandemic wave because of weather fluctuations that are

likely to lead to an increase in infection rates."

He attributed the present spike in numbers to "the increase of the number of tests and citizens' disregard for preventive measures."

Saadi also spoke of the necessity to "train new health staff for

the second wave, as well as continuing awareness campaigns and emphasizing the need to abide by precautionary restrictions."

Today's figures reported by the Iraqi federal government in Baghdad do not include the most recent developments in the autonomous Kurdistan Region, which has its own health ministry and typically announces results later in the day. As such, Kurdistan's figures are usually added to the following day's national tally. The coronavirus has infected nearly 30 million people worldwide and killed over 937,000 according to government-reported data compiled by Johns Hopkins University. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.

## France vs. Turkey: A Showdown in the Mediterranean Is Brewing

**F**rench President Emmanuel Macron has thrust France into a leadership role by deciding to buttress Greek and Cypriot interests in the Mediterranean. Laying out his rationale in an August 29 speech, he depicted a Mediterranean beseeched by conflicts. He included clashes from Syria to Libya, disputes over energy, the never-ending peace process, failed states like Lebanon and intense demographic pressures.

More worryingly for him, new developments are exacerbating the current state of affairs. These include the retreat of the United States and general European indifference. But there is also the reemergence of two great powers, Russia and Turkey, both of which arrive with considerable historical baggage. In Turkey, Macron perceives a dangerous revisionist power imbued with a sort of “fantasy” regarding its past history. He also has upped the pressure at the MED7 Corsica summit last week by encouraging Europeans to stand firm against Ankara.

This is because Ankara has deployed an armada of naval vessels that accompany its seismic research ships in pursuit of hydrocarbon resources and influence in the Eastern Mediterranean. Turkish vessels have crossed into the Exclusive Economic Zones (EEZ) of both Greece and Cyprus challenging their sovereignty. The Turks have made it clear that they are willing to use force if necessary, while carrying out these missions.

Greece and Cyprus do not have the military wherewithal to stop

the Turks and this is where Macron comes in. Alarmed by the challenges to the sovereignty of two European Union members, Macron has deployed the French navy’s considerable assets to support both countries. He has said that he is laying down a red line intended to deter Ankara. In what perhaps is a first of its kind, he rebuked a fellow North Atlantic Treaty Organization member by pointedly maintaining that the Turkish President Recep Tayyip Erdogan and the Turks respect only actions and not words.

Erdogan was quick to respond by accusing the French leader and others of being greedy and oblivious to the dire consequences of taking the Turks on.

At the heart of the dispute is Turkey’s decision to explore for hydrocarbon resources in waters deemed to be within the Greek and Cypriot EEZs. The EEZ is a legal designation, together with the concepts of continental shelf and territorial limits, agreed to by the signatories to the 1982 United Nations Law of the Sea Convention or UNCLOS. Accordingly, coastal states can claim up to a 200 miles area as their EEZ where they have the right to exploit existing resources. The problem is that the Mediterranean is a semi-closed sea where countries’ respective EEZs bump into each other. Turkey, while not a signatory to UNCLOS, has decided to interpret its provisions differently. It does not recognize the fact that islands also have a right to an EEZ and hence challenge much of Greece and Cyprus’s EEZ designations.

Turkey does have a valid issue. The hundreds of Greek islands that dot the Aegean Sea, some as close as a mile to the Turkish coast, effectively confine Turkish interests to a very narrow strip. Turkey’s answer is to assert that these islands are part of its continental shelf and hence ineligible to claim their own EEZs. Notwithstanding Turkish proclamations, the status of the Aegean deserves to be adjudicated. The Greek government has made it clear that it is willing to negotiate provided Ankara stops threatening them and remove its naval assets. Cyprus, however, is altogether another matter: Turkey has occupied some 40% of the island since 1974 and refuses to recognize Cyprus, making negotiations between Nicosia and Ankara unlikely in the near future.

The French have also been angered by Turkish interference in Libya in what they see an attempt by Erdogan to extend his influence in an area that is the soft underbelly of Europe. Last month, French and Turkish naval vessels were involved in a tense altercation off the Libyan coast. Turkey also concluded an EEZ agreement of its own with the Libyan government designed to cut the Mediterranean into two with the possible intention of preventing Cyprus, Egypt and Israel from exporting natural gas to Europe through a pipeline.

Macron’s forceful intervention may be having its desired effect. He is pressing the Europeans to take a stand as German efforts at mediation have not had much impact. European leaders will consider imposing sanctions on Turkey in their upcoming Sep-

tember 24 summit. Erdogan, in messages to the outside world, has of late softened his stand suggesting that he is open to negotiations with all parties except Cyprus which Turkey does not recognize. More importantly, he has removed Oruç Reis, the exploratory vessel from the Aegean and sent it back to port. This Turkish decision to dial down tensions taken in anticipation of the pending European Union Summit was also made all the more necessary by Moody’s unprecedented downgrade of Turkish debt deeper into junk category. In justifying its decision, Moody’s pointed to not just the government’s poor steering of the economy but also to the rising tensions, including in the Eastern Mediterranean, resulting from Turkey’s foreign policy stances.

Yet at home, Erdogan’s rhetoric remains rancorous; he is threatening the French as well as all the others and using the Eastern Mediterranean crisis to inflame nationalist sentiments. Facing a series of domestic setbacks, he faces the unenviable task of figuring how to climb down from the escalation ladder.

The jury may still be out on Macron’s step into the leadership vacuum; Turks have backed down for the moment. Back in 1996, when Greece and Turkey almost went to war over two nondescript rocks in the Aegean, Washington had stepped in to diffuse the situation. Today, not only is Washington absent, but President Trump is also seen as having emboldened Erdogan. In risking a showdown with Erdogan, Macron at least deserves recognition for trying.





# Turquie. Le pays qui fait trembler ses voisins

Au Moyen-Orient, Ankara est désormais une puissance prédatrice brouillée avec presque tous les pays. Une puissance qui n'hésite pas à utiliser la force pour asseoir son pouvoir.

—L'Orient-Le Jour  
Beyrouth

Commençons par une devinette. Je suis un pays qui s'ingère dans plusieurs zones du Moyen-Orient au nom d'une politique impérialiste et revancharde. Je suis un pays dont le leader multiplie les discours bellicistes et qui a réussi à créer contre lui une alliance inédite entre des puissances aux intérêts très divergents.

Je suis un pays qui empêche les deux jeunes leaders des pétromonarchies du Golfe, [le prince héritier saoudien] Mohammed ben Salmane et [le prince héritier des Émirats arabes unis] Mohammed ben Zayed, de dormir. Qui suis-je ? L'Iran de l'ayatollah Khamenei ? Non : la Turquie de Recep Tayyip Erdogan.

En quelques années, la Turquie a réussi à se mettre à dos une grande partie des États de la région, de la Méditerranée orientale au golfe d'Aden. Il y a les adversaires historiques, comme la Grèce ou Chypre. Il y a les rivaux des "printemps arabes", comme l'Égypte ou les Émirats arabes unis. Il y a les pays avec lesquels la relation n'a cessé de se dégrader au cours de ces dernières années, comme Israël ou l'Arabie Saoudite. Et il y a enfin les pays qui voient d'un mauvais œil l'influence turque sans s'y opposer frontalement, comme l'Irak ou l'Iran.

Ankara intervient aujourd'hui militairement en Syrie, en Libye et en Irak, alors que sa flotte maritime tente en même temps de faire de la Méditerranée orientale un lac turc. On évoque, sans que cela soit pour l'instant confirmé,

une tentative de s'impliquer au Yémen et de prendre le relais du leadership saoudien auprès des sunnites au Liban.

Dans tout cet espace géographique, marqué par plusieurs théâtres de conflits - Libye, Syrie - et par une lutte pour l'appropriation des ressources gazières en Méditerranée orientale, Ankara n'a que deux alliés : le GNA de Fayez Al-Sarraj, qui contrôle la partie ouest de la Libye, et le Qatar, qui subit un blocus de la part de l'axe saoudo-émirati depuis juin 2017.

**Mythe.** La politique turque semble être mue par deux logiques, dont le rais [Erdogan] parvient à faire la synthèse. La première, que l'on perçoit surtout au niveau du narratif, relève d'une volonté de ressusciter l'Empire ottoman, ou plutôt le mythe qu'il inspire. Le président turc emploie une rhétorique néo-ottomane et en utilise chacun des symboles. Il se comporte avec les puissances du Proche et du Moyen-Orient comme si l'on était encore au temps de la Sublime Porte et dispute à l'Arabie Saoudite son statut de leader du monde sunnite et de protectrice des lieux saints.

La seconde est d'essence nationaliste. Ce sont avant tout des intérêts pragmatiques qui poussent la Turquie à intervenir en Libye, en Syrie ou en Irak. La Turquie s'estime lésée par le partage des frontières qui s'est décidé lors du traité de Lausanne, en 1923.

En Méditerranée orientale, où la Turquie est complètement isolée, Recep Tayyip Erdogan a repris la doctrine des généraux turcs de la "Patrie bleue" [un programme politico-militaire préconisant une protection agressive des frontières maritimes turques] qui pousse Ankara à imposer sa souveraineté sur une zone de 462 000 km<sup>2</sup> en mers Noire, Égée et Méditerranée.

La Turquie est devenue une puissance prédatrice qui cherche un peu partout à contester le droit international. Elle est pour beaucoup l'ennemi à abattre, celui qui suscite le plus de crainte, reléguant même l'Iran au second plan des menaces régionales pour une partie des pays arabes sunnites.

À l'instar de l'Iran, la Turquie joue la carte russe contre l'hostilité occidentale, mais Moscou est un faux allié pour les deux pays, pour des questions tant d'intérêts contradictoires que de rivalités historiques. À la différence de l'Iran, la Turquie est toutefois membre de l'Otan, et les États-Unis, malgré la relation en dents de scie entre les deux pays, n'ont pas rejoint pour le moment l'alliance antiturque.

Alors : Iran, Turquie, même combat ? Pas tout à fait. La Turquie n'est pas encore considérée comme un État paria dans la région, et l'influence turque ne repose pas sur les mêmes mécanismes, elle s'appuie sur une certaine légitimité. La politique iranienne dépend des milices chiïtes que Téhéran a formées dans les diffé-

rents pays du monde arabe et qui s'inscrivent en opposition aux États dans lesquels elles se trouvent, tout en cherchant à y gagner de plus en plus d'influence. Les Turcs, qui s'appuient en Syrie et en Libye sur des milices syriennes, ont une politique plus étatique, intervenant avec leurs armées et en grande pompe. La stratégie de domination turque est totalement assumée.

Dernière différence et non des moindres : l'Iran agit partout comme une puissance contre-révolutionnaire, qui vient au secours des régimes autoritaires ou cherche en tout cas à préserver le statu quo. Ankara, en revanche, est intervenu en Libye en soutien au gouvernement reconnu par la communauté internationale, contre les forces armées du maréchal Haftar.

Il s'invite dans le jeu syrien aux côtés des rebelles contre Bachar El-Assad, mais s'en est également servi pour lutter contre ses ennemis kurdes. La Turquie a des raisons légitimes de vouloir redéfinir son rôle dans la région. Mais à vouloir le faire systématiquement par la force, et en balayant toute initiative diplomatique, elle est en train de devenir le nouvel Iran.

—Anthony Samrani  
Publié le 4 septembre

## Ankara sème la zizanie

Suivant son rêve ottoman, le président Erdogan veut impliquer son pays dans les affaires libanaises, au risque d'attiser la haine entre ses différentes composantes.

—Al-Modon Beyrouth

Parler de l'influence turque au Liban n'est plus une vue de l'esprit. C'est ce que l'on voit quand les Arméniens libanais dénoncent la politique d'Ankara et de son président. Des foules composées se mobilisent alors dans une déferlante de drapeaux rouges [couleur de l'emblème national turc] pour prendre la défense d'Erdogan et pour glorifier l'héritage ottoman.

Les Arméniens du Liban sont majoritairement descendants de survivants du [génocide] perpétré par le sultanat ottoman. Hommes et femmes avaient fui leurs villages, ravagés par les flammes, et étaient arrivés au Liban à pied pour y refaire leur vie.

Au Liban, l'hostilité à l'égard des Arméniens s'est surtout manifestée depuis un premier voyage d'Erdogan à Beyrouth il y a une bonne dizaine d'années [novembre 2010]. Cette visite a marqué le début d'une politique d'encouragement aux "minorités turques" vivant au Liban et de soutien à la culture turque afin de répandre la nostalgie de l'Empire ottoman. Or il est difficile pour un Arménien d'adhérer à l'idée selon laquelle on vivait mieux sous le règne du sultan qu'on ne vit aujourd'hui.

Cette politique d'influence de la Turquie s'appuie sur des facteurs ethniques et idéologiques. L'élément ethnique, c'est surtout la minorité turkmène [peuple turcophone vivant en Asie et dans différents pays du Moyen-Orient] du nord du pays et de la plaine de la Bekaa [est du Liban].



La Turquie a clairement investi dans ces zones ces dernières années, que ce soit à travers des projets de développement ou en finançant des ateliers culturels et des conférences sur l'histoire des Ottomans dans les universités. Les étudiants qui participent à ce genre d'activités se retrouvent ensuite au premier rang pour défendre la Turquie et son président contre toute voix critique.

Ankara a également réactivé les liens culturels avec un certain nombre de familles libanaises d'origine turque. Celles-ci ne viennent pas nécessairement du territoire de l'ancien Empire, mais peuvent être originaires par exemple de Crète. Ces dernières années, la Turquie a été très active auprès de ces familles, notamment en leur offrant – ainsi qu'aux Turkmènes – la possibilité de déposer une demande d'obtention de la nationalité turque.

**Au Liban, l'hostilité à l'égard des Arméniens s'est surtout manifestée depuis une visite d'Erdogan.**

intervenir directement dans la politique libanaise. Pour l'instant, il continue de renforcer la coopération et le soutien à des projets de développement, en inaugurant un hôpital turc à Saïda [Sud-Liban] ou en projetant d'ouvrir une université dans le nord du pays. Mais il y a des signes d'un changement d'attitude.

Parmi ces signes, il y a le fait qu'Erdogan réagisse si vivement quand Emmanuel Macron déclare que la Turquie se mêle des affaires libanaises et quand il établit un lien entre les dossiers libanais et libyen lors de sa conversation téléphonique avec son homologue américain, Donald Trump.

Pour se démarquer du président français, Erdogan s'est également fait le chantre de la "fraternité éternelle" avec le Liban (opposée à la brève colonisation française). Et clairement, la Turquie accorde davantage d'importance au Liban depuis l'explosion dans le port de Beyrouth [4 août] et le voyage de Macron qui s'est ensuivi. Ce nouveau rôle que veut jouer Ankara s'expliquerait également par les nouvelles ressources financières dont la Turquie dispose

Quelque 10 000 Libanais ont ainsi obtenu un passeport turc. Pour être précis, 9 653 selon les chiffres de 2019, en sachant que 17 945 demandes étaient encore en attente de traitement. Mais aujourd'hui, on assiste à une nouvelle vague de naturalisation puisque, selon les déclarations faites au début du mois d'août par le ministre turc des Affaires étrangères, Mevliit Cavusoglu, la Turquie souhaite naturaliser un nouveau contingent de Turkmènes libanais.

Cet élément ethnique va de pair avec un élément idéologique. La Turquie soutient le courant islamiste et entretient le réseau d'associations qui se placent dans l'orbite de la Jamaa Islamiya, la branche libanaise des Frères musulmans. Ces liens sont complexes, mais ne sont pas comparables à ceux du Hezbollah avec l'Iran. Toutefois, on peut difficilement écarter l'idée que la Turquie souhaitera un jour s'en servir pour faire jouer à ce courant un rôle politique.

Même si le président turc est conscient de la sympathie qu'il suscite chez les sunnites, il n'a encore pas franchi le pas pour

depuis la découverte de gaz en mer Noire.

Si la Turquie devait décider de devenir un acteur dans la vie politique libanaise, le terrain serait prêt. En revanche, sa façon de traiter la question arménienne montre que cela ne serait pas sans conséquences pour un pays déjà fragilisé, en donnant un coup de massue à ce qui reste de son pluralisme.

— Mohand Al-Haj Ali  
Publié le 24 août



**SOURCE**

**AL-MODON**

Beyrouth

[almodon.com/](http://almodon.com/)

Fondé en février 2013, le site "Les Villes" couvre l'actualité du Liban et du monde arabe. De tendance gauche libérale, il se veut l'expression des sociétés civiles, libanaise et arabe, impliquées dans les "printemps arabes" et en lutte contre la "tyrannie sécuritaire et religieuse". En trois ans, Al-Modon est devenu une des sources arabes les plus fiables, les plus variées et les mieux documentées.





September 16, 2020  
By Zhelwan Z. Wali

## Women's rights activists say Kurdistan's new abortion law doesn't go far enough

**E**RBIL, Kurdistan Region – The Kurdistan Region parliament has passed a law for the first time legalizing abortion under strict conditions, but women's rights activists say the law does not go far enough.

Parliament passed the Patient's Rights and Responsibilities law on Tuesday, which includes a provision on abortion.

"A pregnant woman suffering from a dangerous ailment that poses a serious threat to her life, it is possible to abort her child with consent from the patient and her husband, a decision from an expert committee which should not consist of fewer than five physicians, and a test that should have been done in the public sector," reads Article 7 of the law.

"Other than this case, abortion is categorically prohibited," it adds.

Under the Iraqi penal code, abortion is illegal. Any doctors

who perform the procedure could be jailed for three years and lose their license. Iraqi laws are not automatically applied within the Kurdistan Region, but must be approved by the Kurdish parliament, which can also make amendments and pass its own laws independent of Baghdad.

"In the past we had a legal vacuum on the subject of medical abortion here in Kurdistan," MP Galawzh Obeid Osman, a member of the parliament's health committee, told Rudaw English. "This is not uncommon. Medical abortion is allowed in most European countries and our neighboring countries. It was a must and we had to at some point legalize medical abortion."

"Before adding this article in the law, we consulted the Kurdistan Islamic Scholars and their fatwa committee, as well as Christian and Yezidi MPs. We all unanimously agreed that only medical abortion should be allowed to save the life of the mother if her

life is at stake," Osman said, adding "there were no negative reactions among the lawmakers about this subject."

Women's rights activists say they want the law to go much further, and not be limited to medically necessary cases.

"We are for abortion according to law, not in secret ways. But the law they have passed does not really allow a true abortion. They have legalized only medical abortion. The space must be wider, because in all cases, women must enjoy the right to decide on their own body," Bahar Ali, head of the We Organization for Human Development, told Rudaw English.

She said women must be allowed to make their own choices in the case of an unwanted pregnancy. "They must have the power to abort a child that has ended up in their womb without their own will," Ali said.

"We have cases of rape. Why is

a woman not allowed to abort a child that has ended up in her body as a result of a rape? A girl who engages in a sexual relationship with her boyfriend may get pregnant and she risks being killed by her family. Do not just talk about the health of a woman, what about the life of a woman," she said.

Kosar Karim, a women's rights activist, also slammed the law, saying women must have full control. "As a mother I must wield all the power to decide whether or not to have a child," she told Rudaw English.

"The lawmakers from the human rights and women rights [committees] should not have accepted this abortion section to be passed as such. There is no need to only legalize medical abortion, because it already must happen," she added.



September 17, 2020

## Turkey detains, sentences to prison, refers to Interpol Kurdish politicians

**T**urkish police in the southeastern Hakkari province has detained Leyla Güven, former deputy from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP),

HDP's Hakkari chapter announced on Thursday.

"The detention was due to her call for peace yesterday," HDP Hakkari said in a tweet. "You

cannot intimidate us with arbitrary arrests. Whatever happens we will shout out for peace."

Güven had visited Hakkari to

meet with the Peace Mothers, a civilian initiative of women calling for a peaceful resolution to Turkey's Kurdish issue, and attended a press conference on Wednesday, Mezopotamya



Agency reported. A member of the initiative, Fatma Turan, was also detained the same day for insulting Turkish President Recep Tayyip Erdoğan.

Turan and Güven were both released after giving statements at the police station, while the peace activist was put on parole.

Leyla Güven was stripped of her parliamentary status in June, when a Turkish court finalised a prison sentence over charges of terrorism. She had been arrested in January 2018, and was elected to parliament in the June 2018 elections. She was not released from prison despite her parliamentary status granting a suspension of persecution until the end of her term.

The lawmaker went on a hunger strike in November 2018, protesting prison conditions for political prisoners and Abdullah Öcalan, jailed leader of the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK) that Turkey has designated a terrorist organisation. She was released in January last year.

Following the stripping of her immunity, Güven was detained on June 5, to be released five days later.

Meanwhile in southeastern Diyarbakır, home to Turkey's largest Kurdish population, the chief public prosecutor's office petitioned the Justice Ministry to issue an INTERPOL red notice against another former HDP deputy, Osman Baydemir.

The Diyarbakır chief prosecutor

demanding the notice in relation to a terrorism investigation against the former deputy and mayor of Diyarbakır, Mezopotamya reported.

Before the elections where Güven entered parliament, in April 2018, Baydemir had been stripped of his parliamentary status over a finalised prison sentence for terrorist propaganda. He has been living in Europe, and campaigning for Kurdish rights in Britain and Germany since.

In another development in Diyarbakır, former HDP lawmaker Sebahat Tuncel was sentenced to 11 months and 20 days in prison for insulting Erdoğan as well.

"Erdoğan is an utter misogy-

nist," Tuncel had said in 2016, during a demonstration against the arrest of Diyarbakır's co-mayors Gülten Kışanak and Firat Anlı over terrorism charges. Tuncel's lawyer said her words had been cherry picked, which went against a similar ruling by the European Court of Human Rights (ECHR) concerning freedom of expression.

Tuncel is currently in the Kandıra Prison in the northwestern Kocaeli province, awaiting re-trial for a series of terrorism charges after her conviction was overturned by an appeals court in July last year. A month before the overturn order, the Kurdish politician had been acquitted of terrorist propaganda charges over a speech she gave after the hearing of another case against her in 2012.

Kurdistan au féminin

17 septembre 2020

## TURQUIE. Des soldats turcs éjectent deux fermiers kurdes depuis un hélicoptère

**TURQUIE / BAKUR** – Deux fermiers kurdes arrêtés par l'armée turque ont été éjectés d'un hélicoptère le 11 septembre, dans la ville de Van, ont déclaré des témoins. Les deux hommes – retrouvés deux jours après leur enlèvement – avaient perdu conscience et ont été transférés aux soins intensifs.

Selon les médias, leurs familles n'ont pas pu trouver les agriculteurs pendant deux jours. Ils ont ensuite été localisés dans l'unité de soins intensifs de l'hôpital régional d'enseignement et de recherche de Van. Les agriculteurs sont Servet Turgut (55 ans) et Osman Şiban (50 ans).

Dans une série de tweets, le député du Parti démocratique du peuple kurde (HDP), Murat Sarısaç, a déclaré que Turgut et

Şiban avaient été tabassés et forcés à monter dans l'hélicoptère, citant des témoins. Selon Sarısaç, les deux victimes étaient inconscientes lorsqu'elles ont été transportées à l'hôpital. Turgut est actuellement dans un état critique. Une note dans son rapport de santé dit: « Patient inconnu hospitalisé en raison d'une chute de hauteur. »

L'Agence de presse Mésopotamya a rapporté, sur la base d'un rapport de l'hôpital, que les deux yeux d'Şiban étaient contusionnés, qu'il avait une bosse à la tête, que son cou et son visage étaient tuméfiés à causé et qu'il avait craché du sang. L'état d'Şiban serait grave mais serait entrain de s'améliorer.

Le député du HDP, Sarısaç, a déclaré que même si les agricul-

teurs n'étaient pas éjectés depuis un hélicoptère, il est clair qu'ils ont été torturés à un tel point qu'ils ont perdu connaissance et ont ensuite été conduits à l'hôpital.

Dans une question parlementaire adressée au ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu, Sarısaç a déclaré que la politique d'impunité protégeant les forces de sécurité impliquées dans des actes répréhensibles avait conduit à cet incident et à d'autres similaires. Il a demandé si des enquêtes avaient été ouvertes sur l'incident et quelles précautions étaient prises pour éviter que des incidents similaires ne se reproduisent à l'avenir.

Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)

avait confirmé dans deux rapports publiés le 5 août la persistance des mauvais traitements, de la torture, des interrogatoires informels et de l'accès restreint à un avocat ainsi qu'à un système de dépistage médical fondamentalement défectueux dans les centres de détention turcs.

Les mauvais traitements et la torture sont utilisés en vue d'obtenir des aveux ou d'obtenir des informations ou à titre de punition, avait constaté le CPT.

Le CPT, un organisme de lutte contre la torture et autres mauvais traitements par le biais de visites périodiques ou inopinées dans les lieux de détention des États membres, a rendu publics ses rapports ainsi que les réponses des autorités turques avec l'autorisation du gouvernement turc.



September 17, 2020  
By Halgurd Sherwani

## COVID-19: Kurdistan Region registers highest death toll in single day

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Kurdistan Region registered its highest COVID-19 death toll in a single day with 29 fatalities, raising the total death count to 1,446 since the virus hit the region in early March.

In its daily statement on COVID-19, the regional health ministry said health workers had completed 6,321 tests across the autonomous region in the past day, 680 of which were positive.

The official statement also explained that there had been 29 deaths during the same period: 12 in Duhok province, 11 in Sulaimani province, and six in Erbil.

There have now been 38,661 confirmed infections in the Kurdistan Region, 1,417 of them fatal.

Health officials say that 24,792 coronavirus patients have recovered, but it is important to note that a patient classified as a “recovery” means they are no



A health care worker at Erbil's COVID-19 treatment center. (Photo: Archive)

longer being actively treated by health professionals, not that they have fully recovered. Increasingly, medical experts recognize that COVID-19 symptoms, some of them serious, often continue long after an individual's formal recovery and that various other symptoms could be permanent.

Coronavirus in Kurdistan: Avoidable Tragedies

In its statement, WHO related conversations with individuals who had caught the virus. They are not people who were eld-

erly or ill, and they did not die from the disease. Nonetheless, they suffered grievously.XA

“In Mawlawi street, Sulaimani downtown, a family of six members just recovered after a two-week hospitalization,” the WHO statement explained.

“The hard time we’ve been through wouldn’t have happened if we had committed to the lockdown and social distancing,” Sabah Mousa said.

“The disease is a fact—not fake like others believe,”

Mousa told WHO. “It is dangerous and tough,” he warned.

“More painful stories are still out there,” WHO added, “and could have been prevented with simple prevention measures like mask-wearing and social distancing.”

“The population [has begun] to realize the seriousness of the infection,” Dr. Sami Abdul Rahman told WHO.

“It is a reality,” he continued “that can be avoided by tending to hygiene practices, social distancing, and compulsory wearing of masks—which is what WHO is promoting,” along with the KRG, through their public awareness campaign.

The Kurdistan Region has recently witnessed new surges in coronavirus cases across its provinces, particularly in Duhok and Erbil, provinces that had both enjoyed relatively fewer infections over the past months.

**Le Monde**

17 septembre 2020  
Par Christophe Ayad

## A Décines, dans la banlieue de Lyon, l'ombre des « Loups gris », des ultranationalistes turcs, sur les Arméniens

**R**eportage - Dans cette ville de la métropole de Lyon, le groupuscule a semé la panique, le 24 juillet, au cours d'un rassemblement arménien. Son leader, Ahmet Cetin, originaire d'Oyonnax

(Ain), devait comparaître, jeudi, devant le tribunal de Bourg-en-Bresse.

Le 24 juillet, au cœur d'un été déjà chargé, la France a échappé, sans même s'en ren-

dre compte, à un drame qui aurait pu déchirer encore un peu plus le tissu fragile d'une société effilochée. A Décines, dans la banlieue de Lyon, des manifestants ultranationalistes turcs ont semé la panique dans

une manifestation pro-arménienne, provoquant une réelle inquiétude dans une communauté installée dans la commune depuis bientôt un siècle et n'ayant jamais subi ce genre d'agression.

Décines, c'est une « petite Arménie » entre Rhône et Saône. Sur 28 000 habitants, la commune compte aujourd'hui 5 000 Arméniens, dont un nombre important de nouveaux venus arrivés d'Arménie pour des raisons économiques et de Syrie ou d'Irak à cause des guerres. Au tout début des années 1920, la Lyonnaise de la soie artificielle est à la recherche de main-d'œuvre : un recruteur grec part à Thessalonique, où il embauche directement dans un camp de réfugiés des rescapés du génocide arménien. Dès 1932, la Maison de la culture arménienne ouvre ses portes, ainsi que, la même année, une église en face. Le long de la même rue, un monument en mémoire du génocide arménien de 1915 est inauguré en 1972, sur la place de la Libération. C'est le premier en Europe.

La même rue, rebaptisée « rue du 24-Avril-1915 » – jour du déclenchement du génocide –, accueille également le Centre national de la mémoire arménienne (CNMA). C'est au pied du mémorial et tout près du CNMA que se tenait le rassemblement du 24 juillet. « Nous avons appelé à une manifestation pacifique et statique de solidarité avec l'Arménie agressée militairement par l'Azerbaïdjan », précise Sarah Tanzilli, 35 ans, membre du Comité de défense de la cause arménienne (CDCA).

#### « Tirs de mortiers »

Dans la nuit du 12 au 13 juillet, en effet, des heurts militaires ont opposé Erevan et Bakou, en conflit depuis 1991 sur le sort du Haut-Karabakh, une enclave peuplée d'Arméniens en territoire azerbaïdjanais. Pour la première fois, les accrochages se matérialisent par une incursion azerbaïdjanaise en territoire arménien, et non pas dans la seule région contestée du Haut-Karabakh. « Etant donné notre histoire, nous ne pouvons qu'être inquiets lorsque la sécurité de l'Arménie est menacée », plaide Sarah Tanzilli. D'autant que la Turquie est un soutien indéfectible de l'Azerbaïdjan, turcophone, face à l'ennemi arménien.



A Décines-Charpieu (Rhône), le 24 juillet 2020, devant le premier mémorial du génocide arménien érigé en France. Christophe Hosebian-Vartanian

Quarante-huit heures avant la manifestation, un appel à une contre-manifestation est lancé sur les réseaux sociaux par Ahmet Cetin, une figure connue de la scène nationaliste turque de France, qui multiplie propos à l'emporte-pièce et déclarations d'allégeance au président turc, Recep Tayyip Erdogan. Le jeune homme est originaire d'Oyonnax (Ain), où la communauté turque, souvent originaire d'Isparta, est réputée pour ses idées nationalistes.

Le jour dit, les manifestants turcs débarquent en ville vers 18 h 30. Ils sont entre 50 et 150, selon les différentes sources. Sur la place de la Libération, quelque 500 Arméniens commencent leur rassemblement à 19 heures. A peine Sarah Tanzilli prononce quelques mots au micro qu'éclatent des « tirs de mortiers » – en fait, des pétards agricoles dont la déflagration est en effet effrayante. Ils ne causent aucun dommage, mais les manifestants sont terrorisés, d'autant que, sur les réseaux sociaux, plusieurs sonnent l'alerte aux Loups gris. Ce groupuscule paramilitaire ultranationaliste (MHP) sévit depuis les années 1970, tantôt avec l'accord tacite, voire les encouragements, du pouvoir turc, tantôt à son insu, contre « les gauchistes », les Kurdes et tous ceux qui dénigrent la grandeur turque.

Comme l'atteste une vidéo

qu'Ahmet Cetin a mise en ligne, certains manifestants sont masqués, arborent l'insigne des Loups gris et font le signe de ralliement du mouvement avec leurs doigts en joignant le pouce, le majeur et l'annulaire, l'index et l'auriculaire dressés pour former le profil et les oreilles d'un loup. Sur cette même vidéo, ils scandent, en turc : « Nous sommes le commando turc ! »

D'après plusieurs témoins, que Le Monde n'a pas pu rencontrer, ces manifestants étaient armés de couteaux et de barres de fer. Deux couteaux auraient été retrouvés dans la boîte aux lettres d'un médecin. Les manifestants auraient aussi emprunté l'avenue Jean-Jaurès en criant : « Ils sont où les Arméniens ? », avant de s'en prendre à la boutique du cordonnier Arm-Ian, aux origines évidentes, épargnant son voisin, le kebab, sans savoir qu'il est en fait kurde.

#### « Pourquoi la police les a laissés arriver ? »

Interrogé par Le Monde, le cordonnier raconte : « Ils ont commencé à jeter des pierres et des pétards sur mon magasin. Avec mes amis, je les ai menacés avec un marteau et des outils, et ils se sont enfuis. Puis la police a débarqué et a lancé du gaz lacrymogène. C'est eux qui avaient peur plus que nous. Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi la police les a laissés

arriver en ville. Elle sait très bien que Décines est arménien et qu'il allait y avoir des problèmes. »

En effet, alors qu'une partie de la population se terre chez elle, de jeunes Arméniens sortent pour en découdre et la police doit s'employer à empêcher les deux groupes de s'affronter. Finalement, il n'y aura pas de confrontation directe, ni de blessé. Quatre Turcs arrêtés par la police font l'objet d'un rappel à la loi avant d'être libérés. L'affaire aurait pu en rester là, mais Ahmet Cetin continue de poster des messages inquiétants après la manifestation. Dans l'un d'entre eux, il déclare : « Que le gouvernement [turc] me donne 200 euros et une arme et je ferai ce qu'il y a à faire partout en France. » Il se plaint de la passivité des Turcs de Paris et de Strasbourg, pourtant plus nombreux mais « pas unis et pas soudés ». « A Lyon, nous, on gère », fanfaronne-t-il.

A Décines, le choc est réel. Jamais la communauté arménienne n'avait été directement ciblée. Même en mars 2006, lorsque le comité Talaat Pacha, une autre officine d'extrême droite turque, avait organisé une grande marche dans le centre de Lyon, avec 3 000 militants venus de toute l'Europe, contre l'inauguration prochaine d'un monument à la mémoire du génocide arménien place Antonin-Poncet. La marche, émaillée de slogans négationnistes et encadrée par un service d'ordre très agressif, avait affronté des groupuscules étudiants d'extrême gauche qui défilaient à l'époque contre le CPE.

#### Cagnotte de soutien

Très rapidement, le CDCA prend un avocat, Me Charles Consigny, et dépose deux plaintes : l'une pour « appels à la haine » et l'autre pour « attroupement en vue de fomenter des violences ». Le parquet se saisit de la première et décide de l'instruire en comparution immédiate. Placé en garde à vue le 17 août, Ahmet Cetin est interrogé par la police puis relâché. Son procès pour « appels à la haine raciale » est fixé dans l'après-midi de jeudi 17



septembre, au tribunal de Bourgen-Bresse, le plus proche de son domicile.

Depuis son arrestation, M. Cetin a supprimé ses comptes sur les réseaux sociaux, mais des activistes arméniens ont archivé ses déclarations et vidéos – dont plusieurs nient la réalité du génocide arménien, ce qui, en France, n'est pas puni par la loi. Il a ouvert un nouveau compte Instagram, où sa communication est nettement plus contrôlée. Mercredi, il a appelé ses soutiens à ne pas se rendre au tribunal. En vue du procès, une cagnotte de soutien a recueilli 1 472 euros. Joint au téléphone, Ahmet Cetin, qui risque jusqu'à un an de prison, préfère ne pas s'exprimer avant le procès, tout comme son avocate, Me Marie Audineau.

De son côté, Jules Boyadjian, président du CDCA et frère de Sarah Tanzilli, souhaite ne pas en rester là et entend obtenir du ministère de l'intérieur la dissolution des Loups gris en tant que « groupement de fait ». Au-delà de Décines et de la communauté arménienne, l'incident du 24 juillet révèle au grand jour l'émergence d'une jeunesse franco-turque ra-

dicale islamiste et nationaliste, très minoritaire au sein des 200 000 Turcs de France mais très organisée et active : une jeunesse intolérante, négationniste, antisémite, antikurde et homophobe. « Cette jeunesse, qui a pu se sentir exclue par la société française, ne sort pas de nulle part, explique Pinar Selek, sociologue franco-turque, qui se présente comme « féministe et antimilitariste ». Elle est le fruit d'années de travail et de maillage associatifs. Elle a grandi dans un univers clos fait de cours de langue, de religion, de propagande télévisée et numérique. Ces jeunes ont un grand mépris pour leurs sociétés d'accueil et les valeurs européennes. Erdogan, en réussissant à marier le nationalisme jeune turc et l'islam ottoman, leur a fourni un contre-modèle fort. » Ce phénomène est présent dans toute l'Europe et la France n'y échappe pas. Mais l'alliance, depuis 2017, entre l'islamiste Erdogan et les ultranationalistes du MHP lui donne un tour franchement inquiétant. D'ailleurs, les actes antikurdes se multiplient ces dernières années dans toute l'Europe, y compris la France.

### Culture en vase clos

L'un des principaux vecteurs de cette culture en vase clos, qui évoque fortement le « séparatisme » contre lequel le gouvernement Castex veut légiférer, est le Ditib, acronyme d'Union turco-islamique des affaires religieuses. Cette administration de l'Etat turc gère les lieux de culte à l'étranger – en Turquie, c'est le Diyanet – avec l'aide d'associations locales inféodées. « Sous Erdogan, le budget du Ditib a explosé, souligne la chercheuse Elise Massicard, politiste au CERI-Sciences Po et spécialiste de la Turquie. Les islamistes turcs ont toujours choyé la diaspora. Depuis qu'ils sont au pouvoir, c'est encore plus le cas. » M. Erdogan a multiplié les meetings en Europe, faisant des Turcs à l'étranger les « ambassadeurs » de leur pays et de sa vision du monde, très belliqueuse depuis cinq ans.

A Lyon, les opérations de vote aux dernières législatives turques de 2018 ont eu lieu au Ditib et non pas au consulat : 30 000 Turcs ont ainsi défilé en deux semaines dans la zone industrielle... de Décines. « C'est

quand même un choix bizarre d'implanter leur mosquée ici alors que les places fortes de l'immigration turque sont Meyzieu et Vaulx-en-Velin », souligne Dany-Claude Zartarian, une élue locale d'origine arménienne. Coincé entre une déchetterie et une banque alimentaire, le Ditib est un gigantesque ensemble de salles de cours, salles de prière, bureaux et entrepôts.

Comme par hasard, c'est là que s'étaient donné rendez-vous les manifestants turcs le 24 juillet. Interrogés par Le Monde, les responsables du Ditib ne souhaitent faire aucun commentaire en l'absence de leur directeur, « en voyage ». Un employé local, qui ne souhaite pas donner son nom, assure avoir découvert ce rassemblement avec stupéfaction : « Je ne connaissais pas ces têtes. Je leur ai dit que c'était interdit de stationner ici. Je les ai mis dehors et j'ai fermé le portail », explique-t-il. La mise au jour d'une collusion entre cette nouvelle génération de Loups gris en France et l'Etat turc ferait très mauvais genre. Et alimenterait les tensions, déjà très fortes, entre Paris et Ankara, à couteaux tirés sur le dossier libyen et en Méditerranée orientale.



17 septembre 2020  
Par Olivier Piot

## La résistance déterminée de la société turque

**E**n intensifiant la guerre contre le Kurdistan de Turquie et la répression contre les élus du parti prokurde HDP, le président Recep Tayyip Erdoğan a choisi, dès 2015, de polariser la société turque. D'ici aux échéances de 2023, il mise en outre sur son rêve néo-ottoman pour asseoir une légitimité électorale fragilisée. Mais les dérives autocratiques de son régime pourraient se briser sur la vitalité d'une société civile attachée au respect de la démocratie par les urnes.

Sans surprise, le printemps et l'été 2020 ont vu s'accroître

les dérives autoritaires et liberticides du régime de Recep Tayyip Erdoğan. Dernier exemple en date, la mort d'Ebru Timtik, une avocate de 42 ans condamnée en 2019 à la prison pour appartenance à une « organisation terroriste », et décédée le 27 août 2020 après 238 jours d'une grève de la faim motivée par le seul souhait d'obtenir un procès équitable... Cette nouvelle illustration des atteintes aux droits humains en Turquie (dénoncées par l'organisation Human Right Watch) s'inscrit dans une longue série d'attaques musclées et de purges orchestrées depuis 2015 par le

président et dirigées contre le mouvement kurde, mais aussi contre l'ensemble des institutions et acteurs (médias, juristes, artistes, fonctionnaires, enseignants, médecins, militaires, etc.) de la démocratie turque.

Symboliquement, l'été 2020 a vu la célébration des cent ans de la signature du traité de Sèvres. Avec deux points d'orgue : la promesse, alors non tenue, de céder une autonomie (voire un État) aux Kurdes du Proche-Orient et le « grand partage » de l'empire ottoman dépecé par les Alliés. Or, cent ans plus tard, c'est

précisément sur ces deux fronts que sont les Kurdes et la « grandeur » perdue de la Turquie que le président tricote depuis cinq ans des stratégies de consolidation de son pouvoir. Quel rôle a joué jusqu'ici le dossier kurde dans la prospérité politique du reis d'Ankara ? Quels sont les ressorts de la dérive autocratique d'un régime qui dévitalise peu à peu la démocratie turque ? Enfin, jusqu'où Erdoğan peut-il aller dans cette montée en puissance de l'arbitraire et de l'autocratie ?

**Le changement de cap de 2015**

Après avoir incontestablement été le seul responsable politique turc à choisir (dès 2005) d'aller résolument vers une solution à la question kurde, Erdoğan a délibérément tourné le dos à cette perspective en 2015. Dans sa lutte contre dérin deviet (l'État profond) — poursuivie jusqu'après le coup d'État de 2016 —, le dossier kurde lui est longtemps apparu comme une façon de contrer les élites et les partis kémalistes en asseyant son pouvoir sur une politique de main tendue aux dirigeants et électeurs kurdes (20 % de la population). Depuis, cette stratégie d'« ouverture » s'est transformée en son exact contraire : une répression inflexible dans les terres du Kurdistan de Turquie, et à l'encontre de l'ensemble des combattants, cadres et élus du mouvement kurde.

« Certes, en 2015, le chaos dans la Syrie voisine et les avancées politiques kurdes au Rojava ont clairement motivé cette volte-face d'Erdoğan, précise Jean-François Pérouse, géographe, maître de conférences à l'université Toulouse-II et délégué auprès de l'université Galatasaray.

Toutefois, l'érosion électorale qui affectait déjà son parti l'AKP [Parti de la justice et du développement] a très largement motivé ce changement de cap ». Aux élections législatives de juin 2015, Erdoğan perd pour la première fois sa majorité absolue au parlement d'Ankara. Un choc pour un parti habitué jusqu'ici à de larges victoires dans les urnes.

« À partir de cette date, l'attrition régulière de sa base électorale pousse Erdoğan à chercher une riposte pour garantir sa survie dans les urnes, souligne Jean Marcou

3

, directeur des affaires internationales à Science-Po Grenoble. Il réalise alors que sa stratégie de main tendue aux Kurdes devient suicidaire, car elle lui aliène les partis et électeurs nationalistes turcs, nombreux. À l'inverse, sa nouvelle



Istanbul, 15 juin 2020. — Des manifestants affrontent la police lors de la « marche pour la démocratie » organisée par le HDP après l'arrestation de trois députés de l'opposition - Bulent Kilic/AFP

intransigeance sur la question kurde va lui permettre de construire de nouvelles majorités — qu'il n'a plus avec le seul AKP — et continuer de l'emporter dans l'équilibre des forces politiques du pays. »

La volonté d'une partie des cadres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), encouragés dès 2014 par les avancées du processus de paix, d'importer dans les villes kurdes de Turquie le modèle de guérilla urbaine victorieux à Kobané (Syrie), lui fournit le prétexte de ce retournement. D'emblée, cette nouvelle stratégie de guerre ouverte au mouvement kurde a donc un objectif : lui garantir de rester à flot lors des différents scrutins qui l'attendent (élections ou référendum). Elle s'est par la suite dotée d'un moteur : l'alliance avec l'extrême droite et des franges ultranationalistes des partis kémalistes. Enfin, elle va se nourrir de la diffusion d'une culture de l'autoritarisme politique pour assurer au nouveau président turc (élu en 2014) l'exercice durable des pleins pouvoirs.

« Guerre civile » et autoritarisme

État d'urgence, intensification

de l'occupation militaire, arrestations, mesures d'exception, révocations d'élus... La répression est inflexible dans le Kurdistan de Turquie avec un retour aux années de plomb des décennies 1980 et 1990. Au prétexte d'éradiquer le « terrorisme » kurde en Turquie — mais aussi en Syrie, avec trois offensives militaires (2016, 2018 et 2019) et une plus récente dans le nord de l'Irak (2020) —, le maître d'Ankara déclare la guerre au PKK, et aux cadres et élus du Parti démocratique des peuples (HDP) prokurde devenu, en 2015, la troisième force politique du pays. « En plus de la guerre aux militants du PKK, Erdoğan a criminalisé les élus kurdes du HDP », commente Jean-François Pérouse.

Les cadres de ce parti légal ont en effet payé le prix de leurs scores électoraux historiques enregistrés lors des dernières élections : présidentielle (2014 et 2018), avec environ 9 % à chaque fois pour le candidat HDP ; législatives en 2015 (52 députés élus) et en 2018 (80, puis 67 députés) ; municipales en 2014 (102 mairies conquises) et en 2019 (65 élus). Certains députés HDP ont depuis été démis de leur mandat et d'autres emprison-

nés (7 au total). Quant aux élus locaux, sur les 65 maires kurdes élus en 2019, plus des deux tiers (45) ont d'ores et déjà été « révoqués » et remplacés par des administrateurs (kayyum) diligentés par les préfetures, sans possibilité de nommer des maires intérimaires. À ce jour, plus d'une vingtaine de ces élus croupissent dans des geôles turques pour « terrorisme ».

La tentative de coup d'État de 2016 est bien sûr venue accélérer et donner une nouvelle justification à cette montée en puissance de l'autoritarisme : changement de la Constitution (par référendum en 2017) pour officialiser un régime présidentiel renforcé de fait depuis 2014 ; création du « système d'alliances » électorales consacré par les liens entre l'AKP et le Parti de l'action nationaliste (MHP) d'extrême droite au sein de la « Coalition du peuple » (2018) ; pression et menaces publiques contre les dirigeants kémalistes du Parti républicain du peuple (CHP), seconde force politique du pays ; enfin, verrouillage d'une « verticale » du pouvoir dans la plupart des domaines de la société turque. « En quelques années, Erdoğan a progressivement dévitalisé la



démocratie turque en faisant du Parlement une simple assemblée de figuration et en s'octroyant tous les pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire », rappelle Ahmet Insel, économiste et politologue turc, professeur émérite de l'université de Galatasaray

4

. En quelques années, la Turquie a tout simplement perdu son système parlementaire au profit d'un hyperprésident épaulé par quelques ministres dévoués.

#### « Patrie bleue » et « grandeur » perdue

Plus récemment, dès la fin 2017, ce premier axe antikurde de la stratégie d'Erdoğan s'est enrichi d'un second ressort politique : La « grandeur » perdue de la Turquie. Qu'il s'agisse de la thèse souverainiste de la « Patrie bleue » justifiant les velléités turques en Méditerranée ou, plus largement, du rayonnement perdu de l'ancien empire ottoman, Erdoğan a choisi le credo idéologique d'une restauration de la place de son pays dans le nouvel ordre du monde. Grèce, Chypre, Libye, Irak, Syrie, Soudan, Somalie... sur tous ces théâtres de tensions et de conflits, le président turc a décidé de positionner la Turquie en nouvelle puissance régionale. Sans oublier ses postures musclées face à l'Union européenne (UE) ou à l'OTAN. « En faisant cela, Erdoğan sait qu'il s'assure le soutien interne de bon nombre de partis politiques et d'électeurs chez qui le nationalisme et la volonté de revanche sur l'histoire vibrent fortement », confirme Jean Marcou.

Une évolution à la Poutine, lequel a également misé depuis 2010 sur la nostalgie de la « Grande Russie » pour asseoir durablement son pouvoir. Pour Erdoğan, cette orientation fondée sur la fierté nationale et le désir de revanche (traité de Sèvres) est un outil efficace de fragmentation de l'opposition politique et un moyen de taire les critiques internes qui montent : sur la crise économique,

le poids des 3,8 millions de réfugiés syriens installés en Turquie ou encore la gestion très contestée de la pandémie de la Covid-19. Mais cette ligne volontariste et aventureuse ne lui laisse aucun droit à l'erreur. Car si cet axe belliqueux lui permet dans l'immédiat de renforcer ses liens avec de hauts responsables de l'armée turque (longtemps combattue) et de gouverner dans un climat de guerre civile par des mesures d'exception, des dents commencent à grincer et des critiques se font jour, aussi bien en Europe qu'en Iran ou en Russie.

#### Autocratie et culture démocratique

Fort de ces deux leviers (« guerre » contre les Kurdes et rêve néo-ottoman), jusqu'où Erdoğan souhaite-t-il — ou peut-il — aller dans l'étayage de son autoritarisme ? A-t-il notamment la latitude d'instaurer une véritable et franche dictature, comme c'est le cas en Égypte par exemple, avec des mascarades d'élections et l'interdiction pure et simple des partis d'opposition ? « C'est là une clé essentielle de la vie politique en Turquie et c'est aussi la limite des comparaisons entre Erdoğan et des régimes forts comme celui de Sissi au Caire ou de Poutine à Moscou, constate Ahmet Insel. Les citoyens turcs sont profondément attachés au respect des règles électorales. Erdoğan est lui-même issu de cette ferveur démocratique qui lui a permis de s'installer au pouvoir et d'y rester. Il peut malmener les libertés en Turquie et empiéter sur les équilibres et organes de pouvoir, mais il est condamné à passer régulièrement par le verdict des urnes. Et il le sait... »

C'est bien, en effet, une singularité de l'histoire sociale et politique turque que d'avoir mis en place, après la fin de la seconde guerre mondiale, et non sans soubresauts ni coups d'État militaires, un système politique démocratique proche

des modèles occidentaux. Pluralisme politique, élections libres et transparentes, liberté d'expression, médias indépendants, partage et séparation des pouvoirs, etc. « J'ai enseigné en Égypte et en Turquie et les deux cultures politiques de mes étudiants se sont révélées très différentes, témoigne le professeur Jean Marcou. En Turquie, j'ai toujours été frappé par la profondeur de leur connaissance et de leur maîtrise des règles et des principes de la démocratie politique. Regardez les taux de participation des électeurs turcs ! Il est considérable. En outre, chaque citoyen est automatiquement inscrit dès l'âge de voter, sans droit de procuration ou de vote par correspondance. Alors qu'en Égypte, par manque d'expérience et de pratique de ces mécanismes, les notions mêmes de démocratie, d'élections libres et de pluralisme politique restent des abstractions. »

#### La sanction par les urnes

Le scénario des dernières élections municipales de 2019 illustre bien cette spécificité de la culture politique turque. Lors des dernières élections municipales de juin, le candidat CHP de l'opposition à l'AKP l'avait emporté à Istanbul (bastion traditionnel d'Erdoğan) dans un mouchoir de poche, le président turc a fait pression sur le Conseil électoral supérieur (CES) pour annuler le vote. Lors du nouveau scrutin, la note fut salée : l'AKP perdait à nouveau, mais cette fois avec près de 10 points d'écart... « Dans son propre camp, Erdoğan a vu des électeurs s'insurger contre la manipulation du premier scrutin et ils ont décidé de le sanctionner », affirme Ahmet Insel. Des villes majeures comme Ankara et Istanbul ont donc été perdues par l'AKP, scénario inenvisageable en Russie « pays où la culture du pluralisme est inexistante et où l'on voit mal les candidats de Poutine perdre Moscou ou Novossibirsk... », ironise le politologue.

Plus largement, la société civile reste travaillée par de nombreuses forces qui revendiquent d'être des contre-pouvoirs. « Regardez la protestation du parc Gezy en 2013, personne ne s'y attendait ! Idem pour les mouvements des femmes ou la lutte du parti kurde HDP : ce sont des garanties de courage et de mobilisation. Tant que cette moitié de la population n'est pas "digérée" par Erdoğan, et même s'il est prêt à tout mettre en œuvre pour rester au pouvoir, il n'aura guère la possibilité d'aller beaucoup plus loin », explique Fehim Taştekin, écrivain et journaliste turc. Cette « résilience de la société a des visages multiples, abonde Jean-François Pérouse. Cinq mouvements restent vivaces aujourd'hui : les environnementalistes, les femmes, les étudiants, les ouvriers et les Kurdes. En convergeant, même partiellement, leurs actions constituent un garde-fou contre une dérive totale et absolue d'Erdoğan ».

Le dernier épisode sur la « convention d'Istanbul » (la volonté d'Ankara de se retirer du traité sur la lutte contre les violences faites aux femmes) atteste de cette dynamique de résistance. D'autant que la question des atteintes aux droits des femmes a toujours été un véritable casse-tête pour Erdoğan. C'est d'ailleurs l'un des rares domaines (transversal car non réductible aux clivages politiques) où le leader de l'AKP a plusieurs fois été contraint de revoir sa copie : sur la pénalisation de l'adultère (2004), le droit à l'avortement (2012) et le mariage des mineures abusées (2016). Autant dire que sur ce thème, comme sur d'autres à venir — et en plus d'une vigilance citoyenne forte sur le respect des règles électorales —, la société turque pourrait bien encore surprendre par sa capacité à s'opposer à la volonté de puissance de son président.





September 17, 2020  
By Zhelwan Z. Wali

## Iran rejects review of death sentence for Kurdish political prisoner

**E**RBIL, Kurdistan Region – Iran's supreme court on Wednesday rejected a request to review the death sentence of a Kurdish political prisoner accused of armed opposition to the state, according to a Kurdish human rights monitor, putting him at "serious risk" of execution.

Heydar Qorbani was sentenced to death on January 28 on charges of "taking up and using arms against the state" through membership of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), an armed opposition group.

The supreme court upheld the death sentence on August 15; Qorbani's lawyer Saleh Nikbakht asked for a judicial review which was rejected on Wednesday, according to the Paris-based Kurdistan Human Rights Network (KHRN).

"Although the political prisoner's lawyer intends to protest the rejection of the request again, there is now a serious risk of the death sentence being carried out," the rights group said.

Qorbani, from the city of Kamyaran in Iran's Kurdistan province, was detained in October 2016 after several members of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) were killed close to his hometown. He was kept in Ministry of Intelligence detention for several months, where he was tortured.

Iranian government's English-language Press TV channel



Heydar Qorbani was sentenced to death on January 28 on charges of "taking up and using arms against the state" through membership of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), an armed opposition group. Photo: Rudaw

aired confessions made by Qorbani in March 2018 for being an accessory to murder. He was found guilty of that charge by Branch One of the criminal court in Sanandaj late in 2019, and sentenced to a total of 90 years in jail plus 200 lashes.

"All the charges attributed to Heydar Qorbani are extremely illegal," Salih Nikbakht, Qorbani's lawyer told Rudaw on Wednesday night via Skype from Tehran.

"In all the interrogations, investigations and trials Heydar has been put through, he has reiterated that he had no connection with any political party. There wasn't even any evidence to prove or find him guilty."

"It is very unfortunate that there is blatant oppression against the Kurdish prisoners," Nikbakht said. "Kurdish prisoners have no one to defend them in the judiciary, compared to other people."

"He was accused of assisting them. It was made clear at the court in Sanandaj that he had not carried arms, nor was he involved in the murder."

Since the heightening of US-Iran tensions and re-imposition of US sanctions on Tehran in 2018, Iranian authorities have started tightening the noose on labor activists, journalists, satirists, environmentalists, anti-death penalty campaigners, and researchers, detained them in droves and sentencing

some in trials whose fairness has been questioned.

Tens of thousands of political prisoners are jailed in Iran over various charges, including advocating for democracy and promoting women's or workers' rights. Ethnic minority groups including Kurds and Azeris, are disproportionately detained and more harshly sentenced for acts of political dissidence, according to a July 2019 report from the United Nations Special Rapporteur on human rights in Iran.

Earlier this week, Iran handed another Kurdish political prisoner a death sentence for membership with a Kurdistan Region-based opposition group and murder of a paramilitary force member, despite offer of immunity by Iranian authorities.

Wrestler Navid Afkari, 27, was earlier this week secretly hanged by Iranian authorities, despite international calls to stay his execution. Amnesty International called Afkari's execution a "travesty of justice".

Extracting confessions under duress is commonly used by Iranian authorities to establish guilt. Between 2009 and 2019, Iranian state media broadcast forced confessions from least 355 individuals, according to a report published in June by Justice4Iran, a London-based human rights organization monitoring abuses in the country.

## Les limites de l'aventurisme turc

**L**es limites de l'aventurisme turc

Editorial du « Monde ». Depuis quelques mois, les îles grecques en Méditerranée orientale sont au centre de dangereuses tensions entre la Grèce et la Turquie. L'objet initial du conflit, qui porte sur la délimitation des frontières maritimes et l'exploration de réserves de gaz, paraît relever d'un autre âge. Mais la dimension géopolitique de l'affrontement est, elle, tout à fait actuelle et place l'Union européenne (UE) face à de nouvelles responsabilités.

Les revendications d'Ankara sont anciennes, à la fois sur Chypre et sur la zone économique exclusive autour des îles grecques qui longent la côte turque. Le conflit s'est envenimé à la suite de la découverte de gisements sous-marins de gaz, pour lesquels la Turquie a lancé des activités d'exploration, contestées par Athènes et Nicosie, dans un contexte d'interven-

tionnisme turc accru, notamment par le biais de campagnes militaires en Syrie et en Libye. En juin, un incident a opposé la marine turque et une frégate française patrouillant en Méditerranée orientale dans le cadre d'une mission de l'OTAN sur la mise en œuvre de l'embargo sur les armes à destination de la Libye.

Quelques signes d'apaisement sont apparus ces derniers jours, à l'approche du sommet européen des 24 et 25 septembre, au cours duquel les Vingt-Sept doivent discuter d'éventuelles sanctions contre la Turquie. Le retour au port, officiellement pour « entretien », du navire d'exploration turc Oruç-Reis qui opérait dans la zone maritime de la Grèce, a été salué à Bruxelles et à Athènes comme un pas dans la bonne direction. Jeudi 17 septembre, Ibrahim Kalin, porte-parole et conseiller du président turc, Recep Tayyip Erdogan, a affirmé, au cours d'un échange avec des experts organisés en ligne par le cercle

de réflexion European Council on Foreign Relations, que le numéro un turc donnait « une nouvelle chance à la diplomatie » et que des négociations entre Athènes et Ankara s'ouvriraient « bientôt ».

### La France, une cible commode

M. Kalin s'est montré conciliant avec la Grèce, a salué l'effort de médiation allemand et a réservé ses flèches à la France, qu'Ankara accuse d'exploiter les tensions en Méditerranée orientale pour régler ses comptes avec la Turquie sur la Syrie et la Libye. En montant en première ligne aux côtés de la Grèce dans ce conflit, notamment avec le renforcement de sa présence navale dans la zone, la France offre une cible commode au président Erdogan qui l'utilise comme bouc émissaire politique, alors que le ton entre les chefs d'Etat turc et français est monté au fil des semaines.

Les Etats-Unis restent ostensiblement à l'écart de ce conflit,

qui met pourtant aux prises plusieurs membres de l'OTAN dont l'un, la Turquie, s'est équipé de systèmes de défense antimissiles russes. C'est donc à l'UE de le régler, aux côtés de la Grèce et de Chypre, deux de ses Etats membres. Paris et Berlin ont jusqu'ici réussi à coordonner des approches en apparence opposées, la France avançant l'option musclée et l'Allemagne offrant celle de la médiation, tandis que Bruxelles fait planer la menace de sanctions.

C'est une bonne combinaison. En diplomatie, l'offre de négociation n'est efficace qu'adosée à une alternative de fermeté – on a assez reproché à l'UE d'en manquer, en d'autres occasions. L'Elysée a maintenant intérêt à baisser la rhétorique, mais la Turquie, où la répression politique se poursuit dans un contexte économique fragilisé, doit comprendre que son aventurisme ne peut pas être sans limites.

## Offensive médiatique contre les écoles françaises en Turquie

**U**n « ambitieux incapable ». Telle est la dernière amabilité adressée par le président turc Recep Tayyip Erdogan à l'adresse d'Emmanuel Macron, jeudi 17 septembre. Alors que s'approche le Conseil européen des 24 et 25 septembre, qui doit décider d'éventuelles sanctions contre la Turquie, l'offensive officielle se poursuit contre la France et

son président, ce « Napoléon en campagne ». Cette attaque comporte aussi un volet scolaire. Depuis le début du mois de septembre, les établissements français dépendant de l'ambassade de France en Turquie sont la cible d'une offensive médiatique soutenue, aux ressorts politiques évidents.

A plusieurs reprises, le quoti-

dien Yeni Safak, proche du pouvoir islamo-conservateur, a consacré des articles remettant en cause le statut des lycées Charles-de-Gaulle, à Ankara, et Pierre-Loti, à Istanbul, qui accueillent au total 2 300 élèves. « On se demande bien comment cette école illégale [Charles-de-Gaulle], qui n'a rien à voir avec la législation turque et n'a pas le statut

d'école privée, a pu inscrire des étudiants turcs », a écrit le journal, le 8 septembre.

Renommés pour la qualité de leur enseignement, les deux lycées qui préparent au baccalauréat français comptent de nombreux élèves turcs francophones – près de 70 %, pour Pierre-Loti. Dépendants de l'Agence pour l'enseignement

français à l'étranger (AEFE), Charles-de-Gaulle et Pierre-Loti ne sont pas enregistrés en tant qu'établissements internationaux. Au regard de la loi turque, ils n'ont pas d'existence légale. Paris estime, pour sa part, que ses écoles « à but non lucratif » sont soumises à la législation française. Conscient de la fragilité de ce statut – qui touche de nombreux établissements français ailleurs dans le monde – la France a créé, il y a trois ans, un groupe de travail avec la Turquie, regroupant des diplomates et des spécialistes des ministères de l'éducation, pour trouver un compromis.

### « Soi-disant génocide arménien »

Ankara ne voit pas d'un bon œil le fait que ces établissements échappent à sa supervision. « Aucun officiel ne peut contrôler ces écoles illégales », déplorait Yeni Safak dans son édition du 3 septembre, jugeant sulfureux le contenu des manuels scolaires. « On dit que le soi-disant génocide arménien est enseigné aux étudiants turcs qui suivent ces cours. » Empêcher les familles turques d'y envoyer leurs enfants sera difficile à réaliser, pour ne pas dire impossible.



Le lycée Charles-de-Gaulle, à Ankara, en 2019. Google Street View

D'autant que certains des éditorialistes parmi les plus acharnés à critiquer la France et ses écoles ont, eux-mêmes, leurs enfants sur les bancs de Pierre-Loti.

Le ton de la presse se fait menaçant. Des mesures de rétorsion sont évoquées, qui vont de la fermeture des établissements concernés à des représailles à caractère financier. « Evasion fiscale ! Les écoles françaises n'ont pas payé un sou d'impôt », affirmait Yeni Safak dans son article du 8 septembre, en soulignant l'existence de droits d'inscription élevés. Au contraire, Paris souligne que les établisse-

ments ne jouissent pas d'un statut fiscal privilégié. Le 7 septembre, en une seule journée, deux tentatives de « visite » ont eu lieu dans ces établissements, de la part d'officiers de la voirie d'Istanbul, prétendant enquêter sur des travaux, et de jeunes hommes se prétendant agents de l'ONU. Des visites sans conséquence, ressemblant à un moyen de pression.

Sollicités par Le Monde, les diplomates français en Turquie n'ont pas souhaité s'exprimer sur le sujet, même en aparté. « Les Français ont suffisamment d'arguments pour défendre leurs établissements d'enseignement, mais ils veulent évi-

ter la confrontation », explique un parent d'élève du lycée Pierre-Loti qui redoute que ses enfants ne se retrouvent un jour face à des portes closes. « Propagande terroriste »

Pour certains, cette attaque médiatique serait la riposte d'Ankara à la décision prise par Emmanuel Macron de mettre fin à l'accueil, en France, des imams détachés par leurs pays d'origine. Parmi eux figurent de nombreux imams turcs envoyés par la direction aux affaires religieuses, un ministère devenu aussi puissant que les services secrets. Le gouvernement islamo-conservateur n'aurait pas apprécié.

Autre épisode de la brouille scolaire, le ministère turc des affaires étrangères s'est récemment insurgé contre le contenu d'un manuel français (éditions Belin) destinés à des classes de terminale en France, dont un chapitre est consacré aux Kurdes de Syrie. Une « propagande terroriste, qui est le résultat de la politique officielle de la France » envers la Turquie, a déploré Hami Aksoy, le porte-parole du MAE, y voyant un signe « inquiétant pour l'humanité ».



REUTERS TV

September 18, 2020

## Two Turkish troops killed in attack in northern Iraq ministry

Two Turkish soldiers were killed and another was wounded after Kurdish militants fired rockets at a military base in northern Iraq, Turkey's Defence Ministry said in a statement on Friday.

Turkey has regularly attacked Kurdistan Workers Party (PKK) militants, both in its mainly

Kurdish southeast and in northern Iraq, where the group is based. In June, Ankara launched a new ground offensive, dubbed Operation Claw-Tiger, that saw Turkish troops advance deeper into Iraq.

The ministry said "harassment fire" by rocket launchers on Thursday killed the two troops

at one of Turkey's bases in neighbouring Iraq.

The PKK, designated a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union, took up arms against the Turkish state in 1984. More than 40,000 people have been killed in the conflict focused in southeast Turkey.

In a separate statement, the Interior Ministry said 71 PKK militants had been killed since July 13 as part of a series of operations within Turkey, dubbed the "Lightning Operations", and added 38 collaborators had also been captured.





18 Septembre 2020

## Bombardements turcs au Kurdistan irakien, une famille témoigne

Cela fait des années que la Turquie mène une guerre acharnée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK. Ces combattants kurdes sont repliés autour de la frontière turco-irakienne. Ainsi sous prétexte de lutter contre le terrorisme Ankara mène régulièrement des frappes aériennes contre les villages du Kurdistan irakien. La dernière campagne militaire a été lancée en juin dernier. Elle a amené à la désertion de nombreux villages et fait plusieurs victimes civiles.

« C'était un jour comme un autre dans le village de Kani Mazane, à l'extrême nord du Kurdistan irakien. Khaled était parti faire des courses lorsque trois bombes ont frappé son village et mis le feu à son champ », nous raconte sa soeur Nasrin « L'incendie a pris de l'ampleur. Mon frère a dit qu'il allait aller éteindre le feu. Ses enfants lui ont demandé de rester, mais il a répondu que toutes leurs cultures étaient en train de partir en fumée. Il est parti en courant.

À peine arrivé sur les lieux, l'avion est revenu, ils ont tiré trois bombes... Pendant les 4 heures qui ont suivi personne n'a bougé. Il y avait des avions qui tournaient, donc les gens étaient obligés de rester terrés. Après 4 heures tous les villages aux alentours se sont mobilisés. 200 hommes sont partis au coucher du soleil pour aller chercher la dépouille de mon frère ».

Depuis la mort de Khaled, le petit village de Kani Mazane s'est vidé de sa population comme des centaines d'autres auparavant. Des familles d'agriculteurs qui avaient pourtant fait face à la peur depuis des années pour continuer de cultiver leurs terres.

« La Turquie dit qu'il ne faut pas que nous laissions le PKK se cacher autour de chez nous. Mais qu'est-ce qu'on peut faire ? Les combattants du PKK ont des armes, nous n'avons que nos mains. Alors les Turcs viennent chercher le PKK et ils nous tuent aussi avec eux. Les gens



Une femme kurde manifeste contre la présence turque, le 18 juin 2020, au Kurdistan irakien. (photo d'illustration) REUTERS

ne peuvent pas abandonner leurs champs et leur terre. Ils n'ont pas d'autre logement en ville. Il n'y a pas de travail, pas de salaire. Donc les gens restent, ils sont obligés. Après un bombardement les gens essaient de se convaincre que ça va s'arrêter, et puis 10 jours plus tard il y a de nouvelles frappes ».

Les bombardements Nasrin en a connu toute sa vie. Avant la Turquie, c'était Saddam Hussein et l'arme chimique contre les kurdes. En 1988, sa sœur

est partie se réfugier en France. En exil, Myriam nous confie son sentiment d'impuissance. « L'Irak n'est pas le seul à laisser faire. Le gouvernement régional du Kurdistan irakien continue lui aussi de collaborer avec la Turquie. Le PKK est de toute façon le frère ennemi du parti au pouvoir le PDK. Ce sujet est donc tabou dans la région. Depuis la mort de Khaled en août, au moins sept autres civils ont été tués. Le puissant et riche voisin turc semble avoir toujours carte blanche ».



19 septembre 2020

## UN human rights chief calls on Ankara to investigate war crimes by Turkish-backed groups in Syria

UN High Commissioner for Human Rights Michelle Bachet on Friday called on Turkey to immediately launch an impartial, transparent, and inde-

pendent investigation into multiple credible allegations of human rights violations and possible war crimes by Turkish-backed groups operating in Syria.

Investigators have documented evidence of human rights and international humanitarian law violations against civilians in areas controlled by the groups such as

Afrin, Ras al-Ain, and Tal Abyad. The UN office has noted an alarming pattern in recent months of increased killings, kidnappings, unlawful transfers of people, sei-

zures of land and properties, and forcible evictions.

“The victims include people perceived to be allied with opposing parties or as being critical of the actions of the Turkish-affiliated armed groups. They also include people seen as wealthy enough to pay ransom demands. In addition, increased infighting among the various Turkish-affiliated armed groups over power-sharing, with scant regard for the safety of the local population, continues to cause civilian casualties and damage civilian infrastructure,” the human rights body said in a press statement.

A report published on Tuesday by the UN Commission of Inquiry do-

documented multiple human rights abuses by Turkish backed groups including systematic looting, sexual violence, and property appropriation by Turkish-backed groups, as well as “widespread arbitrary deprivation of liberty.”

Among the various instances documented include cases of at least 30 women who were reportedly raped in February alone.

The UN commission said that it is currently investigating reports that at least 49 Kurdish and Yezidi women were detained in both Ras al-Ain and Afrin by Turkish-backed groups last year.

“As we have previously warned, impeding access to water, sanitation



UN High Commissioner for Human Rights Michelle Bachelet. (Photo: UN/Jean-Marc Ferré)

and electricity endangers the lives of large numbers of people, a danger rendered all the more acute amid fighting a global pandemic,” concluded Bachelet.

“I call on all parties to ensure that civilians and civilian objects and infrastructure are protected from attacks and the effects of hostilities.”

**Le Monde**

19 septembre 2020  
Par Allan Kaval

## Lueur d'espoir pour les activistes kurdes de Syrie après la publication du rapport de l'ONU sur les exactions turques

Michelle Bachelet, haut-commissaire aux droits de l'homme de l'ONU, demande à Ankara de faire cesser les « violations graves » commises par les forces proturques.

**D**epuis si longtemps, ils criaient dans le désert. Les activistes kurdes syriens, défenseurs des droits de l'homme ou collectifs d'exilés originaires des zones sous occupation turque, n'avaient eu de cesse, depuis la première intervention d'Ankara contre la région kurde d'Afrin, en février 2018, de tenter, avec les moyens du bord, de documenter le cauchemar dans lequel ils étaient tombés. Ils peuvent commencer à espérer se faire mieux entendre. Vendredi 18 septembre, Michelle Bachelet, haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies (ONU), a dénoncé les « viola-

tions graves » commises par les forces proturques, appelant Ankara à les faire cesser.

Ces déclarations font suite à la publication, mardi, du rapport de la commission d'enquête de

l'ONU sur la Syrie. Le document, qui établit avec précision le caractère planifié, et spécifiquement ciblé, contre les Kurdes, des exactions commises par les milices islamistes proturques avec le soutien d'Ankara dans le nord de la Syrie, constitue pour les militants kurdes des droits de l'homme de Syrie un soulagement. Et peut-être un début de perspective de justice.

« C'est une première victoire », veut croire Bassam Al-Ahmad, directeur de l'organisation non gouvernementale (ONG) Syrian for Truth and Justice, basée à Strasbourg. « Retrouver les cas d'exactions que



Dans la cité d'Afrin, en Syrie, le 24 mars 2018. LEFTERIS PITARAKIS / AP

nous avons documentés de manière isolée mis en avant avec le gage de neutralité des Nations unies va permettre à notre travail d'être mieux reconnu à l'avenir », estime M. Al-Ahmad, dont l'organisation a assisté les enquêteurs de l'ONU.

Lors des derniers mois, son ONG a documenté l'appropriation illégitime de propriétés confisquées à des habitants kurdes des zones sous occupation turque, des disparitions forcées de femmes et des transferts illégaux de détenus sans pouvoir attirer l'attention de la communauté internationale. L'aspect systématique, de même que la responsabilité de la Turquie sont désormais établis au sein d'une institution habituellement très frileuse lorsqu'il s'agit de tirer des conclusions de cette nature, ce qui peut inciter des témoins à sortir du silence.

#### « Partie émergée de l'iceberg »

« Le rapport de la commission d'enquête de l'ONU va dans le bon sens, mais ne dévoile que la partie émergée de l'iceberg », tempore Hassan Hassan, de l'Organisation pour les

droits humains-Afrin joint par téléphone dans l'enclave de Tel Rifaat, sous contrôle conjoint des forces kurdes et du régime syrien, vers laquelle se sont repliées des centaines de milliers d'habitants d'Afrin. M. Hassan et son collègue Ibrahim Seykho avaient pu recueillir des témoignages précis de violences sexuelles subies en détention par des mineures kurdes qui ont pu être vérifiés et utilisés par les enquêteurs onusiens. Il estime toutefois que se cachent derrière ces cas individuels des crimes et des victimes bien plus nombreux.

« Il est extrêmement difficile de recueillir des témoignages, mêmes les victimes qui ont pu s'échapper et se trouvent parmi nous, en dehors des zones d'occupation turques, vivent dans la peur et hésitent à parler », explique M. Hassan. Cet ancien professeur espère désormais attirer l'attention des enquêteurs sur un autre aspect de l'occupation turque : l'accaparement par les milices pro-Ankara des champs d'oliviers qui avaient fait la prospérité d'Afrin et l'exportation de leurs produits à l'étranger par la Turquie.

La publication du rapport de la commission sur la Syrie pourrait aussi aider les victimes des exactions commises par les milices proturques à obtenir, à terme, justice. Dans la mesure où le rapport préparé par des enquêteurs onusiens constitue le document le plus légitime à avoir documenté non seulement les exactions, mais la responsabilité de la Turquie, il peut servir de base au traitement d'une requête d'un citoyen syrien contre Ankara à la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dont la Turquie accepte la compétence.

#### Démarche balbutiante

« Il suffit d'avoir des indices montrant qu'il y a ou bien un contrôle effectif de la Turquie sur les milices syriennes responsables des exactions ou alors sur le territoire où elles se trouvent pour que la responsabilité internationale turque soit engagée à la CEDH », explique Marco Sassoli, professeur de droit international humanitaire à l'Université de Genève. « Le rapport n'emploie pas le terme d'occupation, mais fait clairement référence au droit de l'occupation », argue M. Sassoli, qui

note que la CEDH s'appuie habituellement sur des documents de cette nature du fait de ses faibles capacités d'enquête.

Dans le cas de violations commises sous occupation turque, il ne sera pas nécessaire pour les victimes d'épuiser les recours locaux dans le territoire occupé, qui peuvent être considérés comme inexistent ou inefficaces. Un accès direct à la CEDH est possible. C'est donc bien vers cette instance que Bassam Al-Ahmad oriente la stratégie de son organisation, bien qu'il note que la démarche, quoique prometteuse, est encore balbutiante et prendra sans doute des années.

Le temps de la justice internationale n'est pas le temps de la fureur milicienne. Tandis que les contours de la tâche monumentale qu'ont encore devant eux les défenseurs des droits de l'homme kurdes se précisent peu à peu, les forces loyales à Ankara poursuivent en toute impunité leurs persécutions des populations kurdes à Afrin et dans les zones occupées du Nord syrien.

**l'express**

19 septembre 2020

## Qui est Mehmet Yalçın, le militant kurde expulsé vers la Turquie ?

**A**gé de 40 ans, Mehmet Yalçın a été expulsé vers la Turquie en milieu de semaine. Son avocat estime que sa vie est en danger.

Sa vie est en danger, selon son avocat. Mehmet Yalçın a été arrêté mardi à son domicile dans la banlieue de Bordeaux et transféré dans le centre de rétention de Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne) d'où il a été

expulsé vers la Turquie en milieu de semaine, selon Le Parisien. Son avocat Me Gabriel Lassort a annoncé qu'il allait contester devant la justice la régularité de la procédure. L'homme de 40 ans est un militant engagé pour les droits de son peuple, originaire de la ville de Varto au Kurdistan turc. Il est marié et aujourd'hui père de trois enfants, âgés, selon L'Humanité, de 2 ans, 4 ans et 6 ans, et scolarisés en France.

Alors qu'il a fui la Turquie en 2006, pendant 14 ans, il a déposé plusieurs demandes d'asile. Mais selon le ministère de l'Intérieur cité par Le Parisien, "toutes ont été refusées par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra)", et "ces refus ont à chaque fois été confirmés par la Cour nationale des droits d'asile (CNDA)."

#### Condamné en 2019

Accusé d'avoir soutenu financièrement le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), mouvement indépendantiste armé kurde - ce qu'il conteste - il avait été définitivement condamné en janvier 2019 à deux ans de prison dont un avec sursis par la cour d'appel de Paris pour participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte terroriste.



Le PKK est en effet sur la liste noire des organisations terroristes du conseil de l'Union européenne. Le militant associatif avait effectué sa peine sous bracelet électronique mais avait été placé en juillet 2020 en rétention administrative à Bordeaux.

#### Demandeur d'asile

Mehmet Yalçın avait alors déposé une nouvelle demande d'asile et "était considéré comme un demandeur d'asile", selon son avocat, accusant la préfecture de Gironde de ne pas avoir "laissé le temps pour que la demande soit examinée". Une démarche jugée illé-

gale par son avocat puisque "Monsieur Yalçın, qui avait fait l'objet d'une rétention administrative, avait été libéré sur décision du Tribunal administratif de Bordeaux jugeant mal fondée cette rétention", expliquait-il à Rue 89.

"Macron vient de livrer Mehmet Yalçın, un opposant kurde, à la police d'Erdogan. En dépit de nos alertes et protestations. Honte au double langage assassin", a réagi Jean-Luc Mélenchon. Comme le chef de file des Insoumis, ses soutiens craignent qu'il soit condamné à mort en Turquie. "L'expulsion de Mehmet Yalçın vers la Turquie serait une violation grave de la convention européenne



Mehmet Yalçın a été expulsé du centre de rétention administrative de Mesnil-Amelot vers la Turquie  
GEOFFROY VAN DER HASSELT / AFP

des droits de l'homme et de la Convention de Genève sur les réfugiés. La Turquie n'a rien

d'un État de droit", souligne ainsi le Conseil démocratique kurde de Bordeaux à Rue 89.



20 septembre 2020

## Iran : Plus de 106.200 décès dus au coronavirus dans 440 villes

La porte-parole du ministère de la Santé : Le nombre de morts le plus élevé au cours de la mi-septembre a été enregistré à Qom, Chaharmahal-Bakhtiari et Ispahan. -Agence Irna, 20 septembre)

· Ali-Reza Zali, chef du Centre national de lutte contre le coronavirus (CNLC) à Téhéran : Téhéran est dans une situation très rouge, nous sommes entrés dans la troisième vague, les chiffres augmentent. Ce nombre n'est pas une vague qui passe. (Agence Isna, 20 septembre)

· Le chef de service des USI de l'hôpital Imam-Reza de

Machad : Si l'entrée des hôpitaux n'est pas contrôlée, nous serons confrontés à une crise due au manque d'équipement et à l'épuisement des infirmières et des médecins dans la troisième vague, et nous n'aurons pas de personnel en forme et de matériel. (Agence Irna, 20 septembre)

· Le président de la faculté de médecine de Qazvine : ces dernières 24 heures, il y a eu 11 décès, un chiffre sans précédent ces quatre derniers mois. (Agence Fars, 20 septembre)

· Javan, organe des pasdars, 20 septembre : Le coronavirus est une bombe à retardement qui peut explo-

ser à tout moment et détruire toutes les infrastructures

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran a annoncé le 20 septembre 2020, que le nombre de décès dus au coronavirus dans 440 villes est supérieur à 106.200. Le nombre de morts dans les provinces de Téhéran atteint 25.535, Khorassan-Razavi 7758, Ispahan 4994, Qom 4780, Lorestan 4728, Azerbaïdjan oriental 3168, Alborz 2986, Azerbaïdjan occidental 2816, Kurdistan 2051, Kerman 1680, Semnan 1396, Zanjan 1011, et Ilam 889.

La porte-parole du ministère de la Santé a estimé le nombre de morts à 183 ces

dernières 24 heures, le plus élevé en 40 jours, et les nouveaux cas positifs à 3097, le nombre le plus élevé en 108 jours. Elle a déclaré: « Par rapport à la deuxième semaine de septembre, au cours de la troisième semaine nous avons assisté à une augmentation des hospitalisations, au plus grand nombre de nouveaux cas et d'hospitalisations dans la province de Qom et au plus grand nombre de décès par coronavirus dans la province de Qom, mais aussi de Chaharmahal-Bakhtiari et Ispahan.» (Agence Irna, 20 septembre).

## A Sardasht, les civils iraniens gazés par Saddam Hussein ne peuvent oublier

**T**rente-trois ans ont passé mais les rescapés du bombardement irakien au gaz moutarde sur la ville iranienne de Sardasht souffrent encore dans leur chair et luttent pour la reconnaissance d'un massacre resté largement inaperçu.

"Si quelqu'un a perdu une jambe ou un bras à la guerre, on peut lui mettre une prothèse (...) mais quand nos poumons sont brûlés (...) qui va respirer à notre place?" demande Saleh Azizpour, président de l'Association des victimes de l'attaque chimique de Sardasht, localité kurde du nord-ouest de l'Iran.

Le raid irakien du 28 juin 1987 sur Sardasht est considéré comme le premier recours à des armes chimiques sur une zone urbaine.

"Les morts et les blessés vont d'un enfant de trois mois à un homme de 70 ans. Tous étaient des civils", résume M. Azizpour.

Le bilan officiel du drame est de 119 morts et 1.518 blessés. Mais, selon M. Azizpour qui avait 25 ans à l'époque, quelque 8.000 personnes ont été exposées au gaz moutarde et à ses conséquences, et nombre d'entre elles sont mortes.

"Encore aujourd'hui, il y a parfois tellement de pression sur mes poumons (...) que je ne peux vraiment pas dormir", déplore Mahmoud Assadpour, professeur de 50 ans.

- **"Poitrine cramoisie"** -  
"Malheureusement, les conséquences du gaz moutarde (sur ceux ayant été exposés) sont



Un Kurde iranien devant ses fruits et légumes, le 14 septembre 2020 à Sardasht en Iran (AFP - ATTA KENARE)

permanentes", explique le Dr Rojane Qadéri, directrice du réseau public de santé de Sardasht.

"Cela affecte ou détruit les poumons. Il faut apprendre à vivre avec. La majorité souffre de sécheresse oculaire ou de larmoiement, d'inflammation des yeux ou de la peau, de démangeaisons cutanées, de flétrissement de la peau, d'essoufflement, de difficultés à se mouvoir, d'abatement", énumère-t-elle.

Et depuis le rétablissement des sanctions américaines contre l'Iran en 2018, il est de plus en plus difficile de trouver des médicaments efficaces pour soigner les pathologies dont souffrent les survivants.

Infirmière volontaire au moment du raid, Leïla Marouf Zadeh raconte les cris des blessés à l'hôpital de campagne, tous des visages "familiers" qui imploraient son aide: "Certains avaient la poitrine cramoisie, d'autres tout le corps."

Mais après quelques heures au service des rescapés, elle-

même est frappée de cécité temporaire. Tout comme Ras-soul Malahi, agriculteur retraité contraint d'utiliser quotidiennement un respirateur artificiel et qui dit avoir été "totalement aveugle" pendant "18 jours".

Pendant la guerre entre l'Iran et l'Irak (1980-1988), dont Téhéran commémore lundi le 40e anniversaire du déclenchement par Bagdad (le 22 septembre 1980 dans le calendrier grégorien), le dictateur irakien Saddam Hussein a eu un recours massif aux armes chimiques, dès 1982, sur le champ de bataille.

Mais il faut attendre 1986 pour que le Conseil de sécurité des Nations unies déplore "l'utilisation d'armes chimiques" dans le conflit entre l'Iran et l'Irak, et il reprend la même formule le 20 juillet 1987, après l'attaque contre Sardasht, dans une nouvelle résolution sur le conflit. Sans incriminer directement l'Irak.

- **"Silence" international** -  
Le fait que les cinq "Grands" du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Royaume-

Uni et Union soviétique) soutiennent alors militairement Saddam Hussein n'est pas étranger au "silence" que plusieurs rescapés reprochent aux "puissances mondiales", en particulier occidentales, d'avoir gardé sur cette attaque irrégulière.

Plusieurs entreprises et gouvernements occidentaux sont accusés d'avoir contribué au programme d'armes chimiques de Saddam Hussein dans la décennie 1980.

Pour les "blessés chimiques" comme on les appelle en persan, la pandémie de nouveau coronavirus, qui n'épargne pas la ville, a des airs de double peine.

"Comme leur système immunitaire est faible (...) leurs chances de survie sont faibles" s'ils attrapent le Covid-19 et "on leur demande de ne pas sortir", explique le Dr Qadéri.

"On est à la maison, on ne sort pas, on est comme en cage", confirme Mohammad Zamani, 59 ans.

Sardasht compte aujourd'hui plus de 46.000 habitants (contre près de 18.000 en 1987), essentiellement de la minorité kurde sunnite.

En cette fin d'été, les modestes immeubles et maisons à toits plats s'étendent sur les hauteurs d'une colline, au milieu de montagnes jaunies parsemées de petits chênes d'essence locale, à plus de 1.400 mètres d'altitude.

Agriculture, élevage et commerce font vivre la ville tant bien que mal.

La zone est régulièrement le



théâtre d'affrontements entre forces de sécurité iraniennes et rebelles kurdes venus de l'autre côté de la frontière irakienne, à une douzaine de kilomètres à vol d'oiseau.

A première vue, la vie semble normale à Sardasht tant il ne reste pratiquement aucune trace matérielle de ce drame, si ce n'est un immeuble commercial à l'étage supérieur éventré par une des bombes lâchées ce jour-là.

#### - "Odeur d'ail pourri" -

Ici, les ruines sont humaines et les témoignages des rescapés commencent souvent par "le jour où les avions sont venus..."

Des avions de guerre irakiens, il en passait pourtant régulièrement à l'époque, qui bombardaient la ville. Les plus anciens en ont le souvenir tenace.

Mais cet après-midi là, les bombes larguées sur quatre quartiers tombent sans qu'on entende d'explosions.

"J'ai vu de la poussière blanche et j'ai senti une odeur d'ail pourri. J'ai été le premier à dire qu'il s'agissait d'une bombe chimique car j'en avais déjà eu l'expérience au front (...) en 1984", se souvient M. Zamani.

D'autres témoins se souviennent de "l'incrédulité" des habitants face à la possibilité d'une attaque irrégulière sur une zone habitée.

Beaucoup suivent les procédures habituelles en se couchant dans les caniveaux ou en se réfugiant dans des abris souterrains rapidement envahis par les gaz. D'autres comprennent et s'enfuient, comme Ali Mohammadi, au-

jourd'hui âgé de 56 ans et vendeur ambulancier de fromage.

Quand il revient quelques heures plus tard, il trouve "une situation catastrophique, indescriptible". "Au carrefour devant le bâtiment du Croissant-Rouge, les cadavres étaient empilés en vue d'être évacués", dit-il contenant mal son émotion.

#### - Un "symbole" -

Lorsque Saddam Hussein a été arrêté en 2003, M. Assadpour dit avoir été "heureux" avant d'être "déçu" d'apprendre trois ans plus tard que le dictateur déchu avait été exécuté sans être jugé pour ses crimes à Sardasht.

En 2005, Marouf Zadeh a livré un témoignage émouvant devant un tribunal néerlandais lors du procès de Frans van Anraat, un industriel des Pays-

Bas ayant aidé Saddam Hussein à acquérir des armes chimiques.

Il a été condamné à dix-sept ans de prison pour complicité de crimes de guerre en relation avec les attaques chimiques sur Sardasht et sur la ville de Halabja, au Kurdistan irakien (près de 5.000 morts en mars 1988).

Ce verdict a mis du baume au cœur des familles des victimes de Sardasht, sans étancher une soif de justice dont elles savent au fond qu'elle ne viendra plus.

Alors les survivants militent pour la reconnaissance internationale de ce qu'il s'est passé à Sardasht et pour que leur ville deviennent un "symbole" au même titre que l'est Hiroshima depuis la bombe atomique, afin que "cela ne se reproduise plus".



September 20, 2020

## Kurdistan Region COVID-19 fatalities surpass 1,500

The Kurdistan Region on Sunday registered 24 fatalities due to the coronavirus in the past 24 hours, raising the total death count to 1,500 since the pandemic hit the region in early March.

In its daily statement on COVID-19 figures, the regional health ministry said it had completed 4,446 tests across the autonomous region in the past day, 444 of which were positive.

The official statement also noted that there had been 24 deaths during the same period: 11 in Duhok province, six in Sulaimani province, four in Erbil, and three in Halabja.

There have now been 41,002 confirmed infections in the Kur-



Health care workers at a COVID19 treatment center in Kurdistan Region. (Photo: Kurdistan 24)

distan Region, 1,519 of them fatal.

As Fall approaches in the Kurdistan Region, health officials repeatedly warn residents to strictly adhere to precautionary measures as infections from

both coronavirus and seasonal influenzas could co-occur, overburdening the health care system.

Health officials say that 26,464 coronavirus patients have recovered, but it is important to

note that a patient classified as a "recovery" means they are no longer being actively treated by health professionals, not that they have fully recovered. Increasingly, medical experts recognize that COVID-19 symptoms, some of them serious, often continue long after an individual's formal recovery and that various other symptoms could be permanent.

The coronavirus has infected more than 31 million people worldwide and killed over 946,000 according to Johns Hopkins University's database. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.





September 21, 2020  
By Hardi Mohammed

## Fourteen Kurdish parties warn of continued Arabization efforts in Kirkuk

**F**ourteen Kurdish political parties warned of continued efforts to revive Saddam Hussein era's Arabization policy in the disputed province of Kirkuk at a press conference on Sunday.

"Until now, we have not let one single span of territory be invaded in Kirkuk," Mohammed Osman, a top Patriotic Union of Kurdistan (PUK) official in Kirkuk, claimed to Rudaw on Sunday after a meeting between the parties. The official warned, however, that efforts to revive the notorious process are present in the province

The parties last met nine months ago, during which they set up a committee to report Arabization efforts, Osman said, adding that the president of Iraq was also party to the committee. He said the coronavirus pandemic forced them to suspend their work, but at Sunday's meeting, they decided to reactivate the committee.

A concerted effort under former President Saddam Hussein mostly between 1970 and 1978 brought Arabs from elsewhere in Iraq to the disputed areas of Kirkuk. After 2003, however, Iraq began a policy of de-Arabization to reverse the demographic changes.

Within the framework of Article 140 of the Iraqi constitution, these lands were returned to the previous Kurdish inhabitants. But since the 2017 retaking of Kirkuk by



Presse conference on Sunday, September 20, 2020 Photo Rudaw

the Iraqi forces, there have been reports of Arab settlers reclaiming these lands. The ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) did not attend the meeting in Kirkuk. The KDP is the only Kurdish political party that has not returned to Kirkuk since Iraqi forces retook the city from the Kurdish Peshmerga in 2017 following the Kurdistan independence referendum. The KDP did not contest the May 12, 2018 Iraqi parliamentary elections in Kirkuk, calling the city "occupied and sold out" due to the presence of Iraqi forces.

"It is clear. The KDP does not want to return to Kirkuk," Osman claimed.

Shakhawan Abdulla, an outspoken former KDP MP in Baghdad from Kirkuk says

his party still considers the city "occupied." He says the incumbent Kirkuk governor Rakan al-Jabouri, who replaced Najmaldin Karim after he was ousted in October 2017, is "leading a group to Arabize Kirkuk."

"The way Rakan al-Jabouri treats Kurds is very antagonistic," Abdulla says

"The bulk of the KDP's offices are occupied in Kirkuk and the party has been stripped of its posts," Abdulla noted.

The main parties taking part in Sunday's meeting included the PUK, Change Movement (Gorran), Kurdistan Islamic Union (KIU), and the Kurdistan Islamic Group (Komal).

Osman says the meeting took place at the invitation of the PUK to "put in order the

Kurdish house" and share a "single narrative in the city".

Kirkuk is one of the disputed territories between the federal government and the Kurdistan Regional Government (KRG) in northern Iraq. Kirkuk has a mix of Kurdish, Arab, Turkmen, and Christian inhabitants.

Article 140 of the constitution was supposed to have resolved the issue of the disputed provinces by 2007, but successive governments have failed to implement the steps outlined in the provision.

The Kirkuk province's southern district of Daquq and Sargaran town, west of Kirkuk city are the flashpoint of ongoing efforts of Arabization since October 2017.



REUTERS

September 22, 2020

## Jailed Kurdish politician handed another year for insulting Turkey's Erdogan

**A** former Kurdish parliamentarian jailed in Turkey on terrorism charges has been handed an additional prison term for insulting President Tayyip Erdogan, two of her lawyers said.

Sebahat Tuncel was sentenced last week to 11 months and 20 days for calling Erdogan an enemy of Kurds and women in a speech in 2016, comments one of her lawyers defended as legitimate criticism of a political opponent.

Tuncel had served in Turkey's parliament for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP). Her lawyer said her words had been taken out of context

"The defendant said that the



Sebahat Tuncel, co-chairwoman of the Peoples' Democratic Congress (HDK), pauses during her address to a political rally in northern Tokyo October 15, 2015 REUTERS/Toru Hanai

president was an enemy of women and Kurds," said attorney Sivan Cemil Ozen.

Her statements were "criticism of a political rival, which is within the boundaries of free-

dom of expression," she said.

In a July hearing, Tuncel denied the charge, saying she should be able to criticise a political opponent. The charges against her were an attempt to

"prevent freedom and thought, expression and organisation, especially the freedom of politics," she said.

Last year, Tuncel was jailed for 15 years for spreading terrorist propaganda and belonging to the Kurdistan Workers Party (PKK), which is banned in Turkey and branded a terrorist organization by the United States and European Union. She had denied the charges.

Charges of insulting the president carry a maximum four-year prison sentence. Such cases rose by 30% in 2019, with 26,115 people investigated, some 5,000 facing court hearings and 2,462 jailed, according to data from the justice ministry.



23 septembre 2020

## Livre • "L'échelle de l'espoir" de François Labande

**F**arid, jeune médecin humanitaire, se remet d'un grave accident chez son père à Beyrouth, suite à sa libération par les Kurdes alors qu'il était otage de l'Etat islamique à Raqqa. Puis il revient chez sa mère dans les Alpes, près de Briançon. Là, il découvre le phénomène récent de passages des frontières dans la montagne par des migrants, en dehors des routes et en hiver. Il s'investit dans leur accueil, tout en reprenant un poste de médecin généraliste.

Mais son organisation humanitaire lui demande de retourner

en mission en Syrie. Il va dès lors partager sa vie entre l'aide aux migrants (soins, accueil, maraudes), avec toutes les difficultés causées par la surveillance des frontières et la pression judiciaire sur les bénévoles, et d'autre part de nouveaux voyages en Syrie : Homs, la bataille d'Afrin, le Kurdistan où il noue contacts et amitiés. Des épisodes de plus en plus inquiétants vont marquer son quotidien, conflits avec des groupes identitaires sur les cols des Alpes, surveillance par les services de renseignements syriens et turcs, tentative d'attentat sur ses

amis kurdes, menaces directes sur le gîte familial de Névache où il passe le réveillon avec tous ses proches. Avec un leitmotiv : à quoi mène toute cette violence ?

### Roman ou récit documenté ?

Certes, c'est un roman, car tous les personnages sont fictifs, ils ont leur propre histoire... qui peut d'ailleurs être inspirée par des femmes ou des hommes existant réellement. Mais la plupart des événements qui constituent la trame du récit se sont effectivement produits. Enfin... presque

tous, car il faut tout de même laisser une part d'imaginaire. Le cadre en est la période 2017-2018 pour l'espace-temps. Il est à double entrée pour les lieux : le Briançonnais (Hautes-Alpes) d'une part, le Proche-Orient (Liban, Syrie, Rojava) de l'autre.

Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire ce livre ?

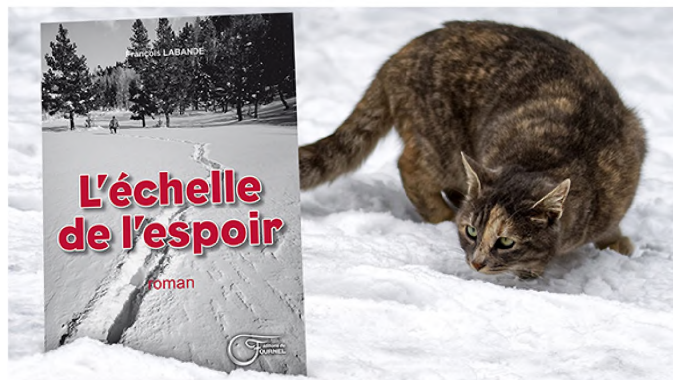
Les motivations qui m'ont poussé à écrire le livre sont diverses.

Tout d'abord, mon implication dans le mouvement Tous Mi-



grants, qui, depuis des années, est engagé dans l'accueil des réfugiés qui arrivent à Briançon après avoir franchi la crête des Alpes.

Autre raison, l'engagement de mon fils depuis plus de vingt ans au sein du Programme alimentaire mondial de l'ONU, avec des missions difficiles, à Beyrouth en 2006 au moment des bombardements d'Israël sur la métropole libanaise (où il a ensuite vécu plusieurs années), et plus récemment deux années à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, au moment le plus fort des combats contre Daesh. Il a participé entre autres à l'évacuation, de Mossoul vers la Turquie, des communautés yézidis menacées d'extermination. Le narrateur du livre et personnage principal, jeune médecin humanitaire à la double natio-



nalité franco-libanaise et opérant des missions en Syrie, est en quelque sorte un clin d'œil à mon fils.

**Vous avez vous-même voyagé ?**

Contrairement à Briançon où j'étais, et suis encore présent, sur les lieux des migrations, j'ai dû travailler à partir de multiples documents pour serrer

au plus près l'actualité de la guerre en Syrie au long des deux années où se situe l'action de mon roman, me référant à des sources sûres qui, elles, observaient au plus près du terrain, et j'ai évité de prendre de trop grandes libertés dans le but de faire vivre mes personnages. Ce qui ne m'a pas empêché de me laisser porter par l'improvisation dans la dernière partie du livre, un

brin thriller, ne m'attachant alors plus étroitement au vrai, mais au vraisemblable. Qu'attendez-vous de cette parution ?

Mon souhait, avec cette parution, serait de pouvoir réveiller l'intérêt des lecteurs que je peux toucher par ce livre. À un niveau plus large que mon lectorat, j'estime vital que, dans l'opinion publique, le sort des habitants du Kurdistan syrien, le Rojava, ne se trouve plus – pour reprendre la formule de Patrice Franceschi – « dans le trou noir de l'information ». Sans compter que la politique migratoire de la France et de l'Union européenne, et l'attitude des grandes puissances face à la dégradation catastrophique des droits des peuples et des personnes au Proche-Orient sont étroitement liées.

## Kurdistan au féminin

23 Septembre 2020

# Mort suspecte d'un prisonnier politique kurde

Il a été rapporté que Sinan Gencer, un prisonnier politique kurde qui était emprisonné dans la prison de haute sécurité de Van, était mort de façon suspecte.

Selon les informations reçues, le corps du prisonnier Sinan Gencer a été emmené dans la matinée au centre médical de l'université Van Yüzüncü Yıl Dursun Odabaşı pour des procédures d'autopsie.

Après avoir appris que le Gencer était décédé, les membres de la famille et les avocats se sont rendus à l'hôpital. Selon les informations fournies par sa famille, l'administration pénitentiaire a affirmé que Gencer s'était suicidé. Mais la famille ne croit pas au suicide de Sinan Gencer.



Zeynep Gencer, une cousine du prisonnier politique, a déclaré: « On nous a dit qu'il s'était suicidé. Il nous a laissé une lettre mais nous ne l'avons pas vue. Sinan nous reconfortait toujours. Il

disait qu'il sortirait bientôt de prison et que nous passerions de bons jours. Nous ne pensons pas qu'il s'est suicidé. Nous pensons qu'ils nous trompent. Sinan a également entamé une grève de

la faim. Il n'avait eu aucun problème jusqu'à présent ».

Gencer, qui a été arrêté et condamné à deux peines de prison à vie après avoir été blessé lors d'un affrontement à Maçka, Trabzon,

est en prison depuis 15 ans. Gencer était détenu dans une cellule d'isolement depuis deux ans. Selon ses proches, Gencer travaillait sur la peinture, la langue et d'autres activités en prison.



## Kurdish theatre to be screened in Istanbul City Theatre, first time in over 100 years

**T**heatre players of Mesopotamia Cultural Centre (MKM) will stage a play in Kurdish in Istanbul City Theatre for the first time since the scene was established in 1914 under Ottoman Empire, Bianet news website said on Wednesday.

Teatra Jiyana Nû, the New Life Theatre, will stage a piece called "Faceless" penned by Dario Fo, Bianet said.

Last year, Turkish authorities banned a Kurdish theatre event in the southern city of Adana, organised by the pro-



Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), on the grounds that it represented a security threat.

Kurdish language and culture have been criminalised off and on since the earliest years of

the Turkish Republic.

In 2012, hoping to charm Kurdish voters, the ruling Justice and Development Party (AKP) began granting greater freedoms to the Kurdish language. For the first time in the coun-

try's history, Turkish authorities legalised Kurdish as an elective course in high schools.

In 2014, the foundation of private minority-language schools was allowed. But since the mid-2015 breakdown of the peace process between Turkey and the Kurdish militia fighting an insurgency in the country's southeast, the repression has returned. Countless Kurdish media organisations, associations, language schools, and cultural institutions have been shut down.

### Kurdistan au féminin

24 septembre 2020

## La Commune du Film du Rojava réalise un nouveau film: Berbû

**L**e nouveau film « Berbû » de la Commune cinématographique du Rojava a été tourné à Dêrik et traite des changements dans la vie des femmes après l'occupation de Serêkaniyê par la Turquie.

Komîna Fîlm A Rojava (la Commune du Film du Rojava) a terminé le tournage d'un nouveau film. «Berbû», parle des changements dans la vie des femmes après l'occupation de Serêkaniyê (Ras al-Ain) par la Turquie en octobre 2019. Le film a été tourné dans le quartier Cûdî de la ville de Dêrik.

Le film a été réalisé par Safinaz Evdikê qui a appris son métier au Centre culturel Ce-



gerxwîn à Amed (Diyarbakir), qui a depuis été fermé par l'administrateur nommé à la place des élus kurdes. La réalisatrice a parlé de son film en disant: « Nous voulons montrer ce qui se passe à Afrin, Serêkaniyê et Girê Spî. Avant l'occupation, de nombreuses mères rêvaient de marier leurs enfants. Cer-

taines femmes étaient enceintes et attendaient un enfant. Les adolescentes préparaient la nouvelle année scolaire ou leurs études. En raison de l'occupation turque, aucun de ces rêves n'ont pas pu se réaliser. À Serêkaniyê, la vie s'est arrêtée. Notre tâche en tant que réalisateurs est de

montrer cela au monde. »

Le film sera projeté dans les centres culturels de la Syrie du Nord et de l'Est prochainement.

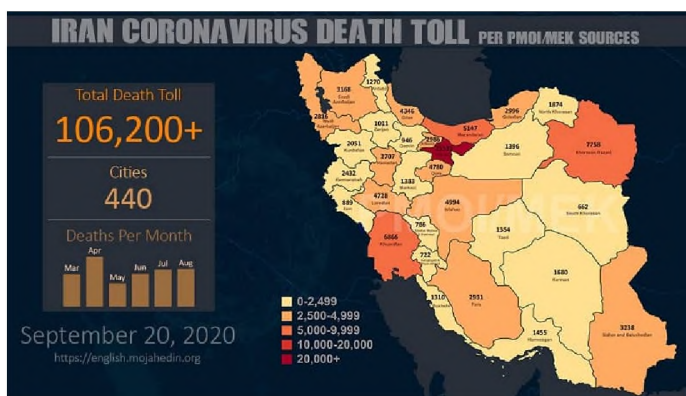
La Commune du film du Rojava a été fondée en 2015 et forme des cinéastes depuis. Son objectif est de contrer le cinéma élitiste avec un cinéma populaire où les gens peuvent raconter leurs histoires. Outre les échanges culturels, l'accent est mis davantage sur la perspective des femmes et des opprimés. Le kurde, interdit en Syrie pendant des décennies, est devenu la langue du cinéma pour la première fois.

## Iran : Plus de 106.200 décès dus au coronavirus dans 440 villes - NCR Iran

La porte-parole du ministère de la Santé : Le nombre de morts le plus élevé au cours de la mi-septembre a été enregistré à Qom, Chaharmahal-Bakhtiari et Ispahan. —Agence Irna, 20 septembre)

· Ali-Reza Zali, chef du Centre national de lutte contre le coronavirus (CNLC) à Téhéran : Téhéran est dans une situation très rouge, nous sommes entrés dans la troisième vague, les chiffres augmentent. Ce nombre n'est pas une vague qui passe. (Agence Isna, 20 septembre)

· Le chef de service des USI de l'hôpital Imam-Reza de Machad : Si l'entrée des hôpitaux n'est pas contrôlée, nous serons confrontés à une crise due au manque d'équipement et à l'épuisement des infirmières et des médecins dans la troisième vague, et nous



n'aurons pas de personnel en forme et de matériel. (Agence Irna, 20 septembre)

· Le président de la faculté de médecine de Qazvine : ces dernières 24 heures, il y a eu 11 décès, un chiffre sans précédent ces quatre derniers mois. (Agence Fars, 20 septembre)

· Javan, organe des pasdaran, 20 septembre : Le coronavirus est une bombe à

retardement qui peut exploser à tout moment et détruire toutes les infrastructures.

L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran a annoncé le 20 septembre 2020, que le nombre de décès dus au coronavirus dans 440 villes est supérieur à 106.200. Le nombre de morts dans les provinces de Téhéran atteint 25.535, Khorassan-Razavi 7758, Ispahan 4994, Qom 4780, Lorestan 4728, Azerbaïdjan oriental 3168, Alborz

2986, Azerbaïdjan occidental 2816, Kurdistan 2051, Kerman 1680, Semnan 1396, Zanjan 1011, et Ilam 889.

La porte-parole du ministère de la Santé a estimé le nombre de morts à 183 ces dernières 24 heures, le plus élevé en 40 jours, et les nouveaux cas positifs à 3097, le nombre le plus élevé en 108 jours. Elle a déclaré: « Par rapport à la deuxième semaine de septembre, au cours de la troisième semaine nous avons assisté à une augmentation des hospitalisations, au plus grand nombre de nouveaux cas et d'hospitalisations dans la province de Qom et au plus grand nombre de décès par coronavirus dans la province de Qom, mais aussi de Chaharmahal-Bakhtiari et Ispahan. » (Agence Irna, 20 septembre).

Secrétariat du Conseil national de la Résistance iranienne



24 Septembre 2020

## Kurdistan irakien : un journaliste emprisonné pour diffamation envers le président

À la suite de l'emprisonnement d'un journaliste kurde irakien accusé de diffamation envers le président Barham Saleh, Reporters sans frontières (RSF) appelle à sa libération immédiate et inconditionnelle.

Les autorités irakiennes ont arrêté ce 22 septembre à Souleymanieh, dans l'est de la région autonome du Kurdistan, le journaliste Bahroz Jafar du site internet indépendant Peyser Press. Il est actuellement en détention provisoire, après avoir été accusé de diffamation contre le président irakien Barham Saleh, fondateur de la Coalition pour la

démocratie et la justice, une alliance d'opposition au parti influent à Souleymanieh, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Son arrestation fait suite à une plainte déposée par l'avocat du chef de l'Etat après la publication d'un éditorial signé par le journaliste le 29 août dernier qui critiquait le président. Dans cet article, intitulé "Combien de temps encore le président fera-t-il fausse route ?", Bahroz Jafar s'adressait directement au président, un Kurde d'origine, lui reprochant son manque de soutien au Kurdistan.

"Déposer plainte et envoyer en prison un journaliste pour un article critique envers le président est une pratique digne des régimes les plus autoritaires, déplore la responsable du bureau Moyen-Orient à RSF, Sabrina Bennoui. Au nom des idéaux que cherche à incarner la Coalition pour la démocratie et la justice fondée par le président irakien, nous appelons à la libération immédiate et sans condition de Bahroz Jafar, qui n'a fait qu'exercer son droit à informer".

Selon l'ONG locale Metro Center, il encourt une peine d'un an de prison ainsi qu'une amende

de 100 dinars irakien pour "diffamation criminelle".

Directeur du Mediterranean Institute for Regional Studies (MIRS), Bahroz Jafar avait publié en décembre 2019 un article sous le titre "Qui est vraiment Barham Saleh ?" dans lequel il analysait les évolutions de la démocratie en Irak et dénonçait la corruption d'Etat.

L'Irak occupe la 162e place sur 180 pays au Classement mondial de la liberté de la presse 2020 établi par RSF.





REUTERS

September 25, 2020

## Turkey orders 82 arrests, including Kurdish opposition members, over 2014 protests

**T**urkey on Friday ordered the arrest of 82 people including members of a pro-Kurdish opposition party over violent protests in 2014 against an attack on the Syrian Kurdish town of Kobani.

Protesters flooded streets in Turkey's mainly Kurdish southeast that October, accusing the Turkish army of standing by as the Islamic State militant group besieged Kobani in plain view just across the Syrian border. The protests led to the deaths of 37 people.

Turkish authorities accuse the militant Kurdistan Workers' Party (PKK), which has fought for greater autonomy for the southeast since 1984, of inciting the demonstrations.

They also accuse the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) of links to the PKK and supporting the protests. The HDP, the third largest party, denies links to terrorism.

Former HDP leaders Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdag have been in jail since 2016 on charges related to the Kobani protests.

In a statement on Friday, the Ankara prosecutor's Terror Crimes Investigation Bureau said arrest warrants had been issued over "several calls made to invite the public to the streets and carry out terror acts".

Those detained on Friday included the mayor of the nor-

theasterly Kars province, Ayhan Bilgen, and former lawmaker Sirri Sureyya Onder, both prominent HDP figures, as well as some party executives.

Mithat Sancar, the party's current co-leader, said the AK Party of President Tayyip Erdogan "wants to intimidate the opposition and spread fear among the public by silencing the HDP".

He said the HDP's own requests that the Kobani protests be investigated had been dismissed.

Since local elections in 2019, Ankara has removed dozens of mayors belonging to the HDP, accusing them of links to terro-

rism, and appointed trustees in their place. Two HDP lawmakers have been ejected from parliament since elections in 2018 after being convicted on terrorism charges.

Eleven others were ejected in the previous term.

The Ankara prosecutor's office is now preparing proceedings against seven more HDP lawmakers that could lead to their immunity being lifted to allow them to be charged, the state-owned Anadolu news agency reported.

The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the United States and European Union.



26 Septembre 2020

## Bombardements turcs au Kurdistan irakien, la désolation des victimes civiles

**V**oilà des années que la Turquie mène une guerre acharnée contre le Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK. Ces combattants kurdes sont repliés autour de la frontière turco-irakienne.

Sous prétexte de lutter contre le terrorisme, Ankara mène régulièrement des frappes aériennes contre les villages du Kurdistan irakien. La dernière campagne militaire a été lancée en juin dernier. Elle a amené à la désertion de nombreux villages et fait plusieurs victimes civiles.







25 Septembre 2020

## Kurdistan : 7 kolbars tués en un mois

**S**elon le réseau des droits humains au Kurdistan (KHRN), au moins 7 kolbars (porteurs de charges travailleurs journaliers) ont perdu leur vie du fait d'une attaque par les soldats turcs et iraniens entre le 23 août et le 23 septembre.

Le réseau des droits humains au Kurdistan a déclaré que les kolbars ont été visés directement par les attaques, qui ont également blessées 11 autres kolbars.

Selon KHRN, le corps du kolbar Şeram Mihemedi n'a pas été rendu à sa famille. Les autorités turques demanderaient de l'argent pour cela d'après des témoignages.

Dans la même période, quatre kolbars sont également morts dans des accidents.

La tragédie des Kolbars.

L'est du Kurdistan s'est en-



Un groupe de kolbar transportant de la marchandise entre les frontière du Sud (Irak) et de l'Est (Iran) du Kurdistan.

foncé davantage dans la pauvreté au fil des années à cause des politiques délibérées du régime iranien et est l'une des régions les plus pauvres d'Iran. Comparée aux autres régions, la zone a connu beaucoup moins d'investissements et son développement a été volontairement freiné. L'agriculture et l'industrie n'ont pas été autorisées à se développer causant une des plus hautes montées du chômage en Iran.

Confronté à des politiques de discrimination, d'oppression et d'appauvrissement, transporter des marchandises en contrebande n'est pas un choix mais un moyen de survie.

Kolbar est formé des mots kurdes "kol" (dos) et "bar" (charge). Les kolbars gagnent leur vie en transportant des chargements le long de la périlleuse ligne frontière. Parmi les marchandises transportées, des cigarettes, télé-

phones mobiles, vêtements, fournitures domestiques, thé et rarement de l'alcool. Ils marchent à travers un terrain dangereux pour permettre à ces échanges commerciaux entre Kurdistan nord et sud de continuer. Les biens qu'ils apportent sont vendus très chers à Téhéran, mais les kolbars qui risquent leur vie pour eux sont payés chichement.

Les intermédiaires qui prennent les commandes et trouvent les acheteurs en ville sont appelés kasibkars.

Kolbars et kasibkars sont âgés de 13 à 70 ans. Certains ont seulement été à l'école primaire tandis que d'autres ont des diplômes universitaires. Ils transportent des marchandises, parce qu'ils n'ont pas pu trouver d'autre emploi. Dans les 5 dernières années, près de 300 kolbars et kasibkars ont été tués de sang froid. Il n'y a pas de statistiques précises disponibles sur ces morts.



September 26, 2020

## Kurds Warn of Mounting Ethnic Tensions in Iraq

**T**he Iraqi Kurdistan government is warning of mounting ethnic tensions in the country's disputed territories, saying that Kurdish families are being forcibly evicted from their homes by Arab settlers in a manner that "threatens peace and stability."

Some security experts also say the renewed ethnic tensions

over long-standing property ownership rights in Kirkuk could create a fertile ground for the Islamic State terror group to mount attacks, given that it maintains active sleeper cells in the multiethnic and oil-rich province.

Masrour Barzani, prime minister of the autonomous Kurdistan Regional Government

(KRG), in a statement Tuesday compared recent reported attempts to evict Kurdish villagers to former Iraqi President Saddam Hussein's ethnic-cleansing policy, known as "Arabization."

"We are watching with grave concern the situation in the disputed territories in Kirkuk province in particular, where Arabization policies and at-

tempts to change their demography continue systematically to date," he said.

VOA's requests for reaction from Iraqi Prime Minister Mustafa al-Kadhimi's office on Barzani's comments went unanswered.

What is Arabization?

Following the first Gulf War in 1991, Hussein's regime expelled tens of thousands of Kurds and other minorities, such as Turkomans and Assyrians, from Kirkuk province while providing Arabs from southern Iraq with financial incentives and free farmland to settle in the northern province. Rights groups called the process ethnic cleansing.

When the U.S.-led invasion started in 2003, many Arab settlers, fearing for their lives, evacuated their homes before they were retaken by Kurds and others, who had been expelled by Hussein's regime in the first place. They said they were merely taking back what had been "stolen" from them.

Left without protection of the Kurdish peshmerga, KRG says a reverse wave is now taking place in Kirkuk as former Arab settlers reportedly are showing up to demand farmlands from Kurds. The Iraqi government forced the peshmerga to withdraw from Kirkuk following the 2017 Kurdish independence referendum.



Though the tensions have not turned bloody yet, locals say the risks remain high as Kurdish farmers generally are armed. Some Kurds, who have refused to leave, say their wheat fields have been set ablaze during the night by unknown people.

"We stress that the Kurdistan



Regional Government will never accept Arabization policies, bringing nonindigenous people to settle in these places in particular," Barzani said in the statement.

"Imposing these policies will threaten peace and stability in these areas," he added. The militias

In an apparent move to assuage Kurdish concerns, Iraq's Ministry of Justice issued a de-

crete Wednesday, declaring null and void all the agricultural contracts that had been signed during Hussein's era to "demographically change the disputed territories."

While the Kurds welcome the decision, they say enforcing it on the ground is far more important. Some analysts say

they doubt a political decision can bring the long-standing conflict to a swift end in a country where irregular militia groups often call the shots.

Iran-backed militias, known as the Popular Mobilization Forces (PMF), are a key element of the disputed territory's security forces.

The current prime minister has no power to prevent all the militias who are holding arms against different ethnic groups," said Nahro Zagros, an Irbil-based university professor and a nonresident fellow with the Gold Institute in Washington.

A senior KRG official told VOA on the condition of anonymity because of the sensitivity of the issue that the renewed ethnic tensions in Kirkuk do not mean KRG-Baghdad talks are breaking down over other issues such as budget and joint military efforts against IS.

"We have not made any breakthrough," said the official. "No agreement on paper yet, but the talks are ongoing." He added that the Arab-Kurd tensions, though, could "create opportunities for [IS] to attack as it wishes."

Kadhimi's rare visit

Earlier this month, Kadhimi visited the Kurdistan Region, becoming Iraq's first sitting prime minister to visit the site of the 1988 chemical gas attack in the Kurdish city of Halabja. He also met with survivors of Hussein's Anfal genocide against Kurds.

"You have sacrificed a lot," said Kadhimi, addressing a woman who survived the genocide but lost many loved ones.

"We need to learn how to prevent this from ever happening again. The most important thing is that we don't repeat the same mistakes," he added.

Kadhimi's visit to the region, where he also met with protest leaders on the street, was widely praised in Kurdish social media, even as some viewed it as nothing more than propaganda for early elections expected to be held next year.

"Kurdish grievances in Kirkuk persist," said Bilal Wahab, an Iraq scholar at the Washington Institute for Near East Policy. "However, some posturing is in order as the two sides negotiate the 2021 budget and soon enter the electioneering phase."

Washington has encouraged Baghdad to reach an agreement with the KRG. In August, ahead of Kadhimi's visit to the U.S., a senior Trump administration official told reporters that solving KRG-Baghdad disputes was at the top of the agenda.

"Our most acute conversation point in this visit is to make sure that the resources available to the Baghdad central government also find their way to the KRG," said the U.S. official.





September 27, 2020

## International, domestic groups condemn new crackdown on HDP officials

The Democratic Peoples' Party (HDP) and left-wing political parties in other countries on Saturday condemned Turkey's operation to arrest 82 people, including HDP officials, as part of an investigation into the 2014 Kobani protests.

Among those the Ankara's Chief Public Prosecutor issued arrest warrants for were members of the pro-Kurdish HDP, including former parliamentary deputies, mayors and former party chairs. At least 18 people have so far been arrested in an operation conducted by counterterrorism units simultaneously covering seven provinces.

HDP co-chair Pervin Buldan said the operation was politically motivated and revenge for the June 7, 2015 elections, where the ruling Justice and Development Party (AKP) lost its super majority in parliament and HDP grew to be the third largest party in the country, with 80 deputies.

"This operation against HDP is a continuation of previous operations, it is a coup attempt," she told reporters on Saturday. "The HDP did not bow down, it will not bow down. It did not bend a knee, it will not bend a knee, let that bother you."

Buldan criticised Turkish authorities for investigating the deaths during widespread violent protests in Turkey in 2014. She said 47 HDP members had been killed, although their names were not made public.

In Oct. 2014, demonstrators flooded the streets in Turkey's majority-Kurdish southeast, accusing the Turkish military of standing by as the Islamic State (ISIS) besieged Kobani, a Kurdish town just across the border in Syria. The subsequent clashes between protesters, fundamentalist groups and Turkish security forces led to the deaths of at least 37 people.



"The main reason behind the HDP people being taken away in reverse handcuffs ... is because they supported the struggle against ISIS in Kobani, which (President Recep Tayyip Erdoğan) said was 'about to fall'," exiled Turkish journalist Can Dündar said on Twitter on Saturday.

In an interview with pro-Kurdish Mesopotamia Agency, HDP Group Deputy Chairwoman Meral Daniş Beştaş said the Turkish government was using the legal system as "tool of punishment that they can use at their will."

"The protests took place in 2014. We are now in 2020," she said. "They are using the Kobani incidents to create legitimate grounds for their attacks."

At the same interview, Garo Paylan, HDP deputy co-chair for economy, said the governing AKP was "unable to create a narrative" for the latest arrest operation.

"They need to polarise the people and create common enemies in order to cover up their political and economic failure," he said "I think the peoples of Turkey know that there is a conspiracy here."

Timur Kuran, a politico-economic professor at Duke University, said the mass arrests by Turkish authorities was "another step toward shutting down" the HDP.

Since local elections in 2019, Ankara has dismissed mayors from at least 51 out of the 65 municipalities the HDP won, accusing them of links to terrorism, and replaced

them with government-appointed proxies. Two former HDP co-chairs, Selahattin Demirtaş and Figen Yüksekdağ, remain in prison over terrorism charges since 2016. Yüksekdağ's deputy status was revoked in 2017, while Demirtaş's ended with the 2018 elections.

"Reducing Kurdish alienation through dialogue and compromise just got even harder. Democracy got buried deeper," Kuran said on Twitter.

Mesut Yeğen, a sociology professor from the İstanbul Şehir University, said it was not a coincidence the arrests came at the time when the Turkish government stopped its "aggressive politics abroad."

"The issue has no legal aspect to it. I consider it to be part of a political calculation about today," he told Bianet on Friday.

After over a month of political and military tensions between Turkey and Greece over a territorial dispute in the eastern Mediterranean, the two countries have signalled their willingness to de-escalate the situation, preventing a direct confrontation and potential European Union sanctions.

In Libya, the Turkey-backed Tripoli government and its rival Libyan National Army agreed last week to resume national oil production and exports. Both sides have fought in a bloodied civil war, the latest stage of which was a failed 14-month LNA offensive to take the capital. "(The AKP government) needs to start a fire under nationalist

masses so that it can keep them around itself in domestic politics. It wants to start this much-needed fire around the Peoples' Democratic Party," Yeğen said.

The news of the extensive raid drew condemnation from international institutions and groups, including from deputies from European Parliament.

Left-wing parties from various countries released statements denouncing the arrests and called on their respective governments to demand the release of political prisoners in Turkey.

Susan Price from Australia's Socialist Alliance called on Canberra to protest the arrests and summon the country's Turkish ambassador to demand Turkey to halt the crackdown, in a video posted on Twitter.

Susan Price from the Socialist Alliance, Australia, condemns mass arrests of HDP elected representatives & activists. Calls on Australian government to protest at international level and immediately summons the Turkish ambassador to demand repression stop. In a video posted on pro-Kurdish Fırat News Agency's website, fellow Socialist Alliance member Alex Bainbridge labelled the raids a "barbaric, anti-democratic action by the Turkish regime".

"We should call on all countries to distance themselves diplomatically from this hard right regime in Turkey," Bainbridge said.

The Socialist Party of Malaysia (PSM) in Malaysia said in a written statement on Saturday: "The continuous attack by the Erdoğan regime against HDP is an attempt to deny the Turkish people an alternative for a democratic future that will bring meaningful change to the Middle East and Europe."





September 28, 2020

## COVID-19: Iraq's fatalities exceed 9,000, as infections top 350,000

Iraqi Ministry of Health and Environment, on Monday announced 4,116 new coronavirus infections and 63 deaths due to the disease in the past 24 hours.

The health ministry in its daily statement pointed out that it had conducted 22,054 tests in the last 24 hours, making for a total of 2,220,913 tests carried out since the beginning of the outbreak in Iraq.

According to the health figures, the total number of infections in Iraq crossed 350,000, including about 280,000 recoveries, and just over 9,000 deaths.

The Ministry of Health confirmed, on Monday, that the only alternative to another lockdown, as daily cases continue to be in the thousands, is citizens' awareness and commitment to preventive measures.

"Citizens in the working-class neighborhoods roam freely and throw parties without supervision or accountability," the health ministry said in a separate statement. It added that "the curfew was applied, and effective in Iraq at the beginning of the coronavirus crisis."

The ministry explained, "the lifting of the curfew came be-

cause of the citizens' lack of commitment to preventive measures."

The ministry also pointed out that it has secured 8 million two-dose coronavirus vaccines as a first batch, indicating that they will be prepared by the Global Alliance for Vaccination and Immunisation (GAVI).

The Director of Public Health at the Ministry of Health, Riyadh Al-Halfi, said in a statement, that Iraq has not yet reached the peak of coronavirus infections and that it is still in the first wave of the epidemic.

Halfi also explained that at this

point the ministry is preparing a plan to accommodate hospitals for an increase in the number of infections by enhancing the clinical capacity and preparing medical supplies and health staff to face any emergency.

"The epidemiological situation is witnessing a significant increase in the number of infections day after day and there is no solution except for a vaccine, despite the treatment currently available, but it does not work to limit the spread of the epidemic," Halfi added.



28 septembre 2020  
Par Lucile Wassermann

## Le Kurdistan irakien, refuge pour les militants contraints à l'exil

Cela fait un an que les Irakiens sont descendus dans les rues pour demander un nouveau système politique. On s'en souvient : pendant des mois, des dizaines de milliers d'habitants avaient battu le pavé, jusqu'à obtenir la démission du Premier ministre, au prix de centaines de morts et de milliers de blessés. Aujourd'hui, les manifestations sont rares, mais le mouvement tente de s'organiser politiquement et prépare

un nouveau départ le 1er octobre. Problème : depuis des semaines, les principaux activistes sont visés, assassinés, kidnappés. Beaucoup ont dû fuir pour le Kurdistan irakien.

Redha Ali Al-Aqili, assis sur un banc d'un parc vide, fait défiler des vidéos sur son téléphone portable. Sur plusieurs d'entre elles, on le voit dominer une marée humaine, debout sur une voiture, micro en main. Il hurle des slogans que la foule



Une rue de Souleymanieh, au Kurdistan irakien (image d'illustration). Shwan MOHAMMED / AFP

devant lui reprend en cœur.

Ces moments ont été capturés à Maysan, dans le sud de l'Irak, en octobre 2019. A l'époque où les manifestations irakiennes battaient encore leur plein. Pendant près d'un an, Redha, la vingtaine, cheveux noirs peignés en arrière, s'est impliqué corps et âme dans ce mouvement. Il était l'un des leaders, mais a dû se faire oublier, après deux tentatives d'assassinat. « La première fois, ça a été quand j'ai reçu sept balles dans ma voiture, en mars. Ça ne m'a pas empêché de manifester, jusqu'à il y a un mois et demi environ, mais en août ils nous ont ciblés, ma famille et moi,

en utilisant lance-roquette, un RPG, et de nouveau des balles réelles. »

Après ces attaques, Redha se résigne à fuir loin de sa région natale. Avec sa famille, il vit aujourd'hui en exil dans la région autonome du Kurdistan irakien. « Tous les gouvernorats qui se sont soulevés en Irak, et où les activistes se sont mobilisés, sont devenus trop dangereux aujourd'hui, c'est pour ça que je suis partie au nord de l'Irak. »

Redha n'est pas un cas isolé. Beaucoup d'autres activistes ont été ciblés au cours de cette année. Ceux qui ont survécu sont souvent partis, comme lui, pour le Kurdistan irakien.

D'autres ont complètement quitté le pays.

Retour à Bagdad où le docteur Ali al-Bayati, membre de la Haute Commission irakienne pour les droits de l'homme, observe depuis un an ces crimes commis à l'encontre des activistes. « Il est très clair que ces assassinats visent la partie la plus active de la contestation pour les empêcher de se regrouper ou de s'organiser politiquement, afin qu'ils ne participent pas aux prochaines élections. »

Au total en un an, plus de 75 activistes ont été assassinés selon lui. Les militants accusent les groupes paramilitaires

soutenus par l'Iran d'être derrière ces attaques, mais à ce jour aucune enquête gouvernementale n'a permis d'identifier les responsables. Pour Ali Al Bayati, il y a peu de chance pour que cela arrive. « Ceux qui le font, le font librement en ce moment, et ont assez de pouvoir pour le faire. Ils ont des groupes militaires, et ils font partie des autorités. Ils ont une immunité. »

Aujourd'hui l'incertitude demeure sur l'avenir du mouvement, et à l'approche du 1er octobre, c'est tout une nation qui retient son souffle.



29 septembre 2020  
Par Lucile Wassermann

## Irak : condamnés à fuir pour avoir contesté le régime

**A**lors qu'approche la date anniversaire du mouvement de contestation qui a enflammé Bagdad et plusieurs villes irakiennes, les militants, violemment réprimés en 2019, sont de nouveau sous pression. Parce qu'ils dénoncent un régime inopérant, mais aussi la tutelle de l'Iran.

Il y a bientôt un an, la rue irakienne – principalement à Bagdad et dans les villes du sud – était le théâtre de manifestations antigouvernementales inédites. Mobilisés contre le chômage de masse, la corruption endémique ou l'absence de services public, les protestataires réclamaient la chute du régime, par ailleurs accusé de prendre ses ordres en Iran.

Le mouvement, qui a provoqué la démission du Premier ministre Adel Abdel-Mehdi, a aussi



Une manifestante brandit le portrait d'un de ses camarades tués dans le mouvement de protestation qui, à l'automne 2019, a fait trembler le régime irakien. • Crédits : Sabah Arar - AFP

été marqué par une violente répression et un tragique bilan : on estime que les forces de sécurité, et notamment les milices pro-iraniennes Hachd al-Chaabi, ont tué au moins 470 morts manifestants entre oc-

tobre et décembre 2019. Seule solution, l'exil

Le 1er octobre, date d'anniversaire du mouvement de contestation, arrive à grands pas et une vague de violence s'abat

depuis plusieurs semaines sur les principaux militants. Beaucoup ont fui pour Erbil, ou même pour la Turquie, considérant qu'ils n'étaient plus en sécurité partout en Irak.

Pour France Culture Lucile Wassermann a rencontré l'un d'eux à Erbil. Il a été victime de deux tentatives d'assassinat. La dernière fois, des hommes armés sont venus avec un lance-roquettes devant chez lui, et ont visé sa chambre. Heureusement, personne n'était présent à ce moment-là. Lui et sa famille ont alors décidé de quitter le sud de l'Irak pour le Kurdistan.

Il ne pense pas revenir manifester le 1er octobre, et accuse "les milices" de vouloir terroriser les militants avant cette date, pour éviter un nouveau départ du mouvement.



## Iran's shadow looms large over southeastern Iraqi Kurdistan

In this southeastern corner of the Kurdistan Region of Iraq, Iranian influence is clear and of concern to many in the area amid reports of cross-border fraud and smuggling networks.

Dams built by Iran threatening to severely decrease water supplies available for local production may also negatively impact the future of the area.

The Finance Ministry of the Kurdistan Regional Government (KRG) announced earlier this month that a vast smuggling network had been discovered at a border crossing with Iran but did not specify which border crossing.

The crossing referred to was that of Parvizkhan, in the administrative area of Garmiyān in the far southeastern part of Iraqi Kurdistan, officials were quoted by local media outlet Rudaw as saying.

They noted that “hundreds of millions of dinars worth of goods” had been smuggled and that this had “damaged public finance.”

At a farm some miles from this border crossing point in mid-September, Al-Monitor could hear several lorries continuing to travel along the road running from Iran to Kalar late into the night. Locals claimed that many of the goods passing through the border crossing unofficially were brought in after dark.

The border is where the largest amount of goods pass into Iraq from Iran, which exported some 1.34 tons of commodities worth \$562 million in the first four months of the Iranian year (March 20-July 21), marking a whopping rise of 78% in tonnage and 33% in value, Iranian media reported in August.

In 2017, the Parvizkhan border crossing accounted for over 54% of Iran's exports to Iraq. A three-month closing of it, after a referendum was held on



Iraqi tourists walk past the Sherwana Citadel in the Kurdish city of Kalar, 126 kilometers (78 miles) south of Sulaimaniyah, Sept. 27, 2015. Photo by SAFIN HAMED/AFP via Getty Images.

independence of Iraqi Kurdistan from the rest of Iraq, resulted in 3,000 jobs lost in the region on the Iranian side of the border, according to one Iranian media outlet, attesting to its importance.

Iraqi Kurdistan has three border crossings with Iran: Haji Omaran in Erbil province, Parvizkhan in the Garmiyān administration area and Bashmakh in Sulaimaniyah province.

Prime Minister Mustafa al-Kadhimi, who vowed to crack down on corruption as part of his efforts to improve rule of law and the economy in the country after being sworn in on May 7, visited the Mandali border crossing between Iraq and Iran in Diyala province south of Garmiyān on July 11, to kick off a campaign against corruption at customs points in the country.

He said that the government would go after “ghosts” that cross the border without paying customs duties.

The southeastern part of the Kurdistan Region of Iraq has long had closer ties to Iran than much of the rest of the region, and Iran-linked armed groups continue to operate south of it in Diyala province.

A security officer from the region told Al-Monitor, on condition of anonymity as he had not been authorized to speak to the media, that security in some of the dis-

puted territory between Iraqi Kurdistan and Baghdad-controlled areas south of Garmiyān had improved since Kadhimi took office.

He added that “regular forces — the local police, federal police and the army” — were now in more control of some areas that had previously been under the sway only of a motley assortment of Popular Mobilization Units (PMU) linked to Iran in varying degrees.

However, he added that “there are so many factions inside Khanaqin” and “the [Iraqi] army is not performing its duties. You still see Hashid Shaabi [the PMU] controlling every section in that area.”

He stressed that this is a problem and claimed that “whenever there are Iranian borders, the Iranian government will make problems for the commander [in the area].”

The security officer said one tactic often used by Iran was saying that “there are daily delegations from Iran to Khanaqin,” and that “there are VIP people coming from Iran to Khanaqin or are on their way to Najaf and Karbala,” and that no security force except the Iran-linked PMU are capable of providing protection, thus justifying their continued presence.

“And the majority of people around Khanaqin and Jalawla — both Kurds and Arabs — are Shiite,” he added, noting that Iran

exploits this fact for its own purposes.

Araz Muhamed, a local journalist, told Al-Monitor during an interview Sept. 15 in Kalar that as part of his reporting work he had found evidence of Iranian intelligence cells located in and monitoring the city.

When this journalist accompanied peshmerga forces then stationed in Khanaqin — in an area disputed between Baghdad and the KRG but currently under central government control — to the front line in Jalawla against the Islamic State in September 2014, she was told by one officer that Iranian forces were in the area in small numbers.

However, KRG forces are now stationed only as far south as the Garmiyān administrative region, which includes the Kalar, Kifir and Chamchamal districts.

The location of Garmiyān in a disputed area sometimes leads to issues with registering land deeds, locals told Al-Monitor during a visit to the area. Local residents who own land near the Iranian border said they had been sent back and forth between offices in Sulaimaniyah and Diyala for official paperwork, with public officials claiming on both sides that it was the responsibility of the other administration.

Another key issue that may irreparably damage the local economy near this border in addition to smuggling, if not curbed, are several dams built in recent years on the Iranian side of the border reducing water supply to the region.

Muhamed stressed that the dams and Iran's ability to cut off water to the area would become an issue in the coming years and would be detrimental to the local economy on this side of the border, possibly forcing many to move elsewhere.



## Les sunnites irakiens continuent à rêver de « leur » État

### ► Quel est le projet ?

Après Dubaï et Amman, une nouvelle réunion a eu lieu, mi-septembre à Erbil, au Kurdistan irakien, au sujet de la création d'un « État sunnite » en Irak. Y participaient « des représentants des États-Unis, des Émirats Arabes Unis, du Gouvernement régional du Kurdistan, ainsi qu'un proche de Mohamed al-Halbousi », président du Parlement et principale figure sunnite à Bagdad, rapporte Adel Bakawan, directeur du département de la recherche à l'Iremmo.

Comme d'habitude, ils n'ont fait aucune déclaration publique. Le 12 janvier, seules des fuites avaient révélé la réunion de Dubaï, vigoureusement démenties par l'entourage de Mohamed al-Halbousi.

De fait, s'il est soutenu par la province autonome kurde, le projet est catégoriquement rejeté par la classe politique chiite à Bagdad. Il s'agit ni plus ni moins de dépecer l'Irak en créant une région autonome à partir des gouvernorats majoritairement sunnites du nord : l'immense province d'al-Anbar, celle de Ninive, et tout ou partie de celles de Salah ed-Din et Dyala.

Grâce aux financements venus du Golfe, les partisans de ce projet rêvent de faire de ces territoires – largement détruits pendant la guerre contre Daech – un « État modèle », autour de Mossoul rebâtie, et



alimenté par un désert d'al-Anbar transformé en verte vallée... Un État grâce auquel les sunnites irakiens retrouveraient la maîtrise de leur destin.

### ► Qui soutient le projet ?

Le projet est presque aussi ancien que l'arrivée des chiites au pouvoir à Bagdad, en 2003, dans le sillage de l'invasion américaine et de la chute de Saddam Hussein. L'élite sunnite, qui tenait les rênes du pays depuis la conquête ottomane en 1638, est alors renvoyée. La fracture politico-religieuse se révèle dans toute son ampleur, au point que Joe Biden, ancien vice-président de Barack Obama et actuel candidat à l'élection présidentielle, conçoit le premier plan de partage « ethnique et religieux » de l'Irak en 2006 pour tenter de mettre fin aux violences.

« Après avoir tenté de collaborer avec la nouvelle puissance occupante entre 2006 et 2010, les sunnites ont dû se rendre à l'évidence : le gouvernement chiite de Bagdad n'a tenu aucune de ses promesses », explique Adel Bakawan. « Ils se

sont alors désengagés de l'État, adoptant même une position de neutralité vis-à-vis de l'émergence de Daech. Aujourd'hui, après l'échec de l'État islamique, certains se disent que l'unité de l'Irak ne profite qu'aux chiites, bien décidés à ne partager ni le pouvoir ni les richesses. »

Le projet est soutenu par les « parrains » sunnites dans la région : Arabie saoudite, Émirats arabes unis, et même Jordanie. « Pour les Kurdes, la création d'un État sunnite serait une revanche de l'histoire, le moyen d'obtenir enfin l'indépendance pour eux-mêmes », ajoute le chercheur. À Washington en revanche, deux lignes se dégagent : l'une favorable à ce petit État allié et prête à abandonner le sud du pays à l'Irak ; l'autre encore désireuse de ravir la totalité du pays à Téhéran.

### ► Quelles seraient les conséquences ?

Le débat a rebondi début janvier, après l'assassinat à Bagdad du général iranien Qassem Soleymani et le vote d'une résolution parlementaire demandant l'expulsion des

troupes américaines d'Irak. La plupart des bases irakiennes accueillant ces dernières sont situées dans des zones sunnites et kurdes, peu désireuses de voir s'accroître encore la mainmise iranienne sur le pays.

Puis un nouveau premier ministre a été nommé à Bagdad, Moustafa al-Kadhimi, réputé proche des États-Unis, et chargé, lourde tâche, de restaurer la souveraineté irakienne, en particulier de ramener dans le giron de l'État les puissantes milices irakiennes pro-Iran.

Tout en ayant accepté de lui donner une chance, les partisans d'une « région sunnite » se préparent. Certes, la Constitution irakienne permet la création de provinces administratives autonomes, sur le modèle du Kurdistan. Mais les incertitudes sont multiples. La zone qu'ils lorgnent est largement dépourvue de pétrole, à l'exception des territoires disputés autour de Kirkouk, ardemment convoités par les Kurdes. La délimitation des futures frontières laisse augurer à la fois d'incessants conflits, et une large dépendance vis-à-vis des financements saoudiens et émiriens.

Par ailleurs, les nombreuses minorités qui y vivent – yézidie, chrétienne, bahaïe, kakaï, etc. – considèrent le projet de « Sunnistan » avec suspicion, échaudées par l'expérience de l'État islamique. « Couper l'herbe sous le pied à la contestation islamiste suppose d'investir massivement dans l'éducation, les services publics », reconnaît Adel Bakawan.

The New York Times

September 20, 2020  
By Behrouz Boochani

Opinion

## 'White Australia' Policy Lives On in Immigrant Detention

The government's abuse of refugees in offshore facilities on Nauru and Papua New Guinea has its roots in the country's racist, colonial history.

Growing up in a Kurdish family in the Ilam Province of Iran, I never expected my life to be affected by Australia's history of white supremacy and settler colonialism. I had little awareness of Australia, a faraway country founded as a penal colony, and built on the massacres of its Indigenous people and on European migration. It was to be decades before I would hear about the White Australia policy, an official state immigration policy, in effect between 1901 and 1973, barring nonwhite people from immigrating to the country and intent on making Australia a white nation.

Yet the xenophobic legacy of the White Australia policy had a significant impact on the trajectory of my life and choked the lives of thousands of asylum-seekers and migrants who were held by Australia in offshore detention centers in its former colony Papua New Guinea and on the island of Nauru, a former protectorate.

After graduating from a public university, I wrote a bit for a Kurdish magazine in Ilam but mostly contributed to Kurdish publications outside Iran and advocated the preservation of Kurdish culture, which was seen as a threat by Iranian hard-liners. In 2013, the Iranian Revolutionary Guards Corps arrested some of my journalist colleagues. I was being followed and surveilled, and I went into hiding. The pressure was relentless; I had no choice but to flee Iran.

I flew to Indonesia and from there traveled with 60 other people by boat to Australia. We were intercepted and taken by the Australian Navy to Christ-



mas Island, an Australian territory in the Indian Ocean. Subsequently, in a shocking move by the Australian government, I, along with hundreds of other people seeking asylum, was banished from there to a remote prison in the middle of a silent ocean in Manus Province on Papua New Guinea.

I arrived there during the same week that Kevin Rudd, then the prime minister of Australia, brought in a horrific immigration policy. On July 19, 2013, he announced that asylum seekers arriving on the Australian shores on a boat would never be allowed to settle in Australia and would be forcibly taken to Papua New Guinea and Nauru. Australia paid the government of Papua New Guinea to keep hundreds of asylum seekers like me imprisoned in a disused naval base on Manus Island.

When I set foot on the island I was confronted with a decrepit and filthy prison, and saw a group of refugees — men, women and children — who had been imprisoned there before us. They told us they had been there since 2012. A few days after we arrived they were

transferred to Australia. We were their replacements.

I had no pre-existing knowledge of this prison and thought it was extraordinary after I found out that hundreds of people had been held there in 2001. The Australian government led by Julia Gillard, the prime minister between 2010 and 2013, had reopened it in 2012.

In 2013, we were forced to be the new subjects of this system of torture and banishment; a system by which the Australian government could control our bodies through contractors and guards but not be held responsible for the horrors that were visited upon us.

From the very beginning I realized that I was submerged in a tragedy, and that I had been thrown into an important chapter of Australia's modern history. After struggling for six years to expose Australia's detention system through writing hundreds of articles and a book and making a film — every paragraph, every image — created and transmitted text message by text message, shot by shot, on a smuggled

mobile phone, I was eventually invited to participate in the 2019 WORD Christchurch Festival in New Zealand.

After a 36-hour flight, a remarkable journey, I arrived in Christchurch in beautiful New Zealand. During that first week in the country, I spoke at the Gus Fisher Gallery in Auckland. After my talk someone told me that his father wanted to see me. He insisted I visit their family. I went to their home and spoke to a 60-year-old man who said to me, "I also came here from Manus Island."

It was unbelievable. He was an Iranian asylum-seeker who had been imprisoned on Manus Island in 2001. I was face to face with someone who was imprisoned there in 2001. It was as if two parts of Australia's forgotten history were meeting in another land after two decades.

When I was at Manus Island, I saw small strips of fabric tied to the fences of our remote prison. The prisoners from 2001 had tied them there to symbolize the days of their captivity. There were also drawings and poetry written on the walls of the rooms. Those material remnants represented the human beings who had been there a decade before us.

Looking at those signs, I would try to imagine who those people were and wonder where they were. Now I was sitting across the table from one of them, hearing the accounts of the torture he and hundreds of others had to endure.

I met a man at a winery who



told me he was among the 438 refugees who were rescued in 2001 from an Indonesian fishing boat stranded in the Indian Ocean by a Norwegian freighter, MV Tampa. The Australian government blocked the captain of the freighter from bringing the refugees onshore, sending troops onboard the ship.

What became known as “The Tampa Affair” intensified the brutal anti-immigrant policies that culminated in the offshore incarceration of people like me at Manus Island and Nauru. The people on MV Tampa were rejected by Australia and accepted by New Zealand. Two decades later, one of them was there opposite me. It seemed it was another part of the puzzle of Australian history.

Australia presents a beautiful and attractive image of itself to

the world but the modern history of Australia is full of puzzles. The more you investigate the more absorbed you become in its history. My journey educated me in its hidden, darker history of prejudice and xenophobia. It is a history written in places like Manus Island and Nauru, and has its roots in its settler colonial origins.

The Stolen Generation is another chapter in this story; for many decades, thousands of Indigenous children were separated from their parents by the state and forced to assimilate into settler colonial society.

Twelve years have passed since 2008 when Mr. Rudd, during his first term as prime minister, apologized for Australia’s violent mistreatment of its Indigenous people, for stealing their children. Still a disproportionate number of

children and youth incarcerated in the Northern Territory, in Queensland and elsewhere in Australia, are Indigenous.

Five years after apologizing to the Indigenous people, the same Mr. Rudd forcibly sent me and thousands like me to imprisonment at Manus Island. His government’s policies, hardened further by the three prime ministers who came after him — Tony Abbott, Malcolm Turnbull and now Scott Morrison — have resulted in many children being separated from their families for years.

The White Australia policy, which officially ended in 1973, continued under another guise. The colonial habit continues in Australia, with the government using Nauru and Papua New Guinea for exiling undesirable people. Australia’s presence on Manus and Nauru seems

like a thread that leads you further into a dark cave with no end.

Australia is a beautiful country with great artists and writers but it is also a country where brutality and suffering are interwoven into the sociocultural fabric, ingrained in the soul of the nation. People like me represent a part of its unofficial history, a history that is full of trauma and violence.

Behrouz Boochani is the author of “No Friend but the Mountains: Writing From Manus Prison,” a co-director of the documentary film “Chauka, Please Tell Us the Time” and a senior adjunct research fellow with the Ngai Tahu Research Center at the University of Canterbury. This essay was translated from the Farsi by Omid Tofighian.

September 30, 2020

AL-MONITOR 

## Kidnappings continue in Iraq’s disputed territories

KALAR, Iraqi Kurdistan — Better collaboration between the central government in Baghdad and the Kurdistan Regional Government (KRG) has improved security in some areas disputed by the two sides in recent months, but much remains to be done.

Pointing at locations on a map on his phone, a security official who cannot be named as he was unauthorized to speak to the media told Al-Monitor Sept. 16, “There are the locations of the PUK [peshmerga]. [Then a bit farther away] here are suspected IS locations and here two Kurdish men were kidnapped by the Islamic State [IS]. Here they set them free after their families paid a ransom of about \$40,000.”

The security official, who works in areas disputed by the central

government in Baghdad and the KRG, said that kidnappings, especially in these areas, remain a major source of funding for terrorist groups in Iraq.

“If they are not Asayish, or peshmerga or the Iraqi army, then they will demand a ransom. If they are part of the security forces then they kill them,” he said.

He added, “When the peshmerga left Kirkuk, IS took over [many areas].” But since Prime Minister Mustafa al-Kadhimi was sworn in as prime minister May 7, “the Iraqi army has step by step retaken much of that territory.”

The Iraqi army forced KRG forces to [leave oil-rich Kirkuk](#) after an October 2017 referendum was held on independence of the Kurdistan Region of

Iraq from the rest of Iraq — a move strongly opposed by the central government.

The official noted that one problem aggravating the issue of a gap in security between forces had long been the Iran-linked Popular Mobilization Units (PMU), especially in the area south of the [Garmiyah administration](#) in the southeastern corner of the Kurdistan Region along the Iranian border.

“They were receiving orders from Iran. Now the focus is on the Iraqi army once more,” he said in reference to the PMU. “Our daily communications now are with the Iraqi army instead of the PMU. And even at the checkpoints they no longer have control. The keys have been handed over to the regular forces — the police, federal police and the army — in most

areas.”

“We did not have formal contacts, only personal ones” with the PMU operating in the same area, he added, noting that Iran-linked groups “had taken over almost every checkpoint in the [disputed] area [he was working in]. Thus we had no way to communicate unless we did it with the PMU. The army and the police were at the checkpoints at those times, but the ones supervising them — those with the authority — were the PMU.”

He noted, “No vehicles, no one, would pass without permission from them.”

The source added, “But since Kadhimi came to power, everything has changed. Now the intelligence [services] are working, the police are working and the army is working. Now we have



almost 'formal' meetings with the Iraqi army and they welcome these meetings. Before they didn't, because the PMU were never listening to the Iraqi government. They were doing whatever benefitted the Iranian government."

As to how the international coalition is helping to improve coordination between Baghdad and Erbil, international anti-IS coalition spokesman Col. Wayne Marotto told Al-Monitor that high-level meetings have taken place. He said, "The [Iraqi] Ministry of Defense and Ministry of Peshmerga Affairs are in the process of establishing Joint Coordination Centers in Diyala, Kirkuk and Ninevah provinces. These coordination centers will improve the coordination and cooperation between the KSF [Kurdistan Special Forces] and the ISF [Iraqi Special Forces]. [The coalition assists and advises] both the ISF and KSF and act as an observer in these meetings."

The coalition also continues to conduct airstrikes at the request of the Iraqi government.

Marotto said, "[A coalition] airstrike on Sept. 23 on [IS] hideouts in Wadi al-Shai destroyed one cave, three shelters and four caches. No [IS] fighters were confirmed killed in the strike." He noted that the coalition had conducted a total of five airstrikes on



Iraqi territory in September.

**Wadi al-Shai** is located in the southern part of Kirkuk province and is part of the Hamrin mountain ridge that divides Kirkuk and Salahuddin provinces in the west and stretches to the Iranian border in Diyala province in the east. It is the dividing line for what many Kurds would **want as a border** for a much-coveted Kurdish state.

The **Hamrin Mountains** have been used as a hideout for various insurgent and terrorist groups for decades due to its rough terrain and numerous caves.

Support from the local population remains key to security.

Garmiyan Asayish chief Nawshirwan Ahmed told Al-Monitor, "If we do not serve the interests of the people [in the areas under KRG control], the people will not cooperate with

the Asayish and then we will not be able to do our job properly."

On the issue of whether some tribes were collaborating with IS, he said, "The Asayish do not differentiate between any tribes. We consider anyone living within the borders of our territory the same. We have the responsibility to protect them and to treat them with dignity."

However, he noted, "In regard to the **Karwi tribe** — they do not originate from this area, near Jalawla. They were brought during the **Arabization process**. We feel that most of the members of the tribe are pro-IS and the majority of them are against the Kurds and the peshmerga. They try to push the Kurds away." (The Karwi tribe has often been singled out for their alleged support for IS.)

Ahmed added, "They are the main obstacle to the peshmerga's return to Jalawla. But

we are not saying that all the members of the tribe are bad people. This is not true. We must differentiate between good and bad people, and there are both in the tribe."

He noted that there are also Kurdish members of IS, but said there are "very, very few of them" compared with Sunni Arabs. He said that most of the Kurds were "former members of **Ansar al-Islam**, a Kurdish terrorist group from the past."

"But IS did bring Kurdish members from outside Garmiyan here as part of their activities, since they could understand the language and could act as 'guides' for them here," he added.

In regard to his time fighting IS on the **front lines in Jalawla** in 2014, he said, "The sacrifice we made, we made it for our people. And so of course it is a terrible feeling when you see now that what you did was for nothing."

"The forces now in Jalawla are oppressing our people there," he said, referring to central government forces that have been in control of the area since 2017.

The security official added, however, "But we should realize that sometimes the political situation changes and we need to accept that Jalawla is now under the control of other forces."

Kurdistan au féminin 30.09.2020

## TURQUIE. Démission d'un maire kurde persécuté par le pouvoir turc

**L**e gouvernement turc poursuit un génocide politique dans les régions kurdes, où 81% des municipalités du Parti démocratique des peuples (HDP)\* ont été mises sous tutelle et des milliers de responsables politiques et associatifs kurdes ont été emprisonnés depuis les élections municipales de mars 2019.

Ayhan Bilgen, co-maire de Kars (Qers), arrêté le 25 septembre avec d'autres responsables politiques du Parti démocratique des peuples (HDP), a démissionné de son poste de maire alors qu'il est en garde à vue.

Dans un communiqué concernant sa démission, Bilgen a écrit: «*Dans quelques minutes, je serai conduit à un interroga-*

*toire. Avant l'interrogatoire, je voudrais dire quelque chose au public: je ne permettrai pas que la volonté démocratique d'une ville soit jouée. ils m'arrêtent ou me relâchent, même si aucun syndic n'est nommé à ma place jusqu'à ma libération, je déclare par la présente ma démission du bureau du maire.*

*Kars est une ville capable de se*

*gouverner elle-même. Un conseil municipal qui a pu décider à l'unanimité pendant un an et demi avec la participation de cinq partis peut trouver une nouvelle voie. Tous ont été élus avec le mandat de gouverner cette ville, personne ne devrait donc échapper à cette responsabilité. Cela ne signifie pas renoncer à un poste. Comme nous l'avons dit pendant la campagne électo-*

rale, nous voulons poser un signe commun de démocratie. Si je suis emprisonné, j'écrirai mon troisième livre. Si je suis libéré, je participerai aux travaux des coopératives. Rien de tout cela n'est moins important que la mairie. (...) Si les choses continuent à Kars avec une femme comme maire, un autre obstacle serait franchi à la fois politiquement et socialement. Rien ne devrait plus être comme avant.»  
ANF



TURQUIE / BAKUR – Le co-maire de la ville de Kars a démissionné après avoir mis en garde à vue. Ayhan Bilgen tente ainsi d'empêcher que le pouvoir turc nomme un administrateur à la mairie de Kars.

Lors des élections locales de mars 2019, le Parti démocratique des peuples (HDP) a remporté un total de 65 municipalités. Le ministère turc de l'intérieur a refusé à 6 co-maires du HDP leur certificat d'élection. Jusqu'à aujourd'hui,

la Turquie a nommé les administrateurs à 52 municipalités dirigées par le HDP.  
**Les municipalités kurdes saisies par l'État turc :**

- 1) Diyarbakir (Amed), 2) Van,
- 3) Mardin, 4) Ilkiköprü, 5) Akpazar,
- 6) Hazro, 7) Kayapınar, 8) Bismil,
- 9) Kocaköy, 10) Kulp, 11) Sur,
- 12) Yenişehir, 13) Karayazı,

- 14) Colemerg, 15) Gièvre,
- 16) Qoser, 17) Mazıdaği, 18) Nusaybin,
- 19) Savur, 20) Bulanık,
- 21) Eretepe, 22) Varto, 23) Cizre,
- 24) İdil, 25) Suruç, 26) Başkale,
- 27) Erçiş, 28) İpekyolu, 29) Mura-diye,
- 30) Özalp, 31) Saray,
- 32) Batman, 33) Güroymak,
- 34) Eğil, 35) Ergani, 36) Silvan,
- 37) Poux, 38) Halfeli,
- 39) Gökçebağ, 40) Doğubayazıt,
- 41) Diyadin, 42) Kozluk, 43) Çinar,
- 44) Dicle, 45) Sarıcan, 46) Karaçoban,
- 47) Iğdır, 48) Siirt, 49) Baykan,
- 50) Kurtulan, 51) Altınova,
- 52) Kars.

**Les municipalités détenues par le HDP qui sont (toujours) dirigées par le HDP :**  
Kömür/Adıyaman, Patnos/Ağrı, Hoşhaber/Iğdır, Silopi/Şirnak, Balveren/Şirnak

LE FIGARO

30 septembre 2020

## Irak: les factions pro-Iran ont visé les forces américaines au Kurdistan

**L**e contre-terrorisme kurde irakien a accusé mercredi le Hachd al-Chaabi, coalition de paramilitaires pro-Iran intégrés à l'Etat irakien, d'avoir

visé les forces américaines à Erbil, au Kurdistan, avec des roquettes qui sont tombées à proximité, sur un QG de rebelles kurdes iraniens.

«Six roquettes ont été tirées depuis la province de Ninive (limitrophe de celle d'Erbil et située en territoire fédéral) par le Hachd al-Chaabi, visant l'aéro-

port international d'Erbil», où sont stationnés des soldats américains, a-t-il indiqué dans un communiqué.

ouest france

30 septembre 2020

## Ils dénoncent les arrestations de militants kurdes par Erdogan

**U**ne quinzaine de militants kurdes du HDP ont manifesté sur la place du Commerce, ce mercredi. Ils dénoncent les arrestations à répétition de militants kurdes par le pouvoir turc, la dernière datant de vendredi dernier.

Sur les drapeaux du PDP, le portrait d'Ocalan, dans les geôles du pouvoir turc depuis 1999, détenu sur l'île d'Imrali. | OUEST-FRANCE

Une quinzaine de militants pro-Parti démocratique des peuples (HDP) étaient rassemblés ce mercredi, en fin de journée, place du Commerce, pour dénoncer la répression du pouvoir turc et de son président Erdogan.

Dernière manifestation de cette répression, ce vendredi 25 septembre, avec l'arrestation de 82 militants du HDP, parmi lesquels plusieurs élus. « **Le parquet d'Ankara reproche à ces**

**hommes d'avoir soutenu les Kurdes de Kobané, pendant le siège de la ville par les terroristes de Daech, qui étaient soutenus par la Turquie** », explique Zer Sinan, porte-parole régional du conseil démocratique Kurde en France.

« **Le président Erdogan foule aux pieds les droits humains et les libertés individuelles** », estime-t-il.

Le HDP reproche aussi à Paris son silence. « **On se sent abandonné par la France et l'Europe, car des millions de Kurdes ont lutté contre l'obscurantisme et Daech.** » La Coordination Nationale Solidarité Kurdistan exhorte le gouvernement français « à sanctionner la Turquie et à se ranger résolument du côté des défenseurs des libertés et de la démocratie ».